

Etudes Marxistes

N^{os}6-7 – 2^{ème} trimestre 1990

Si, depuis Marx jusqu'à nos jours, il est de bon ton de crier à «la mort du marxisme», contre tous ses adversaires le marxisme a fait la preuve de sa fécondité et de son efficacité créatrice.

Il a permis à des milliers d'hommes, aliénés depuis des millénaires, de se libérer économiquement et socialement. Il donne aux asservis du Tiers Monde et du monde capitaliste une conscience lucide de leurs possibilités libératrices. Il donne à la classe ouvrière et à ses alliés une méthode scientifique de combat pour construire une société qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le marxisme unifie en lui science et philosophie et érige en principe premier que la pierre angulaire de la connaissance est donnée par le critère de la pratique qui, seul, garantit que la construction conceptuelle correspond à la réalité objective.

Comme toute science, le marxisme se développe sans pour cela détruire ses principes, mais, basé sur la vérification expérimentale, il n'est pas un dogme.

Pour un marxiste toute vérité est à la fois relative et absolue, c'est-à-dire, comme le soulignait Lénine (1) faisant référence à Marx et à Engels : «qu'elle admet la relativité de toutes nos connaissances non point au sens de la négation de la vérité objective, mais au sens de la réalité historique des limites de l'approximation de nos connaissances par rapport à cette vérité».

Nous vivons dans un monde en plein bouleversement : internationalisation de l'économie, nouvelles technologies, Tiers Monde croulant sous le poids des dettes, poussée de l'extrême-droite...

La revue «Etudes Marxistes» veut rendre compte des analyses matérialistes, progressistes susceptibles d'affiner la réflexion marxiste dans tous les domaines de l'actualité comme dans ceux du passé qui éclairent les situations d'aujourd'hui.

Elle se veut aussi un instrument de réflexion pour tous ses lecteurs ; c'est dans cet esprit que nous souhaitons leur collaboration à la critique des articles que nous publions et, d'avance, nous les en remercions.

Le comité de rédaction

(1) Matérialisme et empiriocriticisme Lénine, Oeuvres complètes, Tome 14, page 139.

Sommaire :

I - L'Union Soviétique au bord du gouffre (Ludo Martens) (p.2)

II - Privatisations et appauvrissement à l'Est (Ludo Martens) (p.24)

III - Intermède Historique :

A propos de Staline (Résolution du Comité Central du PCUS – 1956) (p.27)

Naissance de la guerre froide (Georges Martin) (p.31)

Budapest 1956. La première contre-révolution Hongroise (Yvan Grosjean) (p.34)

IV - Les voix du socialisme :

Le socialisme en lutte contre le révisionnisme (Ramiz Alia, Albanie) (p.38)

L'Histoire va en zigzag (Joachim Raabe, Allemagne de l'Est) (p.44)

L'orientation de la réforme et de l'ouverture (Wu Shuging, Chine) (p.48)

L'impérialisme pousse les pays de l'Europe de l'Est vers le capitalisme, le fascisme et vers le pillage du Tiers Monde (Fidel Castro, Cuba) (p.53)

La restauration du capitalisme à l'Est (Nicolas Ceausescu, Roumanie) (p.57)

Les pays socialistes et les pièges de l'impérialisme (Nguyen van Linh, Vietnam) (p.62)

V - La législation britannique à l'assaut des syndicats (John Hendy) (p.65)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse. Cette revue est à prendre en compte à titre documentaire (Cf. « Impérialisme et anti-impérialisme ».)

WWW.MARXISME.FR

L'Union soviétique au bord du gouffre

(Ludo Martens)

«Je suis un partisan convaincu de la Perestroïka. C'est une idée hardie et très attrayante. Elle mène à une plus grande liberté pour les Soviétiques, elle inaugure la voie menant au progrès et à la prospérité. Je considère que l'Union Soviétique remplit aujourd'hui une mission historique» (1) Je vous laisse deviner un instant quel est l'auteur de cette déclaration. Pour vous mettre sur la voie, je vous citerai l'agence Novosti qui constate que, dans le monde d'aujourd'hui, on voit se produire «deux révolutions, une à l'Est et une à l'Ouest». A l'Ouest, l'agence soviétique a découvert «une révolution dans la mentalité politique des leaders des pays les plus importants du monde qui changent parfois de 180 degrés leur mode de conduite à l'égard des pays socialistes.» (2) Parmi ces leaders dont les idées concernant le socialisme auraient viré à gauche de 180 degrés: Madame Thatcher, l'auteur de la déclaration ci-dessus.

A l'entendre, comme à entendre le président Bush et le Premier Ministre Martens, on pourrait penser que tout va très bien en Union soviétique, que la satisfaction est générale, que la liberté progresse, que la prospérité s'annonce. On ne voit pas très clairement où est la crise du communisme... Cependant, pour les travailleurs soviétiques, la «crise du communisme» devient une réalité quotidienne. Le «Financial Times», journal boursier le plus important d'Europe, publiait il y a quelques jours un compte rendu d'une conférence importante sur l'avenir économique de l'Union soviétique. Albatin, vice-premier ministre et responsable des réformes économiques, a présenté un rapporta la conférence. Au cours de la discussion qui a suivi, le journal boursier note une intervention inhabituelle qui a suscité pas mal de remous. L'auteur, un ouvrier d'entreprise, dit : «Tout a commencé à mal tourner en Union soviétique, avec Khrouchtchev lorsqu'on a introduit des éléments du capitalisme dans le communisme. On ne peut pas mélanger les deux systèmes. Il faut retourner aux années cinquante...» Le journaliste du Financial Times ajoute que cette prise de position reflétait la réaction d'une grande partie de l'auditoire.(3) Manifestement, les gens qui croient au communisme, sont parfaitement conscients qu'en Union soviétique les choses tournent très mal. L'ouvrier cité est d'avis que le pays vire lentement à droite depuis environ trente ans, et que, de promesses en réformes, la situation s'est dégradée de plus en plus.

De Khrouchtchev à Brejnev: sur la pente glissante.

Il y a lieu de rappeler ici quatre thèses essentielles édictées par Khrouchtchev, il y a trente ans, et qui permettront d'interpréter ce qui se passe actuellement en URSS.

Première thèse : Il n'y a plus de pouvoir de la classe ouvrière en Union soviétique, l'Etat de la classe ouvrière est remplacé par l'Etat du peuple tout entier. «Après avoir assuré la victoire totale et définitive du socialisme et le passage de la société à la construction en grand du communisme, la dictature du prolétariat a rempli sa mission historique, (...)l'Etat(...)s'est converti en Etat de tout le peuple».(4) Cette thèse a conduit à la cessation de la lutte contre les courants bourgeois, réactionnaires, influencés par l'impérialisme, et elle visait par ailleurs à assurer la tranquillité à une bureaucratie en train de se séparer complètement des travailleurs. Dans un Etat du peuple entier, la bureaucratie pouvait s'installer confortablement, acquérir des privilèges, tirer un profit personnel de ses positions politiques et économiques, de toute façon, des contradictions de classe ne pouvant surgir entre elle et les masses travailleuses.

Deuxième thèse : Khrouchtchev annonce en 1962 que l'Union soviétique accédera au communisme en 1980 et qu'elle aura dépassé les Etats-Unis à ce moment-là. «Il suffira de peu de temps pour devancer économiquement les Etats-Unis.(...) L'Union soviétique remportera dans la compétition pacifique avec les Etats-Unis une victoire historique d'une portée universelle» (5) «Avons-nous tout le nécessaire pour créer en deux décennies la base matérielle et technique du communisme ? Oui, camarades, nous possédons tout cela».(6) Aujourd'hui donc, l'Union soviétique aurait dû connaître la plénitude du

bonheur en plein communisme, abondance de tout pour tous, et cela, depuis dix ans ! En réalité, de telles promesses d'un avenir paradisiaque ont permis, en endormant les masses chez qui l'idée de la révolution, du socialisme et du communisme était très populaires, de consolider le pouvoir et la position des technocrates et bureaucrates.

Troisième thèse de Khrouchtchev qui mérite d'être rappelée: il déclare que le capitalisme s'effondre dans le monde entier alors que le socialisme est en marche vers le triomphe. Les progrès fulgurants de l'Union soviétique attirent les regards des travailleurs du monde pendant que le capitalisme, affaibli, n'a quasi plus de capacité de résistance. C'est pourquoi il est devenu possible de prendre le pouvoir en Europe et dans le reste du monde par la voie parlementaire et pacifique. «Il s'est créé des conditions plus favorables à la victoire du socialisme dans les autres pays, parce que le socialisme a triomphé en Union soviétique». «Le vaste camp des pays du socialisme, dont la population dépasse 900 millions d'habitants, grandit et se consolide (...) Les idées du socialisme s'emparent réellement de l'esprit de toute l'humanité travailleuse». «Le capitalisme est de beaucoup plus faible.(...) Les partis bourgeois de droite et les gouvernements qu'ils forment, font de plus en plus faillite» D'où la possibilité «de conquérir une solide majorité au parlement et de le transformer en instrument d'une volonté populaire véritable».(7) Ces positions face à la société impérialiste et à la dictature de la bourgeoisie, constituent un changement total d'orientation politique.

Le quatrième point concerne l'attitude de Khrouchtchev par rapport aux Etats-Unis, jusqu'alors considérés comme le gendarme numéro un dans le monde, comme la puissance hégémoniste pratiquant l'ingérence et l'agression sur les cinq continents. Et voici que Khrouchtchev déclare: «Nous voulons être amis avec les Etats-Unis et coopérer avec eux dans la lutte pour la paix et la sécurité des peuples. Nous nous engageons dans cette voie avec de bonnes intentions et sans nul dessein caché» (8)... cela au moment où la plupart des peuples du Tiers monde, que ce soit en Asie, en Afrique ou en Amérique Latine, affrontent avec vigueur l'impérialisme américain qui leur impose une dictature néo-coloniale des plus terroristes. On comprendra aisément que cette attitude du dirigeant du premier pays socialiste au monde n'a rien à voir avec la coexistence pacifique toujours défendue par les socialistes.

Brejnev: folies et sclérose.

Ensuite, vint Brejnev: la bureaucratie étant bien installée, les masses en grande partie détournées de l'esprit révolutionnaire, c'est l'époque de toutes les folies. Brejnev se lance dans un programme de militarisation tous azimuts. Un effort démesuré est consenti dans ce domaine de sorte que la parité militaire et nucléaire est atteinte avec les Etats-Unis, dont la puissance économique et financière dépasse de très loin celle de l'URSS.

Cet effort pèse très lourdement sur l'économie soviétique et ne rapporte rien au peuple. L'Union Soviétique devient une superpuissance militaire, mais au détriment de sa situation économique.

Par ailleurs, sous Brejnev, on revient à une certaine phraséologie léniniste, en apparence plus orthodoxe, mais de plus en plus sclérosée, détachée de la pratique, de la réalité vécue par les masses soviétiques. Ce marxisme sclérosé est surtout utilisé dans les examens que l'on fait passer pour monter dans l'appareil du parti et du gouvernement. Le désintérêt des masses par rapport à un tel marxisme-léninisme, étranger à la vie et à la lutte, est devenu considérable.

Enfin, c'est sous Brejnev que l'ingérence, le contrôle et l'agression, deviennent un mode d'agir régulièrement utilisé par l'Union soviétique: tentatives d'ingérence et de contrôle des partis communistes albanais et chinois, immixtion dans les affaires intérieures de la Tchécoslovaquie et dans la vie interne de tous les partis de Europe de l'Est. C'est l'époque des aventures militaires en Somalie, puis, changement de camp, en Ethiopie. L'Union soviétique soutient l'armée vietnamienne dans sa guerre pour le contrôle du Kampuchéa, puis dans ses efforts d'occupation. 150.000 vietnamiens stationnent au Kampuchéa pendant dix ans. Et, finalement, ce sera le bouquet avec l'invasion de l'Afghanistan.

Gorbatchev: les promesses alléchantes.

La militarisation, le surarmement, les aventures étrangères ont miné de plus en plus l'économie et l'ont menée pratiquement au bord de l'effondrement et de la crise.

Et c'est dans ces conditions que Gorbatchev arrive sur scène.

Il produit alors un discours nouveau dont voici quatre lignes de force.

En ce qui concerne la militarisation : Gorbatchev met pratiquement fin à cette orientation. Les troupes soviétiques se sont effectivement retirées de l'Afghanistan. Des pressions sont faites sur le Vietnam pour qu'il se retire du Kampuchéa.

Une partie des entreprises militaires de Union soviétique sont déjà converties ou le seront dans les deux ans à venir.

Gorbatchev affirme la nécessité de la démocratisation de la vie politique en Union soviétique. Il souhaite que tout puisse être débattu, discuté librement, qu'il y ait des débats contradictoires. Ce qui est, effectivement, une nécessité quand un peuple, amorphe, dégoûté d'un marxisme vidé de sa substance, détestant les pratiques et les privilèges bureaucratiques, ne s'intéresse plus à rien. Il fallait absolument que ce peuple reprenne goût à la pratique du débat politique, au socialisme, à la lutte idéologique. Il est vrai aussi que c'est uniquement dans la lutte idéologique, en affrontant d'autres courants, que le marxisme sclérosé, ossifié de l'époque Brejnev, pourrait être remplacé par un marxisme vivant, authentique, révolutionnaire.

Gorbatchev veut éliminer tout ce qui a été erreur dans la construction du socialisme en Union Soviétique et veut retourner à l'esprit et aux thèses de Lénine, le plus grand penseur et le plus grand praticien de l'action révolutionnaire que le monde ait connu.

Gorbatchev affirme enfin qu'il faut que l'Union soviétique soit capable de maîtriser les divers domaines de la révolution scientifique et technologique qui déferle sur le monde.

Il ajoute qu'il faut que l'économie soviétique soit plus dynamique, que la créativité des gens soit encouragée par tous les moyens, économiques ou autres.

Nous avons suivi avec intérêt l'évolution d'après ces lignes de force et pouvons faire un certain nombre de constats et d'analyses après cinq ans de perestroïka et de glasnost en Union soviétique. Nous aborderons en premier lieu le domaine politique, ensuite le domaine économique et enfin la politique extérieure de l'Union soviétique. Nous ne retiendrons que les points qui ont un rapport direct avec la crise du mouvement communiste international.

En politique: feu le léninisme.

Dans le domaine politique, je commence par une interrogation: à qui la glasnost a-t-elle profité, quelles sont les couches et les forces politiques qui se sont réellement exprimées et qui ont imposé leur orientation politique aux médias soviétiques ?

Glasnost pour les anti-communistes.

La liberté et la démocratie ne sont jamais au-dessus des classes et de la lutte des classes, même pas et surtout pas dans l'Union soviétique post-khrouchtchéviennne. La glasnost, la liberté de discussion a permis le déferlement, en Union soviétique, d'une propagande clairement contre-révolutionnaire, anti-socialiste et l'on peut dire que presque tout ce que le peuple russe a construit moyennant des efforts

titanesques et héroïques, s'est trouvé attaqué, noirci, dénigré. Il n'est pas question ici de mettre en doute la nécessité de la glasnost, de l'ouverture de la discussion qui est vitale pour régénérer l'esprit révolutionnaire et le marxisme-léninisme. Cependant, à la lecture des publications soviétiques, on se demande quelle fraction du peuple s'est emparée des moyens de publication, quelle est sa détermination politique, quels intérêts orientent la glasnost ?

Gorbatchev et Ryzjkov, le premier ministre, ont fait des déclarations officielles concernant le bilan historique de l'effort consenti par l'Union soviétique pour construire le socialisme.

Lors du soixante-dixième anniversaire de l'URSS, Gorbatchev a déclaré qu'il fallait reconnaître les énormes mérites de Staline, sa force de travail, sa volonté de fer, sa capacité d'organisation pour reconstruire le pays et le défendre contre le fascisme. Il a également souligné qu'il fallait reconnaître, analyser et critiquer toutes les erreurs et tous les crimes qui ont été commis pendant cette période. Ryzjkov a fait des déclarations comparables, affirmant qu'il critique les erreurs commises par Staline, pour mettre en évidence «l'ensemble du parti, les millions de simples gens dont l'attachement aux idées de Lénine et aux idéaux révolutionnaires n'a pas été ébranlé» (9). Ces déclarations pourraient rendre possible une discussion entre communistes, quoique pour nous il est clair que les immenses mérites et acquis du Parti dans la période 1924-1953 sont aussi dus à la direction du comité central et de Staline. Malheureusement, depuis quatre ans, il faut chercher très loin dans les publications soviétiques pour trouver ne fût-ce qu'un seul article qui expose et explique le travail révolutionnaire du peuple et des communistes dans l'industrialisation, la collectivisation, la révolution culturelle et la défense du pays, pour ne pas parler de l'aide internationaliste.

En revanche, il y a des centaines d'articles, inspirés directement par la littérature bourgeoise et fasciste la plus révoltante, pour dénoncer le travail des années vingt, trente et quarante de Staline et du parti communiste. Lorsqu'on connaît les luttes idéologiques menées durant ces années, on sait - c'est devenu classique - que les attaques à l'encontre de Staline et du PCUS, préparaient directement d'autres attaques contre les fondements même du léninisme et du marxisme. Et c'est effectivement ce que nous voyons en Union soviétique depuis deux ans.

La presse soviétique abonde dans ce style d'extrême droite: «Staline fut un monstre et s'il a jamais existé un authentique ennemi du peuple, ce fut bien lui» (9), ou encore: «les limites de la glasnost à l'égard du stalinisme doivent être définies par la Constitution, laquelle interdit la propagande de la violence» (10). Bref, la liberté, la démocratie et la glasnost en arrivent presque à interdire aux Soviétiques de se rappeler l'expérience héroïque de la génération précédente, de développer l'esprit révolutionnaire et les thèses fondamentales qui ont guidé la construction du socialisme et sa défense contre l'agression hitlérienne. Un philosophe soviétique de droite explique qu'actuellement des travailleurs mécontents commencent à exprimer leur admiration pour l'enthousiasme des masses à l'époque des années vingt. Un journaliste célèbre a même osé dire, continue notre philosophe, que «ces romantiques n'étaient pas des amoureux, mais qu'ils avaient une morale particulière. Or, c'est justement cette morale qui a créé Auschwitz et la Kolyma.» (11)

Les attaques contre le stalinisme visent le socialisme.

Qu'ont à dire contre le stalinisme les nombreux auteurs qui dominent aujourd'hui la presse soviétique ? Deux thèmes essentiels se dégagent de leurs écrits.

Le crime principal de Staline est d'avoir mené la lutte de classe. «Tout le monde était mis en demeure de haïr les gentilshommes, les prêtres, les fonctionnaires et autres éléments socialement hostiles.(...) Il a fallu haïr nommément et en groupe des classes entières. Cette haine fut cultivée à un point tel qu'elle a pris racine génétiquement».(12) Parce que Staline a refusé «l'idée de la paix des classes (pour) l'idéologie de l'hostilité (...) le pays a plongé pour des dizaines d'années dans la fantasmagorie du délire paranoïaque».(13)

Le deuxième crime de Staline concerne sa politique étrangère. Le vice-ministre des Affaires Etrangères, Elguiz Pozdniakov, en parle. «En optant pour la révolution mondiale,(...) nous comptions diviser le monde en prolétaires et en bourgeois. (Si cela) peut se justifier encore en période d'effervescence révolutionnaire dans le monde, c'est inadmissible dans d'autres conditions, étant en contradiction totale avec les normes des relations entre Etats civilisés» **(14)**, aussi simple que ça, aussi bête que ça. On aimerait demander à cet ignare si les Etats fascistes des années trente et quarante, étaient des Etats «civilisés», si les Etats colonialistes anglais et français des années trente, l'étaient, si l'impérialisme américain pendant la période de la guerre froide et de la guerre de Corée, agissait de façon «civilisée». Puisque c'est contre ces adversaires que Staline a agi et correctement agi. Ou encore, du même auteur: Il faut «un internationalisme nouveau, permettant de parler du devenir de 'l'internationale pan-humaine', c'est-à-dire du devenir de la communauté humaine unique sur la Terre, qui prendrait la relève de l'internationalisme basé sur les intérêts de classe, de parti, de groupe ou d'Etat».(14) Un autre commence par écrire: «Ayant accompli la révolution dans notre pays, les prolétaires ont renoncé aux valeurs qui se sont avérées étrangères à leur conscience de classe et à leurs intérêts» et ajoute: «Il n'existe plus de prolétaires, en tous cas pas à l'Est et à l'Ouest de l'Europe. Il y a des ouvriers, paysans, employés, entrepreneurs, représentants de professions libérales, serviteurs des cultes, étudiants, militaires, retraités, enfants», Reagan et Thatcher ne diraient pas mieux, et enfin notre auteur en arrive au fond de sa pensée: «Ils ont tous un intérêt commun : vivre en paix et survivre. Voilà pourquoi il est temps de renoncer au mot d'ordre: Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !» **(15)** Pour ce provocateur anti-communiste qui passe ses jours comme conseiller principal au département des Affaires Etrangères, le crime majeur de Staline est d'avoir défendu la solidarité de tous les prolétaires du monde.

Une fois sur cette voie royale, bien sûr on ne s'arrête plus. Il y a un an et demi, on a cessé de bavarder à propos de Staline, et c'est à Lénine et à la révolution qu'on s'attaque désormais. Des auteurs d'articles ont déclaré que la révolution d'octobre était une erreur et que c'est finalement cela que les "anti-stalinistes" veulent faire passer comme message.

Un représentant du CVP s'est rendu en Union soviétique pour y financer un des fondateurs du parti démocrate-chrétien ainsi que la publication de livres de Soljenitsyne. Au cours de l'année 1990, quelques millions de livres de cet auteur seront imprimés. Déjà, des articles de presse commentent les écrits de Soljenitsyne: «Depuis septante ans, la morale humaine inconditionnelle était remplacée par un totalitarisme de classe unifié, s'appuyant sur une idéologie capable de justifier n'importe quel crime».(16) Les trotskistes peuvent propager ce genre de littérature au nom de la liberté d'expression, eux qui font une propagande tapageuse pour les écrits de Soljenitsyne, l'auteur préféré de Le Pen, mais nous aimons dire qu'il s'agit là de littérature purement fasciste ! Aussi, les Nouvelles de Moscou peuvent-elles continuer à propager ces pensées en toute logique, en soulignant: «la responsabilité personnelle de Lénine dans les aspects idéologiques de l'histoire soviétique avant la dictature stalinienne, doit être soulignée. Des penseurs d'orientation nationaliste comme Soljenitsyne interviennent depuis longtemps, laissant supposer que le léninisme et le stalinisme sont deux phénomènes du même ordre» **(17)**. On revient donc à la glorification publique du tsarisme, car Soljenitsyne, c'est essentiellement cela, dans des journaux qui se disent communistes. Dans un long texte sur l'état actuel de l'Union soviétique, on peut lire l'intervention suivante de Michaïl Lobanov, journaliste politique, farouche partisan de la glasnost: «En soixante-dix ans, on a détruit la spiritualité et, partant, les appuis culturels du système économique et en allant jusqu'aux traditions nationales, à la conscience de soi-même. L'essentiel, c'est de ne pas piétiner une fois encore l'Eglise» **(18)**. Le socialisme est ainsi attaqué pour avoir écrasé la spiritualité du temps du tsar ainsi que le système économique qui y trouvait sa justification.

Terminons ce premier point sur la politique et la glasnost, en disant que le déferlement d'idées ouvertement anti-communistes est tel que Gorbatchev lui-même ne sait plus sur quel pied danser. Ce que démontrent certaines de ses interventions assez minables. Dans un discours récent, il dit: «On prend parfois une attitude nihiliste à l'égard de la voie parcourue par notre pays, la révolution d'octobre est présentée comme une erreur, une tragédie qui a perturbé le cours normal des choses et qui n'a apporté au peuple rien d'autre que la souffrance» **(18)**. Gorbatchev n'arrive pas à donner une réplique à

la dimension de l'offensive anti-communiste, aucune démarche un tant soit peu militante, il se contente de faire des constats désabusés.

Valeurs universelles: le grand retour en arrière.

Le deuxième point à souligner dans le domaine politique et idéologique, est la répercussion de tout ceci sur la conception du Parti Communiste de l'Union soviétique. Nous abordons ici la théorie des «valeurs universelles» mise en évidence par l'équipe Gorbatchev, depuis trois, quatre ans et qui constitue désormais la ligne idéologique directrice du parti.

Valeurs de la civilisation européenne...

«Les succès économiques de l'Europe et de l'Amérique du Nord sont indivisibles de toutes les autres composantes traditionnelles de la civilisation européenne. Ce sont des normes de la morale et des idées sur la destinée de l'homme, basées en premier lieu sur le christianisme, sur des principes de démocratie qui ont été développés depuis des siècles.(...) Nous sommes prêts à adopter de nouveau les valeurs de la civilisation européenne que nous avons niées pendant ces derniers 70 ans sous prétexte d'impératifs de classe. Pour nous, cela marquera en effet un grand pas vers la paix avec l'Occident.(...) L'histoire a manifestement démontré que l'ignorance des lois inévitables et nécessaires de l'économie de marché et le renoncement aux normes de la démocratie et de la morale élaborée au sein de la civilisation européenne pendant des siècles, entraînent des retards de développement».(19) Il faudrait, en Belgique, déjà aller très loin à droite pour trouver une expression aussi franche de l'idéologie libérale et impériale ! Si l'on veut revenir des siècles en arrière pour parler de démocratie et de morale en Europe, on doit commencer par parler des 150 à 200 millions d'esclaves africains dont les civilisateurs se sont emparés et sur le travail desquels le capitalisme «démocratique» a été en partie construit. Il faut également parler des 60 millions d'Indiens massacrés au Mexique et au Pérou pour que la civilisation européenne puisse se gaver de l'or et de l'argent de ce continent. Il faut parler des dizaines de millions d'esclaves qu'on a fait venir d'Afrique pour crever dans les plantations de canne à sucre. Il faut parler de l'histoire de la longue chaîne de massacres dont sont constituées la conquête coloniale au dix-neuvième siècle et l'oppression coloniale du siècle présent. La démocratie européenne et la morale européenne chrétienne se sont particulièrement manifestées lors de la montée et du triomphe du fascisme et l'on n'a qu'à regarder les dictatures néo-coloniales pour constater que l'Europe et les Etats-Unis, dont les spécialistes de l'économie, de la magouille politique et de la torture dirigent ces pays en coulisses, restent toujours à deux doigts de cette conception du monde.

Il est plus grave encore que des énormités de ce genre soient pratiquement reprises dans les discours de Gorbatchev. Sans avancer aussi loin dans l'extravagance des déclarations pro-impérialistes citées plus haut, Gorbatchev en est très proche, quant au fond, par son jugement sur les valeurs universelles. Il dit, par exemple, que l'Union soviétique redécouvrira «les véritables valeurs du socialisme liées à l'élévation de l'homme, à l'humanisation, à la démocratisation des rapports sociaux». Il parle de «socialisme humain et démocratique s'appuyant sur tous les progrès de la civilisation contemporaine», il chante «le mot d'ordre Liberté ! dans le sens le plus large, universel de ce terme».(20) On comprend dès lors pourquoi Marc Eyskens, ministre belge des Affaires étrangères, a déclaré que le CVP pourrait lui accorder le titre de «membre honorifique» du premier parti de l'impérialisme belge, le parti social-chrétien. C'est effectivement le même bavardage creux, soi-disant universel, que l'on trouve dans tous les documents des partis chrétiens et libéraux de l'Europe civilisée !

Dieu et son prophète, le révérend Moon.

Enfin, le titre d'un article publié par Temps Nouveaux, dit que la visite de Gorbatchev au Vatican constitue «un symbole du retour continu de l'Union soviétique aux valeurs universelles de la civilisation mondiale» ! (21) Ici, c'est la religion catholique, version Jean-Paul II, véritable doctrine d'apologie de l'impérialisme, qui est épinglée comme valeur universelle redécouverte en Union soviétique. Un académicien à qui l'on demandait quels étaient ses pronostics pour l'Union soviétique

en 1990, a répondu que cette année verra «l'attirance de la religion s'accroître dans la société. C'est là une tendance générale», puis il ajoute: «Durant tout le pouvoir soviétique,(...) une propagande antireligieuse intense était menée par des impies belliqueux et des athées savants.(...) La transparence a balayé les simulacres des idéaux, cela pousse l'homme et la société à revenir aux idéaux millénaires» (22). C'est déjà du délire. Mais le pire est encore à venir: dans un journal de la secte Moon, on peut lire un dialogue entre Moon et un journaliste soviétique. Moon y exprime en quatre pages sa pensée profonde (et inspirée directement par la CIA) et le journaliste soviétique de découvrir nombre d'idées communes entre la pensée de Moon et la nouvelle pensée soviétique !

«Nous soutenons le président Gorbatchev dans les réformes par la nouvelle pensée !» titre le révérend Moon. «Les paroles du révérend Moon semblent, de toute façon, prouver de façon impressionnante, que les concepts de la nouvelle pensée nous offrent des horizons nouveaux dans la collaboration mondiale», conclut le journaliste soviétique Yordansky.(23)

La question de la religion en Union soviétique n'est donc pas un détail, elle est liée au constat que les dirigeants du parti soviétique croient de moins en moins aux thèses essentielles du marxisme-léninisme, les écartent complètement de la pratique politique et poussent délibérément, devant le vide idéologique, les travailleurs soviétiques vers des «idéaux millénaires».

Le cancer du nationalisme bourgeois.

Ceci nous amène au troisième point à souligner dans le domaine politique en Union soviétique. Il s'agit du déferlement du nationalisme bourgeois dans le pays et dans le parti. Cet élément sera, dans un avenir que l'on peut estimer assez immédiat, très lourd de conséquences.

Lorsqu'il y a quatre ans, Gorbatchev déclara qu'il faut développer le pluralisme socialiste, nous étions bien d'accord qu'après la période Brejnev, il fallait permettre, sur la base du socialisme, l'expression de différentes idées. La pensée révolutionnaire ne pouvait se revigorer et se développer qu'à travers la lutte contre les courants bourgeois. Cette idée à peine lancée, de nombreuses organisations et de nombreux fronts populaires se sont créés pour soutenir la perestroïka. Il s'agit de coalitions entre des forces ouvertement réactionnaires et des «réformateurs»de l'époque de Khrouchtchev, de véritables machines de guerre contre ce qui reste de socialisme en Union soviétique.

Ukraine, Lettonie.

Prenons l'exemple de l'Ukraine où, à l'initiative de droitiers du Parti, s'est créé le Mouvement Ukrainien pour la Perestroïka, le Front Populaire de cette république et qui revendique 280.000 membres. Son Congrès inaugural comptait 1.100 délégués dont 25% de membres du Parti. Le déferlement, depuis deux ans, des idées anti-socialistes et anti-communistes au sein de ce front, a abouti à la dénonciation publique du socialisme et du parti communiste, sous les acclamations de la salle. A la tribune, des représentants ont essayé de défendre le PCUS, mais ont été hués et chassés. Il était question de l'occupation de l'Ukraine par l'Union Soviétique, on réclamait le départ de l'armée rouge et la création d'une armée ukrainienne. Et quel serait le noyau de cette armée ? Pendant la deuxième guerre mondiale, il y a eu une armée ukrainienne, créée par les bons soins de Hitler. Ce qui est incroyable, c'est l'intervention d'un certain Lukyanenko devant ce congrès. Il y a déclaré qu'il fallait réhabiliter le groupe de Bandera (fascistes ukrainiens), victime du stalinisme et constitué de «combattants de la liberté» (24). Un livre sur la World Anti-Communist League (extrême-droite fasciste contrôlée par les Américains et Taiwan) explique qu'un grand nombre de membres du groupe Bandera, ont été arrêtés par les Anglais et les Américains. Ainsi, la guerre terminée, des centaines d'éléments de ce groupe ont été recrutés par les services occidentaux pour faire de l'espionnage en Union soviétique. Des membres de Bandera ont travaillé avec Radio Free Europe, et il y a quelques années, ont produit certaines émissions ouvertement pro-fascistes qui ont suscité de vives protestations au Etats-Unis! Ces émissions faisaient ouvertement l'éloge du groupe nazi «Gallician SS». Que d'anciens nazis, des SS, reconnus comme tels en Ukraine, puissent déléguer un de leurs représentants

pour prendre la parole lors d'une réunion du Front Populaire, au moment où l'on en chasse des communistes et que cet individu soit écouté, voilà des faits qui donnent à réfléchir sur l'état de dégénérescence politique en cours en Ukraine. Relevons ici entre parenthèses que les publications trotskistes du groupe Mandel soutiennent le combat «démocratique» des Fronts Populaires en Union soviétique et publient leurs prises de positions selon leur tactique bien connue du front uni contre le communisme, même moribond.

En Lettonie aussi, s'est constitué un Front Populaire de tous les anti-marxistes. Un de ses leaders déclarait lors du dernier Congrès du Front: «Il est important pour nous de resserrer nos liens directs avec les pays de l'Occident, d'établir des contacts économiques (...) pour préparer la voie du retour de la Lettonie dans le monde civilisé en Europe à laquelle la Lettonie avait en son temps appartenu». Et d'ajouter: «La forme principale de propriété dans la République de Lettonie doit être la propriété privée. L'expérience des Etats occidentaux industrialisés prouve que la propriété privée et l'initiative privée assurent un fonctionnement hautement efficace du marché libre»(25). On ne peut être plus explicite: c'est le retour au capitalisme, au monde impérialiste et aux lois les plus élémentaires, les plus simples, du capitalisme mondial.

Gorbatchev: pitoyable.

Le déferlement des idées anti-communistes dans les républiques baltes, inquiète très vivement le PCUS. Effectivement, ces républiques ont décidé de revendiquer l'indépendance tout court, ainsi que l'adhésion au Marché Commun en deux ou trois phases. Le Parti Communiste de l'Union soviétique a alors déclaré: «Le caractère antisocialiste, anti-soviétique de leurs visées s'est révélé. On a vu apparaître des organisations qui rappellent les formations de la période bourgeoise et de l'occupation fasciste, on a assisté à la création d'organes parallèles du pouvoir».(26) Cette constatation est exacte. Cependant, les critiques, les protestations, les dénonciations n'ont pas empêché les autres de continuer leur travail de sape... et le PC lituanien, lui-même, est récemment passé du côté des «indépendantistes» en déclarant qu'il n'appartenait plus au PCUS, devenait un parti indépendant, ayant son propre programme, défini par lui seul et avec ses statuts propres. Il veut entamer des pourparlers avec le PCUS pour déterminer les bases de leur rapports futurs.

Le 25 décembre dernier, Gorbatchev prononce un discours des plus intéressants, qui révèle toute l'impasse dans laquelle il s'est fourré...et s'il devait tomber dans les mois à venir, c'est à ce discours qu'on fera référence comme à son chant du cygne. Il parle de la scission entre le parti lituanien et le PCUS.

Il y a quelques années, «on ne comptait dans la république, que quelques dizaines de "guerriers" d'opposition. Ils ne cherchaient qu'à se rendre populaires, en attisant les tendances nationalistes. L'opposition s'est ralliée aux mots d'ordre de la perestroïka dans le but de compromettre le socialisme. Le danger que représentait ce phénomène n'a pas été remarqué en temps utile» (26). Il y a apparemment bien de choses que Gorbatchev ne remarque pas en temps utile. Nous en parlerons.

Ensuite, Gorbatchev souligne «la perte de l'influence du parti sur les médias (...). Au fur et à mesure de l'acquisition de ces positions, Sajudis (front nationaliste en Lituanie), s'engageait sur la voie de la lutte pour le pouvoir réel» (26). Ici il s'agit de la glasnost, la politique de transparence est tombée entre les mains de la droite et l'extrême-droite, mais Gorbatchev avoue ne pas avoir remarqué non plus ce glissement en temps utile.

Puis Gorbatchev constate encore que «pour s'assurer les conditions nécessaires pour la prise parlementaire du pouvoir, une partie des députés représentant Sajudis propagent les mots d'ordre de la perestroïka. On a élaboré et on applique scrupuleusement la tactique du choix des cadences de démantèlement des acquis du socialisme». Ainsi, Gorbatchev peut dire que dans les domaines de la perestroïka, de la glasnost et de la démocratie, trois des quatre lignes de force de sa politique nouvelle, il n'a pas remarqué en temps utile ce qui se passait en Union soviétique. Sa remarque sur la tactique de

l'impérialisme qui consiste à choisir les cadences appropriées pour avancer les thèses de droite et démanteler le socialisme, est aussi pertinent pour les événements de la RDA...que Gorbatchev lui-même a précipité dans cette direction néfaste.

Le quatrième constat que fait Gorbatchev à propos de la Lituanie, est un aveu d'incompétence politique. Il a eu de nombreux contacts avec le PC lituanien. Ce dernier l'assurait que les masses allaient dans le sens nationaliste et que le PC était donc contraint d'agir ainsi. Et Gorbatchev d'avouer: «Il faut reconnaître que nous avons prêté oreille à leurs propositions, que nous étions souvent allés au-devant de leurs desiderata».

D'après ses propres aveux, une telle situation «est utilisée par les éléments nationalistes, séparatistes, anti-soviétiques,(...) qui rêvent de faire renaître les régimes d'autrefois, des régimes autoritaires, d'extrême-droite». C'est parfaitement vrai, mais que compte faire Gorbatchev maintenant ? Son analyse brillante est suivie de quelques réflexions. D'abord, «nous devons faire preuve d'un maximum de retenue, de réflexion et de circonspection.(...) (Il faut demander à tout le monde de) réfléchir encore une fois». Au lieu de demander aux autres de réfléchir quand il est trop tard, il aurait été plus avisé de réfléchir lui-même à l'avance aux forces qu'il allait déchaîner. Aux membres du Comité Central qui disent qu'il faut réagir, qu'on ne peut pas laisser aller les choses jusqu'à la catastrophe, il répond: Vous avez la nostalgie du «socialisme de caserne», «chaque fois que nous avons affaire aux manifestations des larges couches de la population, nous employons des moyens politiques». Mais quels moyens politiques lui reste-t-il encore ? Puis il balance un autre argument: «Vous dites que le pouvoir n'est plus fort, qu'il s'effiloche.» Or, «l'idéal d'une politique forte, ce n'est pas l'animosité et la confrontation, mais la concorde et la solidarité». Aussi faut-il «comprendre la grande valeur des compromis raisonnables». Quand on connaît les fascistes et l'extrême-droite, on se demande bien comment Gorbatchev fera pour jouer tout seul ce grand jeu des compromis. Gorbatchev ajoute encore ceci: «Il est indispensable d'engager des actions énergiques pour conserver l'Etat fédéral et en assurer l'unité. Et que nul ne s'illusionne sur les intentions et les possibilités du Centre» (26). Après tout ce qu'il a déjà déclaré, ceci ne peut être que de vaines paroles dont tous les réactionnaires se moqueront éperdument. Gorbatchev complète cette idée en disant: «Il faut soumettre à l'examen de l'organe législatif supérieur, la question de la légalité des organisations et des mouvements politiques qui encouragent la terreur nationaliste». Voilà à quoi se réduit l'exclamation farouche «que nul ne s'illusionne sur les intentions et les possibilités ...».

Ce discours nous montre que Gorbatchev est dans une impasse totale, et la «profondeur» de son analyse nous laisse face à de nombreuses interrogations sur ce qui peut se passer dans les mois à venir.

La restauration du capitalisme.

Après avoir souligné ces trois points dans le domaine politique en Union Soviétique, j'aborderai brièvement les conceptions économiques mises en avant à l'heure actuelle par la majorité de la direction.

Gorbatchev a déclaré catégoriquement, il y a cinq ans, que les choses doivent changer dans ce domaine : stagnation, inertie, taux de croissance en baisse, manque de nourriture, impossibilité de répondre aux besoins les plus élémentaires, il faut disait-il, lancer une politique économique nouvelle. Après quatre ans, on constate que rien n'a changé, sauf dans le sens du pire !

Friedman, aide-nous !

Dans la revue éditée par le ministère des Affaires Etrangères, on peut lire : «qu'avec la crise actuelle en Union Soviétique de plus en plus nous avons envisagé avec sérieux l'avertissement lancé par F. Hayek, notre principal opposant parmi les conservateurs monétaristes. Celui-ci prétend que même la voie pacifique social-démocrate conduit de toute façon au collectivisme total socio-étatiste, à l'économie planifiée et directiviste. C'est la voie du monopolsisme, de l'étouffement de l'individualisme,

de la démocratie et de la liberté.» Et Larissa Piacheva, chercheur à l'Institut du Mouvement ouvrier (!) international, néophyte dans la science économique du capitalisme sauvage, termine son essai par une condamnation de l'économie mixte. Elle affirme qu'on a besoin en Union Soviétique, des idées de Milton Friedman et Friedrich Hayek, parce que «l'économie mixte où la propriété privée s'amalgame à la propriété d'Etat, où le marché doit coexister avec des prix planifiés, n'a pas d'avenir». «Tous ces éléments du système de marché, greffés avec tant de mal sur le grand arbre étatique, agoniseront inévitablement, jusqu'au jour où le mécanisme juridique, les nouveaux systèmes de propriété et formes de pouvoir remplaceront les systèmes et formes existants. Il existe une issue: c'est l'entière libéralisation de notre vie économique et sociale, c'est donner une bonne formation à nos cultivateurs, à nos fermiers coopérateurs, commerçants, banquiers, artisans, à tous ceux qui formeront la classe des futurs administrateurs et maîtres du pays - personnes habiles et diligentes.» (27). C'est donc la doctrine de Friedman qui va sauver le socialisme en Union soviétique, après avoir sauvé la domination américaine sur le Chili !

La longue marche vers l'entreprise privée.

Depuis deux ans, on constate que Gorbatchev n'a rien à dire dans le domaine économique qui soit inspiré par le socialisme scientifique. Il parle de la Nouvelle Politique Economique de Lénine en dehors de tout contexte historique pour mieux rejeter l'ensemble de la doctrine de Lénine sur l'économie et la politique; ses propositions pratiques sont de plus en plus nettement orientées vers l'entreprise privée et vers le marché.

Un article de Temps Nouveaux contient cette perle. «Voilà déjà bientôt quarante ans que le pays vit sans Staline, mais nous ne pouvons toujours pas nous affranchir définitivement des entraves du système stalinien, des principes féodaux des structures économiques qu'il avait fondé, tandis que d'autres tyrans européens du XXe siècle emportaient en général avec eux dans la tombe les institutions sociales qu'ils avaient créées, cédant la place à la démocratie dans l'économie et la politique. Pourquoi ? Mais parce que Hitler ni Franco n'avaient détruit la propriété privée, sur le levain de laquelle, aussitôt la dictature disparue, poussait une société florissante.» (28)

Le crime majeur de Staline est d'avoir éliminé la propriété privée. Voilà pourquoi il est pire qu'Hitler. C'est un discours de l'extrême-droite déchaînée que ne répudieraient ni Le Pen, ni la CIA, ni les trotskistes. Il nous apprend en même temps pourquoi Staline et Mao Zedong soulignaient la nécessité de maintenir la dictature du prolétariat contre les éléments politiquement dégénérés, véritables agents de l'influence impérialiste.

Le directeur de l'Institut Plekhanov à Moscou, monsieur Vladimir Grochev, professeur de surcroît, dit que «la propriété privée (des moyens de production) est présente dans le pays sous forme d'économie de l'ombre, de certaines coopératives et d'entreprises mixtes. Le capital privé sous forme de centaines de milliards de roubles, de plusieurs milliards de dollars, erre à travers l'Union soviétique». Tout professeur qu'il soit, il a des questions en tête qui ne sont pas d'ordre purement académiques. «Ne vaut-il pas mieux trouver un moyen pour reconnaître cette forme de propriété privée en la mettant au service de la perestroïka ?» (29) Mettre le capitalisme sauvage existant au service de la perestroïka ? Mais n'est-ce pas plutôt la perestroïka qui se met intégralement au service du capitalisme sauvage, car que pourrait-elle proposer d'autre que de le laisser se développer plus librement et plus sauvagement encore ? Le même professeur raconte qu'à l'occasion de la tenue récente d'un congrès d'hommes d'affaires, ces derniers ont déclaré vouloir que la propriété privée des moyens de production soit reconnue au même titre que la propriété d'Etat et le professeur conclut: «Nous, les savants, les aiderons à remporter le succès.»(29) Bel exemple de l'alliance entre les grands bureaucrates, les nouveaux capitalistes et les intellectuels technocrates.

Un autre professeur, Margarita Maximova, docteur en économie, affirme qu'il «faut désétatiser la propriété» et «assurer l'égalité, la concurrence et la compétitivité de toutes les formes de propriété en

tant que fondement de la liberté économique des citoyens»; il faut préparer «l'établissement de zones d'entreprises libres».(30)

Appels du pied aux multinationales, odes sur la liberté d'exploiter comme fondement de la liberté économique, les seules propositions concrètes qui sont lancées pour discussion, visent le retour graduel, avec la tactique graduelle des petits pas, du capitalisme.

Il y a une année, Gorbatchev a nommé Abalkin vice-premier ministre, responsable de la réforme économique. Il est présenté dans le «Financial Times» comme un homme qui prône de façon convaincante «la dénationalisation de la propriété». Sa thèse est qu'«il n'y a pas d'alternative valable au mécanisme du marché, pour coordonner les activités et les intérêts des sujets économiques», affirme le journal boursier. «La diversité des formes de propriété, leur égalité et leur compétition sont la condition fondamentale de la liberté économique des citoyens qui assure l'utilisation optimale de leurs capacités», dit le rapport présenté par Abalkin en novembre 89.(31) Ceci démontre que Gorbatchev s'inscrit de plus en plus nettement dans ce courant de la droite libérale.

Cet impérialisme qui n'existe plus...

Nous aborderons maintenant un troisième chapitre: le domaine de la politique internationale. Nous parlerons de la conception de l'impérialisme prônée par l'équipe Gorbatchev, des conséquences qui en découlent au niveau de la politique mondiale et enfin de l'analyse que les Soviétiques font des bouleversements en Europe de l'Est.

L'exploitation, existe-t-elle ?

Voici ce que déclare un conseiller principal du ministre des Affaires Etrangères: «Une attitude profondément enracinée en chez nous (...) consiste à voir dans l'Occident un pilleur effronté des pays en voie de développement. C'est une erreur.» «Une partie considérable des pays du Tiers monde continue à se prononcer pour les mots d'ordre du «nouvel ordre économique», tout en oubliant qu'une politique économique volontariste est le plus souvent une cause principale de l'état catastrophique de leurs économies.(...) Nous avons appris par notre propre et amère expérience, à quoi mène la violence à l'égard de l'économie». (32) Allez demander au Zaïre, au Brésil ou aux Philippines, par exemple, comme il est doux de vivre dans un pays où n'existe pas «de violence à l'égard de l'économie», où les multinationales et les propriétaires fonciers, la mafia du grand commerce, les négriers du travail enfantin jouissent de toutes les libertés économiques... pour plonger les masses populaires dans un enfer de violence de toute nature. Le combat pour des prix plus élevés des matières premières du Tiers monde ferait donc, d'après ce conseiller en «communisme», violence aux lois naturelles de l'économie. Pour marquer encore plus nettement son passage dans le camp des défenseurs de l'ancien ordre économique impérialiste, il ajoute: «On ne saurait visiblement instaurer un nouvel ordre. Il est évident que cette idée peut bloquer le règlement des problèmes économiques mondiaux et nous mener à une rivalité politique (avec l'Occident)». Le nouvel ordre économique, tel qu'il est formulé en général, consiste dans la réalisation de revendications qui ne mettent pas en cause les fondements du système impérialiste dans le Tiers monde; les sociaux-démocrates ont compris que si la situation continue à s'y dégrader, il y aura des explosions révolutionnaires. Et il faut, par conséquent, être prévoyant, lâcher des miettes pour sauvegarder l'essentiel de la domination impérialiste! Mais voilà qu'un conseiller communiste dépasse Mitterrand, le porte-parole de l'impérialisme français, sur sa droite. La conclusion de Kolossovski est la suivante: Il faut cesser d'affirmer que «le Tiers monde est une réserve du socialisme», parce qu'une telle position «nous poussera vers une lutte de classe tous azimuts dans l'arène internationale. (...) Le Tiers monde n'est pas une arène pour une confrontation avec l'Occident. L'Occident n'est pas non plus notre adversaire commun».(32)

Vive les multinationales et le FMI !

Après l'énoncé de ces idées générales, voyons-en l'application pratique.

Il est proposé à l'intention des milieux progressistes des pays du Tiers monde, de «lutter, non pas contre le raffermissement des rapports capitalistes en tant que tels, mais pour le capitalisme démocratique, contre le renforcement de ses traits réactionnaires»...et en conclusion: «Les multinationales pourraient créer des conditions favorables aux travailleurs de leurs entreprises».(33) Nourri d'une telle pensée humaniste et imbu de telles valeurs universelles, vous pouvez utilement vous présenter à la Société Générale !

Autre proposition: Il faut cesser de critiquer le Fonds Monétaire International dans ses démarches envers le Tiers monde, parce que: «Non liés directement aux intérêts de tel ou tel groupe privilégié dans les pays en voie de développement, le FMI et la BIRD sont souvent plus conséquents que les milieux dirigeants locaux, tant en ce qui concerne l'analyse des difficultés économiques (...) que pour ce qui est d'élaborer des mesures en vue de les résoudre».(34) Pourtant, il n'est pas nécessaire d'être marxiste pour comprendre que le FMI égorge les pays du Tiers monde, c'est une chose reconnue par toutes les forces patriotiques du Tiers monde ! Mais les nouveaux philosophes soviétiques ignorent des vérités aussi simples.

Et comme pour bien montrer que le révisionnisme, une fois déchaîné sans freins, ne peut éviter le ridicule et le grotesque, le même docteur ès sciences économiques et maître de recherches formule une proposition pratique d'envergure stratégique : «Il a été dit aussi d'une façon non ambiguë que l'Union soviétique reconnaît les liens historiques Nord-Sud (...) et qu'il convient d'assainir ces relations. Il est temps de découvrir et, plus que cela, de former activement des zones d'intérêts communs à l'Est et l'Occident, dans le Sud».(35)

Après avoir écouté des gaffeurs académiques de ce niveau, on comprend mieux Fidel Castro qui, le 9 décembre 1989, exprimait sa crainte de voir certains pays (ex ?)-socialistes s'insérer dans les réseaux de l'économie impérialiste pour exploiter Cuba et l'Amérique Latine.

Les déshérités du Tiers monde: des terroristes en puissance...

Après l'exposé de quelques conceptions générales et de leurs conséquences plus pratiques, voyons ce qui en résulte dans le domaine de la lutte politique anti-impérialiste au niveau mondial.

Un auteur aborde le thème: «Tiers monde: zones de risque». Les risques ne proviennent nullement de l'oppression barbare de l'impérialisme, de la politique de génocide permanent contre des centaines de millions de gens maintenus au bord de la mort, non, les risques proviennent essentiellement des révolutionnaires... «Le Tiers monde est la source d'un autre mal de notre temps: le terrorisme (...) Il y a une branche qui déstabilise particulièrement la situation internationale, qui mène des actions conscientes contre les citoyens des pays développés, occidentaux en premier lieu.» C'est le langage d'un raciste blanc et d'un contre-révolutionnaire. Il met en avant la liquidation de quelques blancs par l'un ou l'autre mouvement, et ne dit mot sur les centaines de milliers de morts par suite du terrorisme d'Etat exercé par Israël, Taiwan, les Etats-Unis, l'Afrique du Sud. Le terrorisme, monsieur Kolossovski, le vrai terrorisme, c'est l'impérialisme ; celui qui vous excite tellement, est tout au plus l'expression du désespoir d'êtres humains constamment piétinés, écrasés, broyés. Vous qui bavez d'admiration devant les siècles de civilisation européenne, voici une de ses dernières prouesses en date. «Depuis 1976, la Renamo a créé au Mozambique l'un des plus grands désastres du monde moderne. Selon un rapport des Nations-Unies, publié en octobre 1989, 900.000 personnes sont mortes dans des conditions affreuses. Civils victimes de fusillades, meurtres à la machette ou à la hache, incendies de huttes, noyades forcées ou asphyxie».(36)

Dans un autre texte d'analyse politique, l'auteur, Victor Cheïnis, va encore plus loin dans cette direction: il lie directement les mouvements des classes les plus opprimées du Tiers monde aux notions de terrorisme, dictature cruelle et violence sanglante. On se rappelle que lors de l'occupation de l'Afghanistan, certains idéologues avaient exposé la «théorie» du coup d'Etat militaire révolutionnaire, ouvrant la voie à la révolution proprement dite, en soutenant que les paysans étaient

trop arriérés pour constituer une base pour la révolution. Aujourd'hui, certains vont plus loin: si les paysans se mobilisent, cela ne peut qu'aboutir au terrorisme et à la violence destructrice.

«Il est un point de vue, fondé sur une tradition scientifique et idéologique de longue date, selon laquelle (...) l'objectif central des forces progressistes serait d'activer la lutte des couches opprimées, déshéritées des sociétés en voie de développement et les formes les plus extrêmes d'une telle lutte seraient les plus efficaces.(...) Il serait très dangereux d'appuyer n'importe quel mouvement de la "base", surtout amenant une escalade de la violence.(...) Le caractère conflictuel de l'évolution intérieure met en cause l'unité nationale (...). Les forces en opposition dont chacune défend ses propres intérêts, sont périodiquement tentées de faire appel aux couches traditionalistes et marginales de la population, d'engager dans l'action des réserves de soutien et de pression, qui échappent facilement à tout contrôle (...), fournissent des terroristes, poussent à des violences sanglantes, aux pogromes, et provoquent l'instauration de dictatures plus ou moins cruelles».(37) Ceci est une prise de position contre-révolutionnaire que même certains idéologues de l'impérialisme récuseraient parce qu'elle est trop franchement réactionnaire. Cheïnis ne voit pas de terrorisme ni de dictatures sanglantes au Pérou, au Guatemala, aux Philippines. «L'impérialisme, dit-il, n'est point un caractère dominant du capitalisme en cette fin du vingtième siècle».(38) Le problème essentiel pour le Tiers monde est de s'engager dans le «processus de modernisation» et de ce point de vue, l'apport du capitalisme étranger est positif. Ceux qui mobilisent la base, les masses traditionalistes, les déshérités et les opprimés, mettent en danger l'unité nationale et par conséquent, le processus de modernisation. Ces masses arriérées une fois soulevées, elles risquent d'instaurer leur pouvoir qui sera, lui, contrairement au régime néocolonial modernisateur, une dictature cruelle. L'Union soviétique devrait donc, toujours selon monsieur Victor Cheïnis, docteur es sciences économiques, se tenir du côté de l'ordre néo-colonial contre les «possédés» et les «éléments irresponsables et amoraux» qui prônent les vieilles conceptions de la «violence juste» (39). «Il serait sans doute déraisonnable de voir dans la sanglante épopée des Khmers Rouges, un épisode isolé et unique dans l'histoire

d'un petit pays arriéré, tout comme il serait erroné de sous-estimer le danger des sévices tels que ceux qui sont perpétrés par une organisation péruvienne Sendero luminoso (...) Kampuchéa, Pérou, qui peut affirmer que cette espèce de "révolutionnaires" ne menacerait pas la société dans d'autres pays en voie de développement ? Je dis bien: une menace pour la société tout entière, qui éclipse nombre de disputes et désaccords politiques.» (39) Le contre-révolutionnaire Cheïnis fait semblant de ne pas savoir que les bombardement américains sur le Kampuchéa ont causé la mort de 600.000 paysans, que la famine créée par les troupes américaines en fuite du Kampuchéa, a provoqué la mort d'un million de Kampuchéens et ceci d'après des documents américains officiels. En Amérique latine, plusieurs mouvement de guérilla, bien implantés dans une population paysanne qui les soutenait, ont quand même été écrasés par la violence contre-révolutionnaire; cela a été le cas en Colombie comme au Guatemala. Que Sendero luminoso réussisse non seulement à se maintenir, mais à élargir sa lutte de guérilla sur une grande partie du territoire, prouve que cette organisation a des capacités révolutionnaires réelles, quelle que soit l'opinion qu'on puisse avoir sur certaines de ses tactiques et méthodes. Mais Cheïnis ne parle pas autrement de ce mouvement révolutionnaire des masses indiennes et paysannes, que ne le ferait un expert en contre-insurrection américain. Quand des masses populaires, opprimées pendant des siècles, terrorisées par des tueries de masse, se soulèvent, même l'organisation la plus disciplinée ne peut pas éviter des actions de vengeance et des erreurs. Tout révolutionnaire sait que ces phénomènes sont inévitables dans tout mouvement de libération populaire. En prendre prétexte pour préférer la terreur et le génocide permanent sous la domination impérialiste, c'est passer dans le camp de la réaction. De telles conceptions conduisent à dire que tout mouvement révolutionnaire menace la société tout entière. Un texte de Temps Nouveaux parle en des termes comparables des révolutionnaires du Tigré, en Ethiopie.

CIA et KGB, main dans la main contre la révolution ?

En réalité, ce qui est annoncé dans ces déclarations, c'est le droit à 'ingérence, le droit de décider quels sont les révolutionnaires assez bons, civilisés, polis et doux pour mériter la considération de l'Union

soviétique et de ses alliés occidentaux, et quels sont les révolutionnaires barbares et sanglants que les Américains, Israéliens, et autres civilisés peuvent abattre comme des lapins pour sauver la société tout entière.

Dans le dernier numéro de «Temps Nouveaux» on donne la parole au chef du régime d'apartheid F. De Klerk ... pour dire quoi ? Quel est son message au peuple et aux communistes soviétiques ? Voici ce qu'il dit: «Je n'ai jamais défendu l'Apartheid. Nous ne luttons que contre les mouvements qui se livrent aux activités terroristes».(40) Pick Botha s'est rendu en Hongrie (maintenant en régime de liberté et démocratie !) afin d'y négocier une aide en main-d'oeuvre, en spécialistes et en personnel d'encadrement pour d'Afrique du Sud. Il en a profité pour déclarer triomphalement à l'intention de l'ANC: «qu'elle doit comprendre que ses camarades frères de l'Europe de l'Est ont tourné le dos à leur idéologie et à leur système politique. Qu'il est temps pour l'ANC, de réaliser que ce qu'elle aimerait établir en Afrique du Sud, vient de mourir en Europe de l'Est et est train de mourir en Union soviétique».(41) Ce en quoi il n'a pas complètement tort ! Cet exemple permet de comprendre quelles sont les répercussions de ce qui se passe à l'Est sur les peuples qui souffrent depuis des siècles. Les premières victimes de cette démagogie à propos de la démocratie et de la liberté instaurées à l'Est, seront les gens du Tiers monde qui luttent pour leur libération. A côté des travailleurs des pays de l'Est eux-mêmes, qui reviendront bien vite sur leurs illusions.

En conclusion, nous pouvons dire que les révolutionnaires du Tiers monde doivent prendre conscience d'un danger qui les menace, celui d'actions concertées entre la superpuissance américaine et une Union soviétique qui lui est soumise. Cette perspective deviendra réalité si les conceptions mentionnées sur le terrorisme, les masses déshéritées «sanguinaires», les Khmers rouges et Sendero luminosos imposent définitivement à la direction du pays. D'ailleurs, des actions conjointes CIA-KGB sont publiquement évoquées concernant le terrorisme (Moyen Orient, Iran), la lutte contre la drogue (Amérique latine), les points chauds (Afrique australe, Amérique centrale, Indochine). Voici les réponses de Vladimir Khrouchtchev, président du comité de Sécurité d'Etat de l'URSS, à un journaliste. «En 1990, le KGB projette d'étendre ses contacts avec les services secrets de différents pays, notamment avec la CIA. Il s'agit avant tout de couper court au terrorisme, au trafic de drogue, à la contrebande. Par exemple, l'URSS et les Etats-Unis étant mutuellement intéressés à faire baisser la tension dans les "points chauds" de la planète, le KGB et la CIA pourraient échanger des informations secrètes afin que les gouvernements des deux pays élaborent et effectuent des actions communes».(57)

Coups d'Etat en Europe de l'Est, dirigés de l'URSS.

Gorbatchev, dès son arrivée au pouvoir, déclarait vouloir rénover le socialisme et revenir à l'esprit révolutionnaire de Lénine. Ce qui se passe à l'Est et dans les partis communistes de ces pays, montre clairement que ces déclarations n'étaient que du vent, et que les répercussions de la soi-disant «nouvelle mentalité» sont encore plus catastrophiques pour le socialisme en Europe de l'Est qu'en Union soviétique.

Des informations de plus en plus nombreuses tendent à montrer que, malgré les déclarations de non ingérence dans les pays de l'Est, l'Union Soviétique s'est bel et bien mêlée de leurs affaires. C'est clair en Allemagne de l'Est où Gorbatchev à lui-même lourdement «suggéré» les changements à introduire à la tête du parti. Effectivement, on sait maintenant que l'intervention directe des Soviétiques a fait basculer la direction et a poussé ce parti à la dérive. Une journaliste bien introduite dans les allées du pouvoir, Marina Pavlova-Sylvanskaia, écrit: «Il est significatif qu'après les sévices contre les manifestants, E. Honecker et M. Jakes étaient prêts à continuer de défendre leurs régimes. Nous apprendrons plus tard certainement comment a été évité un développement tragique des événements en RDA. Contentons-nous pour le moment de nous fier à W.Brandt affirmant que les militaires soviétiques y étaient pour quelque chose.» (53) Les autorités de la RDA avaient parfaitement le droit de décider de réprimer des manifestations qui prenaient un caractère anti-socialiste: les hégémonistes soviétiques continuent à dicter ce que d'autres doivent faire. Quant à «éviter la tragédie», la réunification allemande, le revanchisme allemand à partir d'une position dominante en Europe, sera

bientôt une catastrophe d'un toute autre genre, non seulement pour les travailleurs de l'ex-RDA, mais pour l'Europe entière. Il est donc compréhensible que les masses en RDA, marquées par une propagande tapageuse venue de l'Allemagne impérialiste et constatant l'absence de combativité anti-impérialiste de la direction du Parti communiste, aient crié en novembre 1989: «Gorbi aide-nous» et deux semaines plus tard: «Vive la réunification de l'Allemagne».

Les Nouvelles de Moscou révèlent que la direction du parti bulgare, favorable au début à la démarche de Gorbatchev, a ensuite pris ses distances et déclaré que des journaux comme Les Nouvelles de Moscou, Ogoniok et d'autres étaient devenus les porte-paroles des idées anti-socialistes.(42) Aujourd'hui, on peut lire dans la presse soviétique des évaluations, qui montrent que l'ancien réflexe hégémoniste sur les pays de l'Est n'a pas complètement disparu. Par exemple Les Nouvelles de Moscou écrivent: «La nature bestiale du gouvernement bulgare était connue et laissait présumer qu'un bain de sang ne l'arrêterait pas pour maintenir son pouvoir» (42) Et d'expliquer avec approbation ce qui est purement et simplement une conjuration et un coup d'Etat. Ecoutez vous-mêmes. Le journal déclare d'abord que Jikov voulait «sévir contre tous les contestataires». Puis les partisans «des réformes radicales dans l'Etat et le parti (...) décidèrent d'agir. Au début, ils étaient peu nombreux: Djourov, Mladenov, Atanassov, Loukanov, Stanichev. Se sont-ils mis d'accord? Oui, et leurs vies étant en jeu, ils s'étaient entendus sur les membres du CC auxquels ils pouvaient se fier dans cette affaire(...) Le général Djourov, ainsi que Stanichev et Iotov furent chargés d'annoncer personnellement à Jikov que celui-ci devait quitter son poste (...) Etaient-ils prêts à recourir à des moyens exceptionnels? C'est possible si on en juge d'après les résultats».(42) Cette conspiration d'une poignée de dirigeants, s'appuyant essentiellement sur l'armée, a impliqué nécessairement une participation active, dès le départ, de l'Union soviétique.

Faire le socialisme avec Solidarnosc ?

Après l'arrivée au pouvoir de Solidarnosc en Pologne et d'une équipe aux orientations proches de celles de Solidarnosc en Hongrie, il était clair pour tout communiste que des luttes de classes importantes se produiraient dans les autres pays de l'Est autour de la question: prise de pouvoir par une droite, style Solidarnosc ou rectification du pouvoir socialiste sur une base authentiquement marxiste-léniniste. Or, l'équipe de Gorbatchev a manifestement encouragé le renversement des dirigeants communistes qui voulaient maintenir d'une façon ou d'une autre certains principes léninistes au profit de dirigeants de tendance sociale-démocrate et pro-capitaliste. Ambartsoumov salue le bouleversement à l'Est comme «une authentique révolution. Non pas contre le socialisme, (...) mais contre le stalinisme et le brejnévisme(...) Lorsque l'actuel débordement de passions s'apaisera, les organisations et les courants à tendances social-démocrates commenceront à marquer des points».(43) C'est donc une «révolution» contre les principes de base appliqués en Union soviétique depuis au moins 1924, au profit des conceptions «social-démocrates» du monde impérialiste. Le rétablissement du capitalisme sauvage, est glorifié par des auteurs soviétiques dans des termes identiques à ceux utilisés par les représentants des multinationales européennes. «Les peuples d'Europe orientale semblent protéger maintenant les mêmes valeurs que notre perestroïka : liberté, démocratie, glasnost, honnêteté(...) Bref, le socialisme démocratique au visage humain» (43) La droite soviétique a délibérément impulsé les processus de restauration capitaliste en Europe de l'Est, pour y trouver une base d'appui de la lutte, autrement plus décisive et âpre, pour la restauration en Union soviétique même. «Il est réjouissant que la révolution actuelle ait coupé l'herbe sous les pieds des organisateurs d'un pacte anti-perestroïka à l'échelle internationale (...) Maintenant Berlin, Sofia et Prague sont perdues pour ce pacte. Il est condamné dans ses derniers retranchements.» (43) la dernière phrase indique clairement la volonté de la droite soviétique d'encourager des mouvements anti-socialistes, dit anti-staliniens et anti-dogmatiques en Roumanie, à Cuba, en Corée du Nord, en Albanie, au Vietnam et en Chine.

La révolution de qui contre quoi ?

Dans les années vingt, trente, quarante, le Parti Communiste de l'Union Soviétique a apporté une contribution d'une immense signification historique à la cause du socialisme et de libération nationale.

Dans un pays en ruine, les communistes ont érigé la dictature de la classe ouvrière, des paysans pauvres et moyens, des travailleurs contre les anciennes classes exploiteuses, ils ont mobilisé les couches opprimées depuis des siècles pour l'édification du pouvoir socialiste, ils ont industrialisé le pays à une allure incroyable, ont collectivisé l'agriculture et rendu ainsi impossible l'évolution capitaliste spontanée vers la dictature des koulaks, des paysans riches, ils ont réussi une grande révolution culturelle, portant l'enseignement scientifique dans les coins les plus reculés, ils ont dirigé la grande guerre anti-fasciste et détruit l'essentiel des forces nazies. Staline, malgré ses faiblesses et ses erreurs, a été un grand dirigeant communiste et sous sa direction le Parti communiste a accompli les tâches essentielles que l'histoire lui avait imposées. Depuis Khrouchtchev, des opportunistes de tout bord ont prétendu qu'ils voulaient corriger les erreurs de Staline. Or, loin de corriger les erreurs bien réelles et souvent inévitables à l'époque, ils ont attaqué les bases même de la conception léniniste, défendues par Staline. Depuis Khrouchtchev, systématiquement, pas à pas, selon des rythmes tactiques bien calculés, ces opportunistes ont mis en cause toutes les thèses marxistes-léninistes, reprenant toujours plus ouvertement des conceptions élaborées par les idéologues de la bourgeoisie

occidentale, mais qui furent présentées comme des adaptations créatrices du marxisme à la réalité actuelle, des retrouvailles avec l'humanisme socialiste, des approfondissements du socialisme qui lui donneraient un visage humain. Comme si les pauvres et les opprimés n'ont pas un visage humain et que seuls les bourgeois, les banquiers, les prophètes de la civilisation occidentale possèdent le visage humain dont le socialisme, dans une version Mitterrand et Otan, a besoin. Les partis communistes de l'Europe de l'Est suivent depuis trente ans, pour l'essentiel les conceptions de Khrouchtchev, ils n'ont plus grand chose en commun avec les conceptions révolutionnaires qui restaient en vigueur sous Staline. Or, le mot stalinisme est utilisé pour indiquer toutes les thèses et toutes les valeurs du socialisme et c'est sous le drapeau de la lutte antistalinienne que se mènent les combats pour éliminer jusqu'aux dernières traces du socialisme.

Écoutons le politologue Evgueni Ambartsoumov. «Les forces de restructuration en URSS sont intéressées à l'écroulement définitif du stalinisme quels que soient les frais de cette révolution. Une révolution en effet, car il ne s'agit pas d'améliorer le socialisme, mais de le transformer à la base. (...) Le caractère révolutionnaire de l'actuel tournant réside également dans le renoncement à l'objectif quant à son essence: l'édification d'une société idéale. (Il s'agit d'un) renouveau interrompu par la contre-révolution totalitaire stalinienne».(44)

Oleg Bogomolov, député et collaborateur de Gorbatchev et Marina Pavlova-Silvanskaia approfondissent ces réflexions. La dernière dit: «Un revirement radical dans la politique économique demande justement aux partis communistes l'abandon de leurs racines idéologiques théoriques et sociales de classe» et Bogomolov l'approuve: «Quelque contradictoire que soit ce mouvement, c'est un pas dans le développement de la civilisation et dans les efforts pour réparer des erreurs qui ont fait souffrir des millions de gens» (45) Bogomolov, économiste, académicien, député confident de Gorbatchev ne laisse pas de doute sur son orientation politique et économique. «La perestroïka en URSS et les réformes en Pologne, en Hongrie(...) possèdent un grand nombre de traits communs.(...) Il faut démanteler une fois pour toutes le modèle staliniste.»Et l'économiste de proposer «l'organisation de l'économie de marché avec la maintien du contrôle social et la protection des faibles contre les adversités» ! (46)

En Occident, il n'y a que les pires ennemis du socialisme, infiltrés dans la gauche, qui font encore croire que les événements de l'Est préparent l'instauration d'un socialisme amélioré, démocratique, à visage humain et tout le bavardage démagogique est destiné à récolter du soutien à gauche pour une contre-révolution. Or, dans les milieux boursiers occidentaux, la question de l'avenir de l'Europe de l'Est n'est même plus objet de débats. L'affaire est terminée, la restauration du capitalisme n'y fait plus le moindre doute. L'Europe de l'Est est déjà comprise dans les prévisions économiques des banques et des entreprises dont les stratégies sont modifiées en fonction de cette donnée nouvelle.

Glasnost et mensonges roumains

Ajoutons un mot sur le rôle joué par la droite soviétique lors du renversement du Parti Communiste Roumain. A nulle autre occasion, il n'est apparu aussi clairement que la glasnost livre les médias soviétique à la droite et même à l'extrême-droite. Tous les mensonges de la CIA, distribués aveuglément par la presse impérialiste, ont été reproduits avec avidité par la presse soviétique. En voici quelques perles. «Des combattants de la liberté ont été écrasés, abattus, tués ou battus à mort - 70.000 sont tombés, un sur trois cent habitants...» (47) Un autre journal très glasnost: «70.000 vies emportées rien que durant la première semaine de la révolution». (48) Ceausescu était «un tyran fou de pouvoir illimité», «en Roumanie, le peuple avait affaire à une tyrannie plus stalinienne que brejnévienne, à une structure totalitaire plus avide de sang qu'apathique». (49) «A Timisoara, on m'a montré les photos des fosses communes ouvertes sur l'exigence du peuple. Les corps des tués s'y trouvaient dans des poses anormales: à la hâte on enterrait les blessés avec les morts.» (50) Bien sûr, les défenseurs de l'humanisme et des valeurs universelles ont applaudi l'assassinat des Ceausescu. «Le pays aurait perdu beaucoup plus de vies, si ces deux avaient été maintenus plus longtemps. Pour les terroristes fanatiques roumains et arabes, formés depuis l'enfance dans des camps spéciaux, Ceausescu vivant aurait été un drapeau pour lequel ils se battraient jusqu'à la mort» (51) Tous ces mensonges de type fasciste cadrent parfaitement dans la politique soviétique officielle, exprimée par Chevardnadze: «La révolution roumaine, qui est d'importance mondiale, est parfaitement compatible avec la nôtre, celle que nous appelons la perestroïka. (L'Union soviétique est) opposée à toutes les dictatures, qu'elles soient communistes, soi-disant communistes ou bourgeoises». (52) Il est extrêmement curieux d'entendre souligner «l'importance mondiale» de la contre-révolution roumaine: qui vise-t-on ? La Chine ? Cuba ? La Corée du Nord ?

Mentionnons pour conclure que Ligatchev, qui représente la gauche du bureau politique actuel, a pris certaines distances par rapport à l'euphorie pro-capitaliste que nous venons d'évoquer. Il a dit «qu'en Europe de l'Est, nous assistons aussi à des événements liés à la restauration du capitalisme, au démontage du socialisme et à la dislocation de partis fondés sur les principes communistes (...) Certains affirment que la société évolue vers ce qu'on appelle le "capitalisme démocratique", mais je ne comprends pas ce terme». (57)

L'Union soviétique devant l'éclatement ?

Il y a deux points clés: l'éclatement probable du parti en Union soviétique et l'éclatement probable du pays.

Tout ce qui précède, permet de déterminer les facteurs politiques et économiques menant directement à l'éclatement. Le processus est déjà bien avancé et on voit mal comment on pourra l'arrêter.

PCUS: transformation social-démocrate ou scission

Au sein du PCUS, deux courants totalement contradictoires se font la guerre et n'ont plus aucune base commune.

L'un va vers le capitalisme sauvage, dans le style hongrois et polonais. Il est représenté par Sakharov et Eltsine, c'est à dire par un anti-communiste de longue date d'une part et par un ancien membre du bureau politique d'autre part. Leur programme est prêt: c'est essentiellement le marché libre et l'entreprise privée avec l'existence légale de partis bourgeois et réactionnaires, c'est-à-dire le multipartisme. Ceci est la base de la constitution nouvelle pour l'Union Soviétique, et a fait l'objet du dernier texte de Sakharov. Sakharov et Eltsine souhaitent inscrire dans la Constitution que: «A long terme, l'Union (soviétique) aspire à un rapprochement mutuel pluraliste, à la convergence des systèmes socialiste et capitaliste». (54) (Rappelons que le groupe trotskiste de Mandel soutient depuis des années la fraction Sakharov-Eltsine dans son combat contre les marxistes-léninistes dans le PCUS.) Cette tendance politique qui prône la libéralisation presque totale du pays, regroupe environ 400 personnes dans le Soviet suprême, et elles sont pour la plupart aussi des dirigeants du parti.

Le deuxième courant qui s'oppose frontalement au premier, se prononce pour le rétablissement des principes marxistes-léninistes. Il est taxé par la bourgeoisie tant européenne que soviétique de tendance conservatrice, dogmatique, stalinienne. Un tenant du groupe Eltsine, Zaslavski dit par exemple «Le premier groupe de conservateurs est constitué de nombreux fonctionnaires de l'appareil du Parti, de l'Etat et de l'appareil économique. Ceux du deuxième groupe sont des gens qui s'inspirent, depuis de longues années, de l'idéologie du totalitarisme et qui y croient sincèrement. Ils sont particulièrement nombreux parmi les gens d'âge avancé.» (55)

Il est clair que des gens qui ont lutté dans les années vingt, trente, quarante et cinquante, sous la direction de Staline, pour la construction du socialisme, qui ont souffert pour défendre le parti et le pays contre les nazis, ont des idées révolutionnaires profondément ancrées dans le coeur. Il y a également l'intervention fort applaudie d'un ouvrier à la conférence sur l'économie selon laquelle tout a commencé à mal tourner avec les réformes de Khrouchchev.

Entre ces deux pôles extrêmes, il y a trois types de positions. Le premier groupe conservateur dont parle Zaslavski serait un courant favorable au rétablissement du Brejnévisme. Certains sont d'avis que sous Brejnev, il y avait de l'ordre, que les choses étaient prévisibles, qu'à cette époque on pouvait commander sans devoir lutter et convaincre politiquement et que c'était mieux ainsi.

Un deuxième courant, si on peut appeler ainsi l'ensemble des personnes dont l'immobilisme est le trait dominant, est celui des bureaucrates prêts à suivre n'importe qui dès le moment où ce n'importe qui l'emporte. A travers certaines interventions de Gorbatchev, on note la présence de ce courant je-m'en-foutiste.

Le troisième courant, majoritaire aujourd'hui, est celui de Gorbatchev, celui de l'évolution lente, progressive mais systématique vers la restauration capitaliste.

L'Union soviétique au bord du gouffre

Dans les républiques d'Union Soviétique existent maintenant des Fronts Populaires dont les positions se situent souvent à l'extrême-droite et sont, en tous cas résolument pro-capitalistes. En Ukraine, l'organisation nationaliste compte dans ses rangs 25% de membres du parti communiste. En Lituanie, le président du Parti a déclaré qu'une majorité des membres souhaitait changer le nom et l'appeler parti social-démocrate ou parti de justice sociale. Tout cela montre que le parti est partout au bord de l'effondrement et de la scission.

La désintégration du pays

Le facteur nationaliste.

Si Gorbatchev ne peut rien faire contre le fait que le PC lituanien ait proclamé son indépendance, cela peut se produire demain en Azerbaïdjan, en Ouzbékistan, en Arménie et en Ukraine surtout. On sera alors à la veille de l'éclatement de l'URSS en tant que pays unifié.

La crise économique.

Elle devient de plus en plus grave. Après soixante-dix années de socialisme, l'éducation de Lénine et de Staline ayant marqué deux générations, une grande partie des travailleurs continuent à nourrir une haine profonde pour le capitalisme et l'exploitation de l'homme par l'homme. Des heurts violents avec les coopérateurs, ces précurseurs de l'entreprise privée en URSS, se sont déjà produits.

L'influence politique croissante des courants politiques pro-impérialistes

De plus en plus populaire en Occident, Gorbatchev et sa perestroïka le sont de moins en moins en Union soviétique. Gorbatchev, le dos au mur, cherche de plus en plus des appuis, tant politiques qu'économiques, du côté du monde impérialiste. En échange, il laisse aux Occidentaux la possibilité de faire pratiquement ce qu'ils veulent dans le pays - ils y financent des organisations anti-socialistes, y créent des radios «libres», y envoient des containers pleins de bibles et y dépêchent des managers pour mettre des partis pro-occidentaux sur pied.

C'est étonnant - déclare un journaliste soviétique - les luttes inter-ethniques en Union Soviétique ont fait quelques centaines de morts à la suite des interventions de l'armée. Il y a quelques années, de tels événements auraient provoqué «des démarches diplomatiques bruyantes et des sanctions commerciales et économiques». Maintenant, personne ne nous dit quoi que ce soit. Yastrjembski s'en étonne. Pourtant il est facile de comprendre que si l'Occident impérialiste, dans une unanimité déconcertante, a décidé de soutenir par tous les moyens la politique de Gorbatchev, la raison en est que cette politique sert les intérêts du capitalisme mondial.

Hypothèses sur l'évolution future

Première hypothèse. Le parti se disloque, perd le contrôle de la situation, mais maintient sa ligne, la perestroïka et le rapprochement avec l'Occident. Dans ce cas, le développement du capitalisme en Union Soviétique sera du même type qu'en Hongrie et en Pologne. Mais dans ce pays multi-national, des guerres civiles vont se déclencher en l'absence d'idéologie, d'organisation et de but commun. Dans une situation de misère et de crise, la place sera libre pour des aventuriers. Dans une telle éventualité, l'armée soviétique pourrait prendre le pouvoir. Et, (mais oui !) être soutenue par l'Occident dans son effort de rétablissement de l'ordre. Dans l'entourage de Bush et dans la presse, on déclare déjà que la pire des choses serait l'éclatement et la guerre civile en Union soviétique.

Deuxième hypothèse. La tendance pro-capitaliste est dénoncée par le peuple et la direction du parti perd le contrôle de l'appareil central du PC. Une alliance se fait pour en revenir à certains principes marxistes-léninistes, socialistes. Il y aurait alors scission dans le parti. Dans ce cas, l'impérialisme pourra compter sur la collaboration des différentes fractions de droite qu'il a alimentées pendant des années, sur les courants religieux, nationalistes...autant de feux allumés, de bases à utiliser pour soutenir des luttes qui seront déclenchées dès qu'un changement de cap prendrait une direction révolutionnaire.

Dans cette deuxième éventualité, deux voies sont encore possibles. La première, dans le contexte de lutte ouverte, de guerre civile attisée par l'impérialisme, une intervention de l'armée, appuyée par le parti pour rétablir l'ordre (Jaruzelski a eu recours à cette solution en Pologne en 80), provoquerait sans doute un grand nombre de victimes. Mais plus fondamentalement, une intervention essentiellement militaire pour rétablir une certaine orientation de gauche, créerait un ordre apparent qui cacherait un développement de l'économie informelle et des cercles nationalistes, religieux, libéraux clandestins. On aura un scénario polonais avec à la fin une résurgence massive d'une droite revigorée.

La deuxième voie. L'Union soviétique connaîtrait une situation de guerre civile comme en 1919-20 et 21, dans laquelle l'armée rouge ou une majorité de ses forces, appuyant des mouvements de masse politiques et des forces populaires de guérilla, combattrait la droite pro-impérialiste. Dans ce cas, le parti pourrait se redresser dans le combat contre l'impérialisme et les forces de droite et renouveler son esprit révolutionnaire. Mais cette hypothèse semble la moins probable dans les cinq ans à venir. Pour gagner une guerre civile, la question essentielle est l'existence d'un parti uni, discipliné, révolutionnaire. Or, il y a, à l'heure actuelle, trop de forces, d'idéologies, de conceptions politiques contradictoires dans le parti. La voie que le parti prendra dans les cinq ans à venir sera donc fort probablement celle des luttes internes importantes et de l'éclatement, sur un fond de guerres civiles locales. Ce qui ne peut manquer d'entraîner la paralysie de la politique internationale de l'Union Soviétique. Sa répercussion sur la situation en Europe de l'Est pourrait être grave.

Les partis communistes d'Europe de l'Est sont balayés. Ils ne jouent plus qu'un rôle marginal dans la vie politique. En revanche, les anciens partis de droite, d'extrême-droite et fascistes reprennent force avec le soutien de l'Occident. La crise économique s'approfondit. Le rétablissement du capitalisme et l'intervention des multinationales entraîneront nécessairement un mécontentement généralisé dont les avant-signes se manifestent déjà en Pologne et en Hongrie. La seule issue pour les classes dirigeantes sera l'utilisation des remèdes traditionnels, qui consistent à entraîner les masses dans le nationalisme, le chauvinisme et l'idéologie d'extrême-droite. La conséquence en sera l'affrontement entre les nationalités à l'Est.

Par ailleurs, plus rien ne pourra arrêter dans les cinq ans à venir, la réunification des deux Allemagnes. L'Allemagne de l'Est dispose de très peu d'atouts pour résister à une Allemagne de l'Ouest, troisième puissance impérialiste au monde. Le PC d'Allemagne de l'Est est en crise, divisé et paralysé, et donc sans moyens. La réunification donnera une Allemagne, économiquement dominante dans le Marché Commun, mais aussi dans toute l'Europe de l'Est. L'Est était traditionnellement le domaine réservé de l'Allemagne impérialiste, qui, aujourd'hui, devance déjà de loin la France, l'Italie et l'Angleterre sur le plan de la pénétration économique et financière en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Pologne et en Hongrie.

On parle beaucoup, de nos jours, d'accélération de l'unification politique de l'Europe et de la dimension militaire qu'elle doit avoir. Une Europe occidentale, nantie de moyens militaires considérables sous la direction de l'Allemagne de l'Ouest, serait fortement tentée d'intervenir dans les situations chaotiques qui ne manqueront pas de surgir en Europe de l'Est.

La question des frontières entre la Pologne et l'Allemagne, l'existence des minorités allemandes en Hongrie, Pologne et Roumanie, les conflits nationalistes possibles un peu partout, autant de prétextes et d'occasions pour l'Europe et l'Allemagne, au nom du devoir d'ingérence, de la protection des droits de l'homme et de la «démocratie», de s'ingérer militairement dans les affaires de l'Europe de l'Est. La paralysie de l'Union Soviétique pourrait pousser l'impérialisme européen dans cette voie.

La crise finale de l'opportunisme

De la période de Khrouchtchev à celle de Gorbatchev en passant par celle de Brejnev, on assiste aujourd'hui à la crise finale, non pas du communisme, mais du révisionnisme. Le débat a été lancé il y a trente ans, avec l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev et les thèses qu'il a avancées: il n'y a plus de lutte de classes dans les pays socialistes, le socialisme a définitivement triomphé, l'impérialisme perd son agressivité, est devenu une force de paix avec laquelle on peut collaborer dans tous les domaines.

Année après année, on a vu s'effriter l'esprit révolutionnaire et la force combative des partis communistes. On a vu aussi que le marxisme est devenu phraséologie et non plus instrument de combat, que les partis se sont détachés des masses, de leurs problèmes quotidiens et de leurs luttes.

Aujourd'hui on constate la faillite totale de cette voie révisionniste, c'est-à-dire la trahison de tous les aspects essentiels de la doctrine révolutionnaire du marxisme-léninisme.

A la vue des événements d'aujourd'hui, on peut affirmer que, manifestement, l'impérialisme est une force beaucoup plus résistante, dynamique et agressive que de nombreux courants opportunistes dans le mouvement ouvrier, le disent depuis trente ou quarante ans. L'impérialisme n'est ni démocratique ni pacifique, il ne respecte ni l'indépendance ni les principes de la coexistence pacifique, l'impérialisme s'occupe de l'art, de la culture, du tourisme, il vend des produits, il fait de la coopération technique, il emprunte et à travers tout cela, il réalise sa stratégie de domination économique, militaire et politique sur la scène mondiale.

Dans le débat sur la crise du communisme, le point important est la perception de la nature de l'impérialisme et de ses capacités d'expansion et d'agressivité, plus que le problème, réel, des difficultés du monde socialiste.

Dans des pays socialistes soumis à la pression de l'impérialisme, on ne peut pas résoudre correctement les problèmes, si l'on ne saisit pas l'essentiel: la nature du parti, comme avant-garde des ouvriers et des travailleurs, la conception du parti, comme parti de lutte de classe, de lutte pour la production et pour la révolution scientifique et technique, le style de travail du parti, comme parti lié aux masses, pratiquant un style de vie simple, assidu au travail, impitoyable envers la corruption et les privilèges. Seul un tel parti peut résoudre le problème essentiel: maintenir la dictature du peuple travailleur contre les anciens exploités et les agents de l'impérialisme, tout en développant la démocratie socialiste, indispensable pour renforcer la base politique du système socialiste. La propagande libérale fait croire que le problème essentiel des pays socialistes est celui de la «démocratie», notion abstraite, en dehors de la lutte de classe, «démocratie», notion opposée à la direction du parti communiste, notion impliquant l'alternance entre le parti communiste et les partis impérialistes. Cette propagande libérale vise simplement à détruire le socialisme et son fondement: la direction politique du parti révolutionnaire des masses travailleuses. Toutes sortes d'opportunistes, influencés par cette propagande libérale, affirment que le socialisme peut uniquement être sauvé par «plus de démocratie», y compris pour les ennemis du socialisme. On constate aujourd'hui, dans la situation de crise que connaît l'Europe de l'Est, que la «démocratie» soi-disant au-dessus des classes, y ouvre la porte à des courants impérialistes, de droite et d'extrême-droite, et entraîne la destruction finale du socialisme ou de ce qui en reste.

Le problème essentiel réside donc bel et bien dans la nature du parti et de son travail. Pour diriger la construction socialiste, un parti communiste doit être proche des masses, éduquer ses militants dans l'esprit de combat quotidien tant sur le plan idéologique que politique. L'ennemi, lui, ne cesse jamais le combat. Le parti et les masses doivent comprendre le caractère prolongé des luttes de classe dans les domaines politique, idéologique et économique, et cette lutte incessante contre toutes les forces hostiles, est vitale pour maintenir le socialisme et le développer correctement.

L'amélioration de la démocratie socialiste exige l'activité quotidienne de tous les communistes au sein de la population. Et en même temps, les membres du parti doivent se mettre sous le contrôle des masses au sein des organisations étatiques, syndicales, locales, culturelles.

On peut prévoir que les authentiques marxistes-léninistes qui restent dans les pays de l'Est connaîtront des temps très durs et recevront de nombreux coups. Dans certains pays, le travail révolutionnaire devra éventuellement se faire clandestinement. Notre devoir sera aussi de rechercher le contact avec les communistes de tous ces pays, ainsi qu'avec les courants qui, dans le PC de l'Union Soviétique, veulent en revenir au marxisme-léninisme et aux principes du socialisme.

Un de nos devoirs sera aussi de dénoncer l'idéologie de la soi-disant «démocratie et liberté», avec laquelle l'impérialisme a reconquis ces pays. La propagande donne à penser que ce qui se passe à l'Est sont des révolutions pour la démocratie et la liberté. Il faudra dénoncer, à l'aide de faits précis, cette campagne pour montrer à quoi elle aboutit dans la vie quotidienne des gens.

Enfin, les menaces graves de luttes et de guerres civiles à l'Est, la militarisation de l'Europe unie sous la direction de l'Allemagne, le danger d'interventions de plus en plus prononcées de l'Allemagne et des pays occidentaux en Europe de l'Est, tant dans le domaine politique qu'économique et militaire, nous imposent d'inclure ces données dans une stratégie nouvelle de la lutte pour la paix.

Texte de la conférence, prononcée le 10 janvier 1990 au Centre International de Bruxelles.

NOTES :

- (1) Temps Nouveaux, n°40,1989, p.7.
- (2) Agence de Presse Novosti, Bulletin, 5 décembre 1989, p.3.
- (3) Financial Times, monday nov.20,1989, The battle lines are drawn.
- (4) Khrouchtchev, Programme XXIIe Congrès, p. 585.
- (5) Ibidem, p.77.
- (6) Ibidem, p. 211.
- (7) Khrouchtchev, XXe Congrès, p.47.
- (8) Ibidem, p. 36.
- (9) Nouvelles de Moscou, n° 3, 1988, p.4.
- (10) Nouvelles de Moscou, n°18,1988,p.11.
- (11) Nouvelles de Moscou, n° 51,17 déc. 89, p.13.
- (12) Nouvelles de Moscou, Alexandre Vassinski, n° 45,5 nov. 89,p.3.
- (13) Temps Nouveaux, Léonid Ionine, n° 42, 89, p.35.
- (14) Vie Internationale, juin 1989, p.8 et 12.
- (15) Vie Internationale, juillet 1989, p. 37.
- (16) Nouvelles de Moscou, n°45, 5 nov. 89,p.12.
- (17) Nouvelles de Moscou, n° 46, 12 nov.90,p. 8-9, article intitulé Octobre 17.
- (18) Gorbatchev, La pérestroïka, le parti, le socialisme, 28 septembre 89, Pravda 30 sept.
- (19) Vie Internationale, A. Kolossovski, conseiller du vice-ministre des Affaires étrangères, août 1989, p. 43.14-45.
- (20) Discours Gorbatchev, plénum CC 12 juillet 1989, Pravda, 14 juillet. Discours Gorbatchev deuxième congrès des députés du peuple, Pravda, 25 déc 89.
- (21) Temps Nouveaux, n°52,89, p.36.
- (22) Nouvelles de Moscou, Raouchenbakh, n°1, 7 jan. 90,p.7.
- (23) Ein frohes Fest Deutschland. CAUSA Deutschland, post-fach 1320, 5303 Bomheim 1, dec. 1989, p. 25 et 20.
- (24) Daily Review, friday sept. 15,89,p. 5-7.
- (25) Temps Nouveaux, n° 42,1989, p. 25
- (26) Gorbatchev, discours devant le ce du 25 décembre 1989.
- (27) Vie Internationale, mai 1989, p. 104 et 110.
- (28) Temps Nouveaux, n° 47,89,p.34.
- (29) Bulletin Agence Novosti, 24 octobre 89, p. 1 -2.
- (30) Bulletin Novosti, 12 déc.89, p. 4-5.
- (31) The Financial Times, monday nov.20,1989.
- (32) Vie International, août 1989, p. 48-49; 52.
- (33) Vie Internationale, mars 1989,p. 67.
- (34) Sciences Sociales, Académie des Sciences de l'URSS, n°3, 1989, Victor Cheïnis, p. 148.
- (35) Ibidem, p. 158.
- (36) Le Soir, Robert Job, La mort honteuse de 900.000 personnes.
- (37) Sciences sociales,n°3,1989,p.150-151.
- (38) Ibidem, p.141.
- (39) Ibidem, p. 151,152.
- (40) Temps Nouveau, n°1, 1990, Interview de Klerk.
- (41) Le Monde, 5-6 janvier 1990: Pik Botha rentre optimiste de Hongrie.
- (42) Moscow News,n° 1,1990, p. 14-15.
- (43) Nouvelles de Moscou, n° 49, 3 déc. 89, p.9.
- (44) Nouvelles de Moscou, n° 45,5 nov. 89, p.7.
- (45) Moscow News, n° 1,90, p. 13.
- (46) Nouvelles de Moscou, n°50,10 déc. 89,p.3.
- (47) Moscow News, n° 1,1990, p. 14.
- (48) Temps nouveaux, n°2,1990, p. 5.
- (49) Nouvelles de Moscou, n° 52, 31 déc. 89, p.6 et 3.
- (50) Temps Nouveaux, n°2,90, p.5. (51)Moscow News,n°1,90,p.14.
- (52) Le Monde, 9 janvier 90.
- (53) Nouvelles de Moscou, n° 52, 31 déc. 90, p.6.
- (54) Temps Nouveaux, n° 52,1989, p. 26.
- (55) Bulletin A.P. Novosti, 14 déc. 89, p.2.
- (56) Nouvelles de Moscou, n° 1,1990, p.7.
- (57) Bulletin A.P. Novosti, 25 janvier 1990, p.1.

Privatisations et appauvrissement à l'Est

(Ludo Martens)

Au cours du mois qui a précédé les bouleversements en Roumanie, la presse nous apprenait chaque jour que «seule la Roumanie résiste à la vague de libéralisation» qui déferle à l'Est et se bétonne dans un «stalinisme anachronique». Depuis lors, il y a eu, si l'on veut bien en croire madame Thatcher et monsieur Bush, experts en la matière, «la révolution». Le régime socialiste signifiait tyrannie, misère et corruption; le peuple a fait sa révolution pour obtenir la liberté, l'égalité et la fraternité. «Merveilleux peuple roumain», s'exclamait madame Thatcher dans un élan de coeur peu habituel. Et si les Belges ont amassé du chocolat, du sucre, du lait en poudre, des vêtements usagés, des médicaments, c'est dans la conviction d'apporter leur pierre à la noble cause du combat contre la tyrannie et la misère. Mais il est plus facile de donner en offrande un kilo de sucre, que de préciser le sens des mots: quel visage présenteront la liberté et l'égalité dans la Roumanie de demain ? Et si la liberté signifiait tout bêtement privatisation, et l'égalité, tout simplement la possibilité, pour tous ceux qui en ont les moyens, d'acheter des entreprises ? Dans la «révolution» roumaine, on trouve des poètes pour chanter la liberté devant le peuple; mais on y rencontre aussi, bien à l'écart des foules en délire, des économistes pour parler prosaïquement de l'essentiel. Comme le dit si bien un journal boursier à propos des bouleversements à l'Est: *«Cette dérive du communisme est accompagnée de réformes économiques qui mettent fin au dogme de la «socialisation des moyens de production». Les nouvelles lois adoptées un peu partout feront de l'année 1990 celle de la privatisation des entreprises»* (1) Aussi, L'Echo de la Bourse a bon espoir que la révolution (Eh oui ! lecteur, il faut suivre un peu le mouvement, L'Echo de la Bourse est un partisan décidé de la Révolution !) connaisse une victoire totale. Bien sûr, la révolution, peut encore être quelque peu freinée par «l'existence d'une bureaucratie qui fait tout pour mettre des bâtons dans les roues de ceux qui veulent aller de l'avant». (1) Mais elle vaincra.

Une «révolution» qui rapporte gros à nos multinationales !

Pas un homme d'affaire de Paris ou de New-York ne nous contredira: après la tyrannie de Ceausescu qui interdisait d'investir, d'acheter des entreprises, d'accorder des emprunts, nous voilà entrés tambour battant dans la grande époque de la liberté de piller, d'exploiter, de conquérir. Bientôt, les multinationales seront libres en Roumanie, comme elles le sont en Turquie et au Maroc. Tous ceux qui ont apporté leur kilo de sucre et leur paquet de chocolat, auront matière à réflexion: comment le peuple roumain pourra-t-il maintenir son indépendance, développer son économie, connaître le bien-être, si les multinationales commencent à drainer ses maigres richesses direction Paris et New-York ? Et c'est exactement ce qu'envisagent les banquiers français. *«L'écroulement du rideau de fer pourrait donner un coup de fouet supplémentaire à nos économies occidentales. C'est en tout cas l'avis de la banque Indosuez qui prédit que d'ici 1995, les pays de l'OCDE bénéficieront d'un supplément de croissance annuel d'un demi pour-cent. La République Fédérale Allemande accaparant à elle seule un supplément cumulé de croissance de 4,5 % à 5 % au cours des six années à venir»* (2)

Ainsi, le Produit National Brut de la seule République Fédérale Allemande s'accroîtra de 35 milliards de dollars, grâce à la «liberté» retrouvée en Europe de l'Est. Est-ce que nous avons apporté notre modeste kilo de sucre pour rendre cela possible ? Qui payera cette «croissance supplémentaire» dans le monde impérialiste, sinon les travailleurs roumains, polonais, hongrois? Qui pourra croire que les multinationales ont aidé à renverser Ceausescu pour «sortir les Roumains de leur misère» ?

Liberté et démocratie, plus les diktats du F.M.I.

En Roumanie, les foules de droite agitent les drapeaux troués de la victoire sur le socialisme. En Pologne et en Hongrie, la «liberté» a déjà pris racine. A leur propos, les journaux boursiers qui, il y a un an encore, battaient la mobilisation autour de la liberté et de la démocratie, peuvent parler plus franchement. *«A l'instar de ce que l'on connaît déjà trop bien en Amérique latine, écrit L'Echo de la*

Bourse, les restructurations auxquelles les Polonais et les Hongrois seront soumis risquent fort de faire mal» (2) Mais, je vous le demande, ces Polonais et ces Hongrois, ne viennent-ils pas de sortir de l'enfer communiste ? Et vous vous proposez de leur faire plus mal que ce qu'ils ont souffert en enfer ?

Début décembre 1989, le parlement hongrois a rejeté les conditions du programme économique rédigé en accord avec les experts du FMI. *«Miklos Nemeth, premier ministre hongrois, a tenu à mettre le parlement en garde, le priant d'adopter le programme économique, sous peine de se voir fermer les vannes des financements occidentaux et peut-être bien d'assister à un effondrement de l'économie du pays».*(2)

Mais ces braves Hongrois ne viennent-ils pas d'échapper à la tyrannie du communisme ? Ils ont conquis la démocratie avec un parlement bourgeois et tout le saint-frusquin. Démocratie parlementariste, expression de la volonté du peuple, incarnation de la souveraineté du peuple. Voilà pour la rhétorique. La réalité, ils doivent encore s'y familiariser, ces Hongrois inexpérimentés. Les parlementaires doivent encore apprendre à fidèlement exprimer la volonté du Fonds Monétaire International, des multinationales et de la nouvelle race aux dents longues des entrepreneurs hongrois. Et Miklos Nemeth - ancien chef du parti communiste - leur aboie: Obéir ! Sinon les vannes des banques impérialistes se ferment et l'économie hongroise s'effondre ! Pauvres Hongrois. Ils se sont laissés entraîner dans le mouvement pour renverser la «dictature» socialiste; maintenant ils ne tarderont pas à sentir le talon de fer du capital, la dictature autrement plus terrifiante d'une classe qui accumule des capitaux en soumettant sans pitié la force du travail.

Clochards et mendiants à Budapest

D'ailleurs, après un an de liberté, personne ne peut plus nier certaines réalités. Les retraités hongrois vivent dans une misère qui s'accroît de jour en jour; Budapest a déjà ses clochards et ses mendiants qui traînent dans les gares. Une correspondante d'AFP: *«De plus en plus se crée une différenciation entre deux couches de la population, estime un diplomate. Une minorité importante axée sur l'Occident et marchant avec ses méthodes jusqu'à l'ultralibéralisme, et le reste de la population qui vivote dans un système social à l'abandon».*(3) La liberté et l'égalité viennent d'éclater. Dans une société divisée en classes sociales, on n'échappe jamais à la question: liberté - pour quelle classe ? Aujourd'hui en Hongrie, demain en Roumanie, liberté signifie ultra-libéralisme pour les entrepreneurs et les technocrates axés sur l'Occident et liberté veut dire misère, désolation et exploitation pour ceux qui, par leur travail, nourrissent cette nouvelle classe, capitaliste.

On sait qu'en Roumanie, il y avait peu de choses dans les magasins et qu'il fallait faire la file. La Hongrie libre ne connaît pas de pénurie. On trouve tout, des parfums français aux chaînes hi-fi ultra-modernes... à condition d'avoir des devises étrangères ouvrant l'accès aux nombreux magasins où le forint hongrois est banni. Les magasins sont pleins mais il ne sert à rien de faire la file si vous n'avez pas l'argent pour acheter quoi que se soit.

Pologne «libre»: diminuer le niveau de vie de 40 % !

On peut faire les mêmes constats en Pologne. Solidarnosc y a drogué ses membres de religion et de promesses de «liberté» pendant toute une décennie. Le dégoût devant l'hypocrisie de la propagande occidentale sur la «liberté», se répand assez vite, au point de toucher déjà certains milieux de Solidarnosc: *«Tout - mais pour les riches seulement»*, titre Gazeta, au moment même où le ministre Kuron, une des gloires de Solidarnosc, la coqueluche des trotskistes, déclare: *«Aujourd'hui, les travailleurs ont leurs syndicats, desquels ils peuvent tout exiger. Sauf une chose - des augmentations de salaires».*(4)

En ce qui concerne la Roumanie, les médias nous ont amplement décrit la misère insoutenable du peuple. Comme si le rétablissement du capitalisme se faisait dans l'intention d'éliminer la misère et non d'enrichir les entrepreneurs. En Roumanie, la droite veut «la liberté» et «l'Etat de droit» que sa

contrepartie polonaise vient d'obtenir: la «liberté d'entreprendre» et «la protection de la propriété privée» sont désormais inscrites dans la nouvelle constitution de la Pologne bourgeoise.(4) Et voyons maintenant ce que ce capitalisme dernier cru donne en matière d'éradication de la misère. L'Echo de la Bourse précise le sens que le mot «révolution» aura pour les travailleurs. *«Pour juguler l'hyperinflation (900 % en 1989), le gouvernement table sur une sérieuse réduction de la demande et de la consommation. Officiellement, le niveau de vie des Polonais doit chuter de 20%, mais de nombreux économistes font état en privé de 40%».*(4) Imaginez ce qu'aurait provoqué comme remous dans «le monde libre» si l'abject dictateur Ceausescu, avide de misère populaire, avait voulu diminuer les revenus réels de 40% ! Aujourd'hui nous apprenons que le FMI, fort de son expérience d'avant-garde en Pologne, veut réduire la consommation d'un quart ! Hier, quand quelques piliers du socialisme déclinants étaient encore debout en Pologne, Solidarnosc menaçait de faire la révolution à cause des augmentations de prix de 50 %. Aujourd'hui, la «liberté économique» étant acquise aux entrepreneurs privés, Solidarnosc fait multiplier par sept le prix du charbon à usage domestique, elle augmente de 500 % le prix du chauffage central, de l'eau chaude, de l'électricité et du gaz domestique.(4)

Notes :

(1) Echo de la Bourse 3 janvier 90, p.1.

(2) Echo de la Bourse, 12 décembre 89.

(3) Dépêches AFR de Florence Biedermann, 30 décembre 89, n°3004743-300745.

(4) Echo de la Bourse, 3 janvier 1990.

Intermède historique

A propos de Staline...

Comment a-t-il pu arriver que le culte de la personnalité, avec toutes ses conséquences négatives, soit apparu et se soit développé dans les conditions du régime socialiste soviétique ? Pour examiner cette question, il faut avoir en vue aussi bien les conditions historiques objectives et concrètes dans lesquelles le socialisme se construit en URSS que quelques facteurs subjectifs liés aux caractéristiques personnelles de Staline.

(...)

Cette expérience d'édification d'une société socialiste a été la première dans l'Histoire. Elle s'est formée en cherchant sa voie, en vérifiant dans la pratique beaucoup de vérités qui n'étaient connues jusqu'alors par les socialistes que dans leurs lignes générales et d'une façon théorique. Pendant plus d'un quart de siècle, le pays des Soviets a été le seul pays montrant à l'humanité la voie du socialisme. Dans les conditions de l'encerclement capitaliste, il était comme une forteresse assiégée. Après l'intervention des quatorze Etats de 1918 à 1920, les ennemis du pays des Soviets, à l'ouest et à l'est, continuèrent à préparer de nouvelles « croisades » contre l'URSS. Ses ennemis envoyèrent en URSS un grand nombre d'espions et d'agents de diversion en s'efforçant par tous les moyens de disloquer le premier Etat socialiste du monde. La menace d'une nouvelle agression impérialiste contre l'URSS s'était particulièrement accrue après la prise du pouvoir par le fascisme en Allemagne en 1933. Les fascistes proclamaient que leur but était l'anéantissement du communisme, l'anéantissement de l'Union soviétique, premier Etat des travailleurs dans le monde. Tous se souviennent de la conclusion du « pacte antikomintern » de l'axe « Berlin-Rome-Tokio » qui avaient le soutien actif des forces de toute la réaction internationale. Alors que la menace d'une nouvelle guerre grandissait, que les puissances occidentales repoussaient les mesures proposées à maintes reprises par l'U.R.S.S. pour mettre un frein au fascisme et organiser la sécurité collective, le pays des Soviets fut contraint de mettre tout en oeuvre pour renforcer sa défense et lutter contre les menées hostiles des pays capitalistes qui encerclaient l'Union soviétique. Le Parti devait éduquer tout le peuple dans un esprit de vigilance constante et de mobilisation contre les ennemis extérieurs.

Les menées de la réaction internationale étaient d'autant plus dangereuses qu'à l'intérieur du pays une cruelle lutte de classe se poursuivait longtemps pour résoudre la question de savoir « qui l'emportera ».

Après la mort de Lénine, les tendances séditionnelles se manifestèrent plus encore dans le Parti: trotskystes, opportunistes de droite, nationalistes bourgeois qui rejetaient la théorie léniniste selon laquelle le socialisme pouvait naître dans un seul pays, rejet qui en fait aurait conduit à la restauration du capitalisme en l'URSS. Le Parti a mené une lutte sans merci contre ces ennemis du léninisme.

Réalisant les préceptes de Lénine, le Parti communiste s'engagea dans la voie de l'industrialisation socialiste et de la collectivisation de l'agriculture et accomplit la révolution culturelle. Pour résoudre les immenses problèmes de l'édification du socialisme dans un seul pays, le peuple soviétique et le Parti communiste ont dû surmonter des difficultés et des obstacles incroyables. Notre pays a, dans des délais historiques très courts et sans aucune sorte d'aide économique de l'extérieur, liquidé son retard séculaire et reconstruit toute son économie sur des bases nouvelles, des bases socialistes.

Ces circonstances intérieures et extérieures complexes exigeaient une discipline de fer et une vigilance sans cesse accrue, la centralisation la plus rigoureuse de la direction, ce qui devait forcément avoir des conséquences négatives sur le développement de certaines formes de la démocratie. Dans l'âpre lutte contre tout le monde de l'impérialisme, notre pays a dû recourir à certaines limitations de la démocratie justifiées par la logique du combat de notre peuple dans les conditions de l'encerclement capitaliste.

(...)

Toutes ces difficultés sur la voie de l'édification du socialisme furent surmontées par le peuple soviétique, sous la direction du Parti communiste et de son Comité central, qui ont suivi constamment la ligne générale tracée par Lénine.

(...)

Au cours des premiers quinquennats, ce pays économiquement arriéré a accompli un bond gigantesque dans son développement économique et culturel grâce à la tension héroïque des forces du peuple et du Parti. Les succès dans l'édification du socialisme ont permis d'élever le niveau de vie des travailleurs et de liquider à tout jamais le chômage. Une très grande révolution culturelle s'est accomplie dans le pays. En un temps très bref, le peuple soviétique a formé de très nombreux cadres techniques qui ont atteint le niveau du progrès technique mondial et qui ont donné à la science et à la technique soviétiques l'une de premières places dans le monde. L'inspirateur et l'organisateur de ces victoires a été le grand Parti des communistes. Les travailleurs du monde entier se sont convaincus par l'exemple édifiant de l'URSS, que s'ils prennent le pouvoir en main, les ouvriers et les paysans peuvent, sans capitalistes et sans propriétaires fonciers, édifier et développer leur Etat socialiste qui exprime et défend les intérêts des larges masses populaires. Tout cela a joué un rôle exaltant et a aidé à un développement puissant de l'influence des partis communistes et ouvriers de tous les pays du monde.

Staline occupa longtemps le poste de secrétaire général du Comité central du Parti et, avec d'autres dirigeants, il lutta activement pour réaliser les préceptes de Lénine. Il était dévoué au marxisme-léninisme et, en tant que théoricien et grand organisateur, il prit la tête de la lutte du Parti contre les trotskystes, les opportunistes de droite, les nationalistes bourgeois, contre les menées des pays capitalistes qui encerclaient l'URSS. Dans cette lutte politique et idéologique, Staline acquit une grande autorité et une grande popularité.

(...)

Le 20ème Congrès du Parti et toute la politique du Comité central après la mort de Staline montrent clairement qu'à l'intérieur du Comité central et du Parti il existait un noyau léniniste de dirigeants qui a compris justement que certaines exigences étaient venues à maturité aussi bien dans le domaine de la politique intérieure que dans celui de la politique extérieure. On ne peut pas dire qu'il n'y ait pas eu d'opposition aux aspects négatifs qui étaient liés au culte de la personnalité et freinaient la marche en avant du socialisme.

(...)

On peut poser la question suivante: pourquoi donc ces gens n'ont-ils pas pris ouvertement position contre Staline et ne l'ont-ils pas écarté de la direction ? Dans les conditions qui s'étaient créées, c'était impossible. C'est vrai que les faits montrent que Staline s'est rendu coupable de nombreuses illégalités surtout pendant la dernière période de sa vie. Cependant on ne peut pas oublier que les Soviétiques connaissaient Staline comme l'homme qui intervenait toujours pour défendre l'URSS contre les menées des ennemis et qui se battait pour la cause du socialisme.

(...)

Toute prise de position contre lui dans de telles circonstances n'aurait pas été comprise par le peuple, et il n'est pas question ici d'avoir manqué de courage personnel. Il est clair que quiconque aurait pris position contre Staline dans ces conditions n'aurait trouvé aucun soutien dans le peuple. Bien plus, on aurait considéré alors qu'une telle prise de position était dirigée contre la cause de l'édification du socialisme, comme une atteinte extrêmement dangereuse à l'unité du Parti et de tout l'Etat dans les conditions de l'encerclement capitaliste. Par ailleurs, les succès que remportaient les travailleurs de

l'Union soviétique sous la direction de leur Parti communiste remplissaient le coeur de chaque Soviétique d'une légitime fierté et créaient une atmosphère dans laquelle telles ou telles erreurs ou insuffisances semblaient moins graves sur le fond des immenses succès, alors que les conséquences négatives de ces erreurs étaient vite compensées par les forces vitales du Parti et de la société soviétique qui grandissaient formidablement. (...)

Nos ennemis affirment que le culte de la personnalité n'aurait pas été engendré par des conditions historiques déterminées qui appartiennent déjà au passé, mais par le système soviétique lui-même, par le fait qu'à leur avis il ne serait pas démocratique.

(...)

Indiscutablement, le culte de la personnalité a porté un sérieux préjudice à la cause du Parti Communiste, à la société soviétique. Mais ce serait une grossière erreur que de partir de l'existence du culte de la personnalité dans le passé pour en conclure que des changements se seraient produits dans le régime social de l'URSS ou pour rechercher la source de ce culte dans la nature du régime social soviétique.

(...)

Il convient de souligner qu'en discutant la question du culte de la personnalité on ne donne pas toujours une juste interprétation des causes qui l'ont engendré ni de ses conséquences pour notre régime social.

(...)

En particulier, on ne peut pas être d'accord avec la question posée par le camarade Togliatti de savoir si la société soviétique n'a pas abouti «à certaines formes de dégénérescence ?» Il n'y a aucune raison de poser cette question.

(...)

Penser qu'une personnalité, fût-elle aussi importante que Staline, ait pu changer notre régime social et politique, c'est se mettre profondément en contradiction avec les faits, avec le marxisme, avec la vérité, c'est tomber dans l'idéalisme. Cela signifierait attribuer à une personnalité des forces surnaturelles incroyables, comme la capacité de changer le régime social et, bien plus, le régime social dans lequel la force décisive est constituée par des millions de travailleurs.

Comme on le sait, pour déterminer la nature d'un régime social et politique, il faut savoir quel est le mode de production, à qui appartiennent dans une société les moyens de production, aux mains de quelle classe se trouve le pouvoir politique. Le monde entier sait que dans notre pays, à la suite de la Révolution d'octobre et de la victoire du socialisme, le mode de production socialiste a été instauré, que depuis près de quarante ans le pouvoir se trouve aux mains de la classe ouvrière et de la paysannerie. C'est grâce à cela que le régime social soviétique s'est consolidé d'année en année, que ses forces productives grandissent.

(...)

L'essence de la démocratie ne réside pas dans ses aspects formels, mais dans la question de savoir si le pouvoir politique sert et reflète effectivement la volonté et les intérêts fondamentaux de la majorité du peuple, les intérêts des travailleurs.

Quel que fût le culte de la personnalité, et malgré lui, la puissante initiative manifestée dans notre régime par les masses populaires dirigées par le Parti communiste a accompli sa grande oeuvre historique en surmontant tous les obstacles sur la voie de l'édification du socialisme. Le démocratisme du régime socialiste soviétique trouve là sa pure expression. Les remarquables victoires du socialisme dans notre pays ont été remportées grâce à l'immense travail d'organisation et d'éducation du Parti et de ses organisations locales, grâce au fait que le Parti a toujours éduqué ses cadres et tous les communistes dans l'esprit de la fidélité au marxisme-léninisme, dans l'esprit du dévouement à la cause du communisme. La société soviétique est forte de la conscience des masses. Ses destinées historiques ont été et sont déterminées par le travail créateur de notre héroïque classe ouvrière, de notre glorieuse paysannerie kolkhozienne, de nos intellectuels issus du peuple.

(...)

En effet, sans le soutien du pouvoir soviétique et de la politique du Parti communiste par les larges masses populaires, notre pays n'aurait pas pu, dans les délais d'une brièveté sans égale, créer une puissante industrie socialiste, réaliser la collectivisation de l'agriculture, il n'aurait pas pu remporter la victoire dans la deuxième guerre mondiale, alors que de son issue dépendaient les destinées de toute l'humanité. A la suite de l'écrasement complet de l'hitlérisme, du fascisme italien et du militarisme japonais, les forces du mouvement communiste se sont largement développées, les Partis communistes d'Italie, de France et d'autres pays capitalistes ont grandi et sont devenus des partis de masses; le régime de démocratie populaire a été établi dans une série de pays d'Europe de d'Asie; un système mondial du socialisme est apparu et s'est consolidé; le mouvement de libération nationale a remporté des succès sans précédent; il a conduit à la désagrégation du système colonial de l'impérialisme.

(Extraits de la résolution du 30 juin 1956 du CC du PCUS, intitulée: «Comment a été surmonté en URSS le culte de la personnalité de Staline». Ce texte a été publié sous forme de brochure en français en juillet 1956.)

Naissance de la guerre froide

(Georges Martin)

«Le Parti Communiste» Est-Allemand, «l'appel» du roi Michel de Roumanie en faveur de la démocratie, les «premières» élections démocratiques en Tchécoslovaquie depuis la fin de la guerre», «l'écrasement de ces sous-hommes (sic !) de communistes»... autant d'énormités que récitent, citent ou écrivent à longueur de journée ou de pages les journalistes professionnels de la presse belge ou internationale. En principe, les journalistes «professionnels» devraient avoir une culture historique suffisante pour ne pas raccourcir l'histoire de manière aussi grotesque ou l'oublier de manière aussi scandaleuse. Ou, s'ils ne possèdent pas cette culture, s'informer, se plonger dans les livres d'histoire et/ou les journaux d'époque qui expliquent l'origine de ce dont ils parlent. Mais non. A de très rares exceptions près, les plus courageux d'entre eux feuilletent rapidement le «*Quid*» et s'en tiennent là, ce qui donne pour résultat un flot ininterrompu d'âneries plus spectaculaires les unes que les autres, débitées avec tant d'assurance qu'on en vient à douter de la véracité de ce qu'on aurait lu ou appris soi-même.

Pour se rafraîchir la mémoire en ce qui concerne l'origine des événements auxquels nous assistons depuis quelques mois en Europe Centrale, nous ne pouvons donc que conseiller la lecture du livre publié par Yves Durand en 1984: «*Naissance de la guerre froide, 1944-1949.*» (1)

Sur base des textes des conférences et des accords dits «de Yalta» (4-11 février 1945) et «de Postdam» (17 juillet - 2 août 1945), des archives officielles américaines et des recherches et des publications des historiens américains Williams William Appleman (*The tragedy of american diplomacy*, 1962); D.F. Flemming (*The cold war and its origins*, 1961); G. Alperowitz (*Cold waressays*, 1970); L.J. Halle (*The cold war as history*, 1967), W. Lafeber (*America, Russia and the cold war*, 1976) et d'autres, Yves Durand, actuellement professeur d'histoire à l'Université française d'Orléans, démontre comment Roosevelt et Staline, flanqués de leurs experts, ont convenus à Yalta que les pays d'Europe centrale, libérés pour la plupart par l'Armée rouge, connaîtraient un régime démocratique dès la fin des hostilités. Et ce fut bien le cas en secteur soviétique d'Allemagne (10 juin 1945: autorisation des partis «démocratiques et antifascistes»), en Pologne (constitution en juin 1945 d'un gouvernement d'union nationale regroupant communistes, socialistes et agrariens), en Hongrie (élections en novembre 1945), en Tchécoslovaquie (élections en mai 1946), en Bulgarie (élections en octobre 1946) et en Roumanie (élections en décembre 1946). Cela alors que Churchill occupait la Grèce libre en octobre 1944, deux jours à peine après que les Allemands aient fui Athènes devant la résistance intérieure, alors que les zones «Ouest» de l'Allemagne durent attendre 1948 avant de connaître leurs premières élections locales et 1949 avant de connaître leurs premières élections législatives. Pendant ce temps également, sous la pression du gouvernement américain Truman, les ministres communistes étaient évincés du gouvernement français le 4 mai 1947, du gouvernement italien le 30 mai suivant et les dirigeants du Parti Communiste américain étaient arrêtés le 21 juillet 1948. L'URSS ne s'opposait nullement à la tenue d'élections «libres, démocratiques et secrètes» et à la formation de gouvernements de coalition (2) en Europe centrale et dans les Balkans, comme le réclament aujourd'hui les dirigeants ouest-européen pour ces mêmes pays. Et alors que Moscou n'est pas intervenue en Grèce, Churchill exerçait cruellement ses talents impérialistes (50.000 morts) en faisant le silence sur le non-respect de la gestion alliée de l'Italie (ce qui était contraire aux accords de Yalta...). Washington et Londres faisaient déjà lourdement peser les prémisses de la guerre froide non seulement sur les pays occidentaux d'Europe mais aussi sur les régions libérées par l'Armée rouge (3).

Ce ne sont cependant pas ces questions de respect (de leur part) ou de non-respect (de la part des Occidentaux) de la démocratie qui allait irriter les Soviétiques et provoquer la scission de l'Allemagne d'abord puis de l'Europe toute entière. C'est l'attitude des Américains en Allemagne.

A Yalta d'abord, puis à Postdam plus concrètement, les vainqueurs s'étaient entendus sur les réparations (dommages de guerre à prélever sur l'ennemi vaincu, c'est-à-dire, principalement,

l'Allemagne. En principe, ces réparations devaient avant tout être prélevées sur l'ensemble du territoire allemand et redistribuées aux différents vainqueurs selon les accords convenus. L'URSS, qui avait subi les plus fortes pertes en vies humaines (20 millions de morts contre 16 millions pour tous les autres pays d'Europe, y compris l'Allemagne et...300.000 morts pour les Etats-Unis) et les plus importantes destructions matérielles (1.700 villes et 70.000 villages entièrement ou gravement détruits, 6 millions d'habitations rasées, 31.850 entreprises industrielles et 98.000 entreprises agricoles anéanties, 65.000 kilomètres de voies ferrées hors d'usage...), avait reçu l'assurance de Roosevelt à Yalta, à la grande colère de Churchill, qu'elle aurait droit à la moitié des réparations prélevées sur les pays vaincus (Chapitre V de l'accord de Yalta: «1. L'Allemagne devra rembourser en nature les pertes subies de son fait par les pays alliés au cours de la guerre. Les réparations devront être perçues, en priorité, par les nations qui ont porté le principal fardeau de la guerre, qui ont subi les pertes les plus lourdes et qui ont contribué à la victoire sur l'ennemi»). Mais Roosevelt était mort depuis plusieurs mois lors de l'ouverture de la conférence de Postdam. Et, le nouveau président américain, Truman, accepta bien que les Soviétiques prélèvent leurs réparations sur tout le territoire allemand, mais pas du tout comme il en avait été convenu à Yalta six mois plus tôt (Chapitre VI des accords de Postdam: «1. Les demandes de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, au titre des réparations, seront satisfaites au moyen de prélèvements effectués dans la zone allemande occupée par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et sur les avoirs allemands à l'étranger qui peuvent faire l'objet de ces prélèvements »); 4. En plus des réparations que l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques prélèvera sur sa propre zone d'occupation, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques recevra des zones occidentales : a) 15 % de l'outillage industriel de base utilisable et complet provenant en premier lieu des industries métallurgiques, chimiques et de constructions mécaniques....; b) 10 % de l'outillage industriel qui n'est pas indispensable à l'économie de paix de l'Allemagne....; 8. Le gouvernement soviétique renonce à revendiquer, au titre de réparation, toute participation dans les entreprises allemandes situées dans les zones occidentales...»). La nouvelle offre occidentale était minable mais, dans un souci d'apaisement que l'on peut comprendre par la nécessité de reconstruire au plus tôt leur pays à l'abri de tout tracasseries ou harcèlement, les Soviétiques ne protesteront pas. Deux problèmes cependant: d'abord la zone d'occupation soviétique était essentiellement agricole et pauvre, ensuite il avait été admis, à la conférence de Postdam, que l'occupant prélèverait ses réparations en priorité sur sa propre zone. Américains, Français et Britanniques (ces derniers occupant la Ruhr, principal bassin industriel européen et peu endommagé par les hostilités contrairement à ce qu'on pourrait croire)(4) détenaient donc les régions industrielles et riches du pays. Ils allaient se servir sans scrupules.

En 1946: menace d'une grave crise économique aux Etats-Unis. L'industrie de guerre reconvertie ne parvient pas à vendre. Le monde entier, et surtout l'Europe, sont ruinés et ne peuvent pas acheter. Il faut donc relancer l'économie du pays le plus riche d'Europe, l'Allemagne, en s'assurant que les Soviétiques ne viendront pas y prélever les réparations prévues. Ce qui créa l'incident. Le 3 mai 1946, le Général Lucius Clay, commandant des forces d'occupation américaines en Allemagne, refuse la livraison à l'URSS des premières réparations prises dans les zones occidentales. Moscou proteste, sans plus. C'est alors l'emballement. Il faut pouvoir justifier aux yeux de l'opinion publique mondiale et, surtout américaine (5), l'attitude du gouvernement américain. Le 17 janvier 1947, J.F. Dulles préconise la «constitution d'une Europe occidentale autour du charbon de la Ruhr pour contenir, le communisme.» Le 12 mars suivant, Truman appelle le monde à «contenir» la menace soviétique. C'est le lancement officiel de la «guerre froide». Le 5 juin, le secrétaire d'Etat américain Marshall propose son plan à l'Europe. La CIA est fondée ensuite en juillet. Le 17 mars 1948, adoption du Pacte militaire de Bruxelles qui lie le Benelux à la Grande-Bretagne et à la France. Discours dit «de la peur» de Paul-Henri Spaak devant l'ONU. Enfin, le 18 juin, point d'orgue: création du Deutsche Mark dans les zones occidentales de l'Allemagne. Désormais, le Reich Mark, utilisé jusque-là, et encore en cours à Berlin et dans la zone soviétique, n'a quasiment plus de valeur. C'est l'annexion économique de Berlin par les Occidentaux. En réaction, les Soviétiques bloquent, le 24 juin, les accès à l'ancienne capitale du Reich enclavée dans leur zone. J.F. Dulles exulte: «La situation actuelle est avantageuse aux Etats-Unis du point de vue de la propagande». Pendant les 11 mois que durera le blocus de Berlin, les Etats-Unis mettront les bouchées doubles: signature du Pacte Atlantique (OTAN) le 4 avril 1949 et adoption de la «loi fondamentale» (constitution) de la RFA le 8 mai suivant. L'Allemagne était coupée en deux. Sa partie riche définitivement aux mains des Américains et protégée par une alliance militaire dirigée par

Washington (c'est la première fois de leur histoire que les Etats-Unis signaient une alliance militaire en temps de paix ce qui démontre l'importance des enjeux). Moscou réagira en permettant à sa zone de se constituer en Etat souverain le 7 octobre suivant (auparavant, les dirigeants des partis de l'Allemagne de l'Est avait organisé un référendum pour le maintien de l'unité allemande: 14,7 millions d'Allemands de leur zone se sont prononcés pour, dont 1,5 million de Berlinois des zones occidentales...).

L'ouvrage et les sources citées par Yves Durand le montrent donc sans qu'aucun doute ne soit permis: l'URSS, toute occupée à sa reconstruction et démunie de tout, a toujours réagi soit avec une extrême modération, soit avec beaucoup de retard aux provocations délibérées du gouvernement américain. (Le Pacte de Varsovie ne sera créé que 5 ans après l'OTAN, en réaction à l'adhésion de la RFA au Traité Atlantique Nord). Il est vrai que pour la reconstruction des pays de l'Europe centrale et de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, mais aussi en réaction au lancement du Plan Marshall en Europe occidentale (mars 1948) et à la création de l'OECE (Organisation Européenne de Coopération Economique), les Soviétiques et les pays d'Europe centrale avaient fondé le COMECON en janvier 1949, soit deux ans avant la création de la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier), communauté créée à la demande de Washington pour sceller la mainmise occidentale sur les richesses de la Ruhr.

Pour conclure, citons Konrad Adenauer, premier Chancelier de RFA, mis en place par les Américains (6): *«Une Allemagne unie, comme celle que demandaient les Russes dans leurs notes, neutralisée et fondée sur les accords de Postdam, nous ne pouvions l'accepter. »*

C'est pourquoi l'Allemagne, l'Europe et le Monde ont été divisés.

Notes :

(1) *«Naissance de la guerre froide 1944-1949»* par Yves Durand, chez Messidor «Temps actuels»

Collection «la passion de l'histoire», Paris 1984.

(2) En réaction au coup de force de la création de la RFA (8 mai 1949) par les Occidentaux et les premières élections législatives dans ce pays le 14 août 1949, des élections sont organisées dans ce qui va devenir la RDA et le 12 octobre l'ancien dirigeant social-démocrate Otto Grotewohl forme un gouvernement composé de 8 membres du SED (l'union des partis socialistes), de 4 CDU, de 3 libéraux, de 2 représentants d'autres mouvements politiques et d'un sans parti, (cf *«Naissance de la guerre froide»*, p. 291).

(3) Voir à cet égard *«L'affreux secret, quand les Américains recrutaient des espions nazis»*, de Jhon Loftus, Pion 1985.

(4) L'équipement industriel de la Ruhr, arrosé pourtant de cent vingt mille tonnes de bombes n'est détruit qu'à 25%. Pour l'ensemble de l'Allemagne, 10% seulement des installations sidérurgiques sont hors d'usage; moins de 15% des industries chimiques, 15 à 20% des industries mécaniques, 20% des industries textiles. Malgré les destructions, l'Allemagne de 1945 garde encore 1.300.000 à 1.500.000 machines-outils disponibles alors que la France, par exemple n'en compte plus à la même date que 600.000 en état de marche. (*«Naissance de la guerre froide»*, p.88)

(5) *«Naissance de la guerre froide»*, pages 170,171.

(6) Adenauer, *«Mémoires»*, p 303.

Budapest 1956 : La première contre-révolution hongroise

(Yvan Grosjean)

Le 23 octobre dernier, des dizaines de milliers de personnes ont commémoré à Budapest le commencement de la «révolte hongroise» de 1956. Cette manifestation était encore plus ouvertement anticommuniste que celle qui avait été organisée à l'occasion de la réhabilitation d'Imre Nagy, le premier ministre hongrois qui a joué un rôle central dans la contre-révolution de 1956. Lors de la cérémonie funèbre de juin, les orateurs avaient formulé, outre leur dose habituelle d'anticommunisme, des revendications purement provocatrices: certains exigeaient des pays socialistes voisins un nouveau tracé des frontières, d'autres plaidaient en faveur de l'entrée de la Hongrie dans la CEE, l'unification avec l'Autriche ou même la restauration du royaume austro-hongrois. Des nazis roumains de la «garde de fer» exigeaient le renversement du régime socialiste en Roumanie. Entre temps, le PC hongrois, lors de son congrès de début octobre, s'était transformé officiellement en parti social-démocrate, à la majorité des voix. Si l'on abandonne tous les principes marxistes-léninistes, il n'est pas surprenant qu'on passe également à une révision du jugement sur les événements de 1956. Les anticommunistes considèrent la révolte contre-révolutionnaire comme une révolte populaire justifiée. Pour l'extrême-droite dans l'opposition, c'est le signal pour entamer une campagne de surenchère. Le dirigeant de l'opposition, Gyorgy Grasso a critiqué l'attitude d'Imre Nagy qui n'aurait pas assez soutenu la révolte anticommuniste de 1956: «Il voulait concilier le communisme et les Hongrois. Mais nous ne sommes pas des communistes, nous sommes des Hongrois» (1). «A bas le communisme» criait-on lors de cette manifestation de l'extrême-droite, et sur la place des Héros on portait un cercueil avec l'inscription «communisme». Les manifestants exigeaient également que le 23 octobre soit reconnu dorénavant comme un jour de fête nationale en Hongrie.

En 1956, les contre-révolutionnaires n'ont pas attendu longtemps avant de passer, avec l'appui de l'impérialisme occidental, à la «terreur blanche». Lorsque les communistes révolutionnaires ne parvinrent pas à mobiliser suffisamment la classe ouvrière pour parer à la révolte, les troupes soviétiques apportèrent leur soutien pour combattre la contre-révolution. Depuis lors, la «répression de la révolte hongroise» est un sujet de prédilection dans la propagande anticommuniste.

1956, on est en pleine Guerre froide. L'impérialisme déploie, à l'échelle mondiale, une stratégie de «roll-back»: repousser le communisme derrière l'Oural. En avril de cette année, le magazine américain *Colliers* révèle l'existence de plans dans les milieux militaires des USA en vue d'une invasion et d'une occupation de l'Union soviétique, avec usage de bombes atomiques. Dans la même année, Khrouchtchev sort son fameux «rapport accablant» sur Staline, provoquant un sérieux désarroi dans le mouvement communiste mondial, ce dont la CIA a su profiter avec habileté. La Pologne est bouleversée. La droite prend le dessus et on passe à la privatisation de l'agriculture, ce qui est à l'origine des problèmes économiques qui frappent la Pologne actuellement. Mais la Hongrie est la cible principale de l'offensive anticommuniste. Les communistes plus âgés se souviennent certainement des campagnes de haine menées par les médias de droite, les attaques armées contre les locaux du parti communiste. Dans cette période, il fallait avoir du courage pour manifester ouvertement son attachement au communisme.

Deux fronts

A la fin de l'année 1956, l'impérialisme attaque sur deux fronts. D'abord, il se dirige contre le Tiers monde, contre l'Egypte de Nasser qui a nationalisé le canal de Suez. A partir d'Israël, une attaque-éclair est lancée pour conquérir le désert du Sinaï. Fin octobre, lorsque cette opération militaire s'avère plus difficile que prévu, des troupes britanniques et françaises interviennent directement contre l'Egypte. Début novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU met fin à cette intervention. L'Union soviétique y a notamment pris la défense du Tiers monde et les Etats-Unis furent bien obligés de condamner les méthodes colonialistes grossières de leurs alliés britanniques et français, préférant quant à eux un néocolonialisme, plus indirect mais plus efficace.

Par ailleurs, en Hongrie, dans cette même période, la crise atteint son paroxysme. Jusqu'à la fin novembre, le mouvement contre-révolutionnaire prend rapidement de l'ampleur, grâce aux instigateurs étrangers. A mesure que le parti et le gouvernement se disloquent et s'allient partiellement à la contre-révolution, la terreur anticommuniste et raciste s'amplifie. Mais dans ces circonstances difficiles, les communistes hongrois parviennent à se reprendre et, avec le soutien des troupes soviétiques, combattent la révolte par les armes et sauvent l'Etat.

La combinaison classique de l'ingérence étrangère par les puissances impérialistes (qui dans ce cas a été le facteur déterminant) et de la réaction intérieure (qui n'avait perdu son pouvoir que très récemment), ont sérieusement menacé le socialisme hongrois. Il faut y ajouter les difficultés et, parfois, les graves erreurs commises durant les premières années par le régime socialiste en Hongrie.

Acquis et erreurs

En 1956, le régime avait fait les premiers pas vers la construction du socialisme: le pouvoir féodal et capitaliste était brisé, les grandes entreprises étaient nationalisées. Entre 1949 et 1953, 50.000 ouvriers avaient reçu des fonctions dirigeantes dans les entreprises et au sein de l'Etat. En 1958, l'industrie représentait déjà 60% du PNB, et un tiers de l'agriculture était entièrement réformée sur une base socialiste. L'ensemble du secteur agricole était mécanisé. 55% des universitaires provenaient de familles ouvrières et paysannes. 60% de la population jouissait de la sécurité sociale.

Mais la direction du parti ouvrier hongrois a commis un certain nombre d'erreurs graves. Au sein du parti lui-même les relations s'étaient envenimées, parce que toute critique était considérée comme provenant de «l'ennemi de classe». Dans le développement économique, on forçait les objectifs et on mettait démesurément l'accent sur l'industrie lourde (mines, acier), négligeant la qualité des produits. Le secteur rural subissait le poids des livraisons obligatoires, qui ont conduit, en 52, à une pénurie de semences dans les deux tiers du secteur rural. Le pouvoir d'achat des ouvriers et des paysans baissait. Entre temps, on brandissait «l'exemple de l'Union soviétique», de sorte que de nombreux Hongrois se sont mis à imputer à l'Union soviétique les problèmes dont la responsabilité incombait en fait à la direction de parti hongrois de Matyas Rakosi.

Tous ces problèmes n'échappaient pas à l'attention des impérialistes: les dissensions, le mécontentement, un premier ministre qui retire un certain nombre de mesures socialistes, une opposition traditionnelle plus forte à la campagne que dans les villes. C'était le moment pour l'impérialisme américain d'appliquer en Hongrie sa doctrine de roll-back.

Partisans blancs», «Sabre et croix», «Garde blanche»... les contras de l'époque

En juillet 1947, le haut diplomate américain, F.Kennan, avait plaidé au «Foreign Office», dont l'autorité était grande, la constitution d'un puissant contre-pouvoir capable de contrecarrer les Soviets: «Un embargo économique et un réseau de bases militaires en seraient les éléments essentiels». L'Union soviétique fut ainsi encerclée par des bases militaires. En 1949, la création de l'OTAN, l'alliance militaire entre l'impérialisme américain et européen, fut entérinée.

En 1950, le Congrès américain adopta la «Lodge Act», qui aboutit à la formation d'une légion étrangère constituée de réfugiés contre-révolutionnaires, venant de l'Europe de l'Est. A l'époque, on espérait recruter 25.000 hommes en cinq ans.

En 1951, le Congrès approuva l'article 101 A du Mutual Security Bill, autorisant à consacrer 100 millions de dollars par an à «la sélection de ressortissants ou de réfugiés soviétiques, polonais, tchécoslovaques, hongrois, roumains, bulgares, albanais, lituaniens, lettons, estoniens, pour en faire des agents des forces armées de l'OTAN ou pour d'autres objectifs». Lors des débats au Congrès, ces «autres objectifs» furent explicités: l'espionnage, le sabotage, le travail de taupe. En 1956, le montant des fonds consacrés à cette action fut portée à 125 millions de dollars.

La «libération des peuples assujettis» fut le thème privilégié de la campagne présidentielle américaine de 1952. Dwight Eisenhower et John Foster Dulles se déclaraient partisans d'une libération pacifique. Mais des experts haut placés de la CIA, tel que l'ancien collaborateur de Trotsky, James Burnham, n'écartaient pas l'éventualité d'un recours à la violence armée. Une série d'articles publiés par le New York Times (18, 21 et 23 avril 1956) révéla la tactique impérialiste utilisée contre l'Europe de l'Est. «Trois facteurs peuvent nous aider à réaliser nos objectifs:

1° des forces intérieures dans chaque pays: des groupes réactionnaires, des problèmes internes, le mécontentement; 2° la division entre les pays socialistes: des conflits entre les pays concernés, plus particulièrement entre chacun d'eux et l'Union soviétique, l'antisoviétisme, le nationalisme; 3° des facteurs externes: une attitude de détermination de la part du monde libre, avant tout des Etats-Unis, des actions subversives organisées par la CIA et par d'autres services».

Dans certaines universités et dans les écoles militaires, on enseigna la pratique de la «guerre politique». Le but principal de celle-ci consistait à affaiblir l'ennemi et, si possible, à l'anéantir à l'aide de manoeuvres diplomatiques, de pressions économiques, de campagnes d'information et de désinformation, de provocation et d'intimidation, de sabotage et d'actions terroristes. Il consistait à isoler l'ennemi de ses alliés et de ceux qui le soutenaient.

Il fallait simultanément rendre la vie difficile aux gouvernements communistes et susciter la méfiance entre eux et la population.

Tous les services qui s'occupaient de la guerre politique contre le socialisme (comme «Crusade for Freedom», «Radio Free Europe Committee», «Opérations Coordination Board») étaient formés par le Conseil de sécurité nationale à Washington.

Division dans la direction du PC

En Hongrie, Imre Nagy fut nommé premier ministre pour faire un contrepoids au dogmatique Rakosi, le secrétaire du PC. Au sein du parti, Nagy était le porte-parole du courant social-démocrate. Déjà en 1948, Imre Nagy avait défendu des positions de droite à propos de la démocratie populaire et de la politique agraire. A la dictature du prolétariat, il opposait la collaboration entre les classes «*au profit de la Hongrie, notre pays à tous*». Selon lui, l'alliance entre les paysans pauvres et moyens n'était pas l'axe principal pour développer l'agriculture. Il fallait plutôt encourager la paysannerie riche et moyenne. Aussi démantela-t-il une partie du secteur collectif. A ses yeux, les forces antagonistes, à l'échelle mondiale, n'étaient pas l'impérialisme et le socialisme, mais les deux blocs.

Il parvint à acquérir beaucoup d'influence dans le secteur culturel. Dans le parti, on était arrivé à une situation où les groupes se combattaient l'un l'autre et s'entendaient pour se partager les zones d'influence. En novembre 1955, Nagy fut mis en minorité dans la direction et écarté du parti.

La critique de Staline par Khrouchtchev lors du 20ème congrès du parti communiste soviétique provoqua un profond désarroi en Hongrie. La direction du parti hongrois ne parvint pas à jouer un rôle actif dans les débats qui éclatèrent dans le pays.

Les difficultés économiques (pénurie de pain, de lard...) aidant, cette situation entraîna une crise de confiance au sommet du parti. Avec la collaboration de Geza Losonczy, Nagy créa un groupe anti-parti, qui se référait aux thèses du 20ème congrès du PC soviétique. Losonczy rencontra des dirigeants sociaux-démocrates et des représentants du parti des propriétaires terriens dans la perspective de former un éventuel gouvernement de coalition.

L'objectif principal de ce groupe, qui se présentait comme une fraction au sein du PC hongrois, était de «*chasser les staliniens de la direction du parti*». Le programme de ce groupe, qui regorgeait d'idées humanistes brumeuses, fut discuté dans le club d'intellectuels «Petöfi Kör» à Budapest.

Opération Focus

La profonde division et l'influence importante de la social-démocratie au sein du PC hongrois n'avaient pas échappé à l'attention de la CIA. En septembre 1954, le comité Radio Free Europe lança l'opération «Focus». Il avait élaboré un «programme d'opposition», largement diffusé sur les antennes de cette radio «libre». Des tracts, reprenant les grandes lignes du programme, furent lancés à partir de montgolfières. Les idées développées jouissaient de l'appui de Nagy et de ses amis, qui préconisaient une politique de capitulation: *«Autonomie régionale, privatisation de l'agriculture, syndicats libres, privatisation de la distribution et des services, développement de l'industrie légère et semi-légère»*.

Radio Free Europe inséra une rubrique spéciale sur la «résistance ouvrière». De cette manière, on insuffla une nouvelle vie à l'opposition politique. Certains, comme les leaders du petit parti des propriétaires terriens, cherchaient à nouer des liens plus profonds avec Imre Nagy. C'était le cas aussi des dirigeants réactionnaires du parti des paysans, des sociaux-démocrates, du parti démocratique et populaire. Les partisans blancs créèrent le «Parti de la Charité», dirigé par le fasciste Istvan Pentek. Associés à Imre Nagy, ils voulaient un «national-communisme» sans Moscou. Le Parti Chrétien, qui venait de voir le jour, profita des sentiments religieux d'une partie de la population pour les orienter vers la résistance contre le socialisme.

La section hongroise de Radio Free Europe était plus qu'une machine de propagande. Elle disposait également d'une division militaire, comprenant entre autres un tribunal révolutionnaire, un service secret, un bureau de «combattants de la liberté», un département «terrorisme». La coordination était assurée par l'Alliance paysanne d'anciens combattants hongrois (MHBK), dirigée par le général Zako, issu d'un ancien parti d'extrême-droite. Après l'écrasement de la République des conseils des soviets de Béla Kun en 1919, la Hongrie avait connu sans interruption des dictatures militaires. Zako recrutait ses partisans dans les milieux de ces anciens régimes répressifs.

Le 1er mars 1955, Zako avait constitué un premier groupe de combattants armés. D'anciens officiers de l'armée et des fascistes notoires formaient le noyau de ces milices contre-révolutionnaires: les «Partisans blancs», «Le sabre et la croix», la «Garde blanche», l'«Alliance des cadets», ... Un groupe comme l'«Alliance nationale» d'Istvan Dorna apprenait à manier les armes en vue d'occuper des bureaux de poste et des installations de la radio. Il dressait des listes de communistes à éliminer physiquement.

La République fédérale allemande (Allemagne de l'Ouest) était la plaque tournante de ces projets contre-révolutionnaires. Des experts américains entraînaient ces milices à espionner et à se livrer au sabotage. Des 250 groupes d'opposition illégaux, qui ont joué un rôle dans l'insurrection, les deux tiers entretenaient des liens directs avec l'étranger. Toute cette résistance était coordonnée à l'étranger, par des espions, des diplomates, des agents de toutes sortes, et stimulée par des émissions diffusées par Radio Free Europe.

Durant l'été 1956, lorsque les problèmes à l'intérieur du PC furent arrivés à leur paroxysme, la machine de propagande américaine fut capable d'en tirer parti habilement. Le 27 mars, «Radio Free Europe Committee» proclama sur ses antennes l'application de la «directive spéciale 26» comprenant trois volets importants: *«opérer diverses actions contre le socialisme... répandre l'idée que le culte de la personne est inhérent au socialisme et qu'il faut revoir tout le système... convaincre tous les partisans du monde libre que les Etats-Unis continueront à soutenir la lutte de libération»*. A partir de ce moment, tous les ingrédients étaient présents pour déclencher l'insurrection contre le régime communiste.

(1) Le Monde, 25 octobre '89.

Les voix du socialisme

Le socialisme en lutte contre le révisionnisme

(Ramiz Alia, Albanie)

Dans les pays de l'Est, en Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, RDA, Bulgarie et Roumanie, de profonds changements se sont produits. On constate que ces pays, tout en adhérant au Pacte de Varsovie, élargissent leurs liens avec l'Occident, surtout leurs rapports économiques, mais également leurs rapports politiques. Ils veulent des relations avec les partis socialistes et social-démocrates occidentaux; ils se rapprochent et souhaitent adhérer à l'Union européenne; ils raffermissent leurs liens avec la CEE, le Fonds monétaire international et d'autres institutions occidentales.

Les Occidentaux encouragent les changements politiques en Europe de l'Est, en ayant recours aux slogans évoquant les élections libres et le pluralisme politique, la création de partis et de groupes divers; ils cherchent à ruiner tout souvenir du socialisme. La propagande bourgeoise qualifie d'anachronique l'idéal socialiste. La réaction présente le communisme comme un fantôme menaçant non seulement la bourgeoisie, mais, également, le peuple.

Pour nous, les événements qui se sont produits en Europe de l'Est, ne sont pas inattendus, mais ont été prévus depuis des décennies par notre Parti. Depuis plus de trente ans, depuis l'apparition sur la scène du Khrouchtchevisme et ensuite du Brejnevisme dans les pays de l'Europe de l'Est, nous avons prédit la restauration du capitalisme dans ces pays et en avons analysé les causes.

Toutefois, dans les événements actuels, il y a quelque chose de nouveau: en Pologne, ne règne plus le parti communiste, il forme l'opposition tandis que le Solidarnosc a pris le pouvoir. En RDA, Honecker a disparu. En Tchécoslovaquie, Husak est déchu et Dubcek a réapparu et ainsi de suite. Ces événements sont lourds de conséquences et exigent de nouvelles analyses et de nouvelles appréciations idéologiques, politiques et économiques.

L'Union soviétique ne s'oppose pas aux changements de l'Europe de l'Est. Plus encore, elle les a inspirés et les a encouragés bien que, quelquefois, comme en RDA, le contrôle de la situation lui ait échappé; dans quelques autres cas, comme en Pologne, et en Hongrie, la main de la bourgeoisie occidentale a été peut-être plus présente.

Toutefois, l'Union soviétique ne tolère pas que les pays de l'Est réalisent des alliances politiques et militaires avec l'Occident, c'est-à-dire qu'ils sortent de la zone d'influence soviétique et se transforment en bastions antisoviétiques, qu'il se forme un certain «cordon sanitaire» comme avant la Seconde Guerre mondiale. Ce fut le but principal de la rencontre Bush-Gorbatchev à Malte, et ils sont arrivés à un accord à ce sujet.

Les événements à l'Est mise à part l'euphorie, ont causé quelques inquiétudes en Occident. Des problèmes politiques ont vu le jour, comme le problème allemand et celui de la position future des pactes militaires et des unions économiques. Les problèmes visant à surmonter la crise des pays de l'Est ne sont pas moins inquiétants. Toutefois, toutes les parties partagent la même idée, l'idée que ces processus doivent être encouragés, parce qu'en général ils favorisent le capitalisme.

Ce qui attire l'attention ou ce qui est caractéristique dans la situation actuelle, c'est que les événements à l'Est sont largement soutenus, voire applaudis par les masses.

Il est tout à fait naturel de poser la question : Pourquoi ces changements ont-ils eu lieu ? Comment est-il possible que la classe ouvrière, les masses soient devenues protagonistes et partisans du rétablissement du capitalisme ?

Les peuples qui ont connu le système socialiste, s'insurgent actuellement contre le régime révisionniste, sa bureaucratie, sa violence, sa stagnation économique, son état arriéré technologique, etc.

Dans les pays de l'Est, c'est la réalité, elle-même, qui a créé le fossé entre les masses et le pouvoir étatique et les dirigeants politiques. La légitimité de l'Etat socialiste a été compromise et souillée par l'hypocrisie des cliques au pouvoir. Le socialisme, les Partis communistes et les valeurs démocratiques, qui ont été instaurés après la Seconde Guerre mondiale à l'Est, n'ont pas été développés et enrichis. Le développement économique et l'émancipation sociale n'ont pas entraîné le perfectionnement de la démocratie socialiste. L'Etat, non seulement n'est pas devenu l'Etat «du peuple tout entier», mais il a été séparé du peuple, et est en opposition avec lui.

Notre Parti, quant à lui, a consacré toute son attention à la lutte contre le révisionnisme et le respect des principes du marxisme-léninisme. Les communistes albanais ont compris et ont lutté de toutes leurs forces, avec tous leurs moyens, afin que les gens comprennent le danger du compromis avec le révisionnisme. Mais la tragédie est arrivée avec Khrouchtchev et a continué. Quant à nous, en tant que communistes et internationalistes, membres de l'armée mondiale des révolutionnaires, nous avons largement contribué à ce qu'il ne se produise pas. Mais nous n'avons pas à nous réjouir du fait que nous avons tout prévu. Nous devons considérer cette tragédie avec douleur, tout en ne cédant pas au découragement.

A l'heure actuelle, nous devons tirer les leçons des événements qui se sont produits à l'Est. Nous devons poser la question et trouver la réponse: Pourquoi le révisionnisme a-t-il vu le jour ? Quels en sont les motifs objectifs et subjectifs ? Quelle en fut l'évolution ?

L'analyse doit englober les développements qui se sont produits en Union soviétique au cours d'une longue période de la pratique de l'édification du socialisme. Le camarade Enver a indiqué quelques-uns des principaux défauts du système soviétique qui ont eu leur impact sur la naissance du révisionnisme. En tenant compte de ses conclusions, chez nous on a mis au point une série de mesures pour «révolutionnariser» le Parti et toute la vie du pays.

Maintenant, après plusieurs années, les choses se sont éclaircies, et nous avons constaté les faiblesses exploitées par le révisionnisme et les armes qu'il a utilisées. Nous pouvons voir clairement un bon nombre de problèmes, et apercevoir mieux encore les mécanismes du système socialiste, qui devraient jouer un rôle important dans son renforcement, mais qui ont été négligés.

Nous avons compris qu'en Union soviétique, le bureaucratisme gagnait en ampleur et qu'il représentait un grand péril. Mais là-bas, on a lutté contre le bureaucratisme non pas en utilisant son contraire, à savoir en renforçant le rôle des masses, la démocratie socialiste, mais en renforçant l'administration, la norme législative et disciplinaire des activités du Parti, de l'Etat et de la société, en renforçant le centralisme vertical. Il n'est pas fortuit que la glasnost, c'est-à-dire la spéculation sur la démocratie, soit devenue la principale arme des révisionnistes. Un vide existait, dont ont profité avec succès Gorbatchev et les autres.

Les Soviétiques ont lutté contre le libéralisme surtout pas des méthodes administratives. En Union soviétique, on a utilisé contre le libéralisme le dogme et non la confrontation des idées et des arguments; on lui a opposé des principes généraux et non pas la solution des problèmes. Cela a créé les conditions qui ont permis à des individus et à des groupes de gens, surtout à l'intelligentsia, de se démarquer du socialisme et de faire leurs idées de la bourgeoisie. C'est ainsi que la bourgeoisie a trouvé «les dissidents», c'est ainsi que les cliques révisionnistes ont trouvé leur base sociale.

Il est nécessaire de discuter de tous ces problèmes et d'autres de même nature, afin d'y faire face, bien qu'une grande différence existe entre notre développement et celui de l'Union soviétique et des autres pays de l'Est.

L'Albanie socialiste s'est détachée du bloc de l'Est à la fin des années 60. Il faut ajouter que, même avant cette période, elle a suivi sa propre voie. Chez nous la révolution fut radicale. Le Parti communiste d'Albanie fut fondé en Albanie par les Albanais, ses dirigeants ont appris la théorie du socialisme à l'école de la lutte pour la libération nationale et sociale.

Tout au long de l'existence du camp socialiste, notre Parti a tenu compte de son expérience, mais durant tout le processus de l'édification de l'Albanie socialiste, il s'en est tenu aux conditions particulières de notre pays, à ses traditions, à son héritage matériel et spirituel, à sa psychologie nationale.

Nous disons qu'en Albanie n'apparaîtront pas les phénomènes connus à l'Est, non pas parce que les actions et les pressions de l'extérieur contre nous sont plus faibles, mais parce qu'il existe chez nous une situation interne solide. Chez nous, le pouvoir, qui est le résultat de la lutte, est demeuré le pouvoir du peuple. Chez nous, le Parti du Travail a toujours l'initiative et sa politique est en harmonie avec la volonté des masses. Les appels de l'extérieur à des changements susceptibles de nous faire dévier de notre chemin, ne trouvent chez nous aucun écho, car ils s'opposent à l'opinion et aux désirs des vastes couches de travailleurs.

C'est une grande acquisition politique de notre Parti et de notre peuple. Mais sans sous-estimer sa valeur, il faut à chaque moment penser à aiguïser la vigilance. Nous avons déclaré au 8ème Plénum du Comité Central que notre pays sera la cible de diverses pressions, le temps a totalement prouvé cette prévision. Les ennemis de l'extérieur, parmi eux, les Yougoslaves et la réaction grecque, sont les premiers à monter à l'assaut: ils ont commencé une campagne de calomnies contre notre pays. Depuis 45 ans, l'Albanie libre et indépendante, est l'objet d'attaques et de calomnies. Les divers milieux de l'Occident ont subi un cuisant échec lorsque dans notre pays a triomphé la révolution populaire et qu'ont été mises en déroute les organisations traîtres collaborationnistes «Balli kombetar» et «Legaliteti», dans les rangs desquels se retrouvaient les principaux représentants des classes exploiteuses, espoir des Anglo-américains. Ensuite, ce furent les Yougoslaves, qui ont poursuivi cette campagne, soutenus par la réaction occidentale, ils ont fait l'impossible, non seulement en ayant recours aux calomnies et à la propagande, mais aussi en expédiant vers l'Albanie des bandes d'agents subversifs, pour étouffer le pouvoir populaire. Plus tard, en 1960, ce fut l'Union soviétique: Khrouchtchev nous accusa «d'être vendu à l'impérialisme pour trente sous». Provocations, mensonges, subversion se sont maintenus jusqu'à nos jours.

Hier comme aujourd'hui, le but des organisateurs de calomnies et des attaques anti-albanaises a été et demeure la soumission de l'Albanie, la perte de son indépendance, la modification de son attitude dans ses rapports internationaux, sa transformation en un instrument afin qu'elle emboîte le pas à la bourgeoisie.

Nos ennemis sont voués à l'échec. Nous défendrons notre liberté, notre indépendance et nos acquisitions conquises par la lutte, comme notre bien le plus précieux en utilisant tous les moyens et sans aucune hésitation. Notre peuple a choisi lui-même le chemin de son développement. C'est lui et seulement lui qui sait ce qu'il faut faire, pour que le processus de l'édification socialiste marche toujours de l'avant. En Albanie, seul le peuple est maître de ses destinées.

Dans la situation présente, il faut premièrement redoubler partout de vigilance et intensifier l'activité politique et de propagande, dans le pays, mais aussi vers l'étranger. Les camarades des Comités du Parti, ceux de la propagande, de la presse et de la radio-télévision, doivent y penser sérieusement, parce que cette tâche ne peut pas être menée à bien par des slogans et des arguments rebattus, et en ayant recours à un style formel bureaucratique. (...)

Une autre direction importante de notre travail est la réalisation des tâches économiques. Pour cela, il ne faut pas des paroles et des promesses, mais il faut travailler, il faut un grand engagement de tout le monde. Nous devons à tout prix réaliser les plans relatifs à la nourriture du peuple et à son habillement

Aucune difficulté n'existe pour que nous ayons un marché abondant de légumes, de lait, et de viande, aucune justification n'est valable pour quelque pénurie que ce soit. Les décisions que nous avons fixées, nous devons les appliquer résolument, et même trouver des possibilités pour les dépasser. (...)

Nous pratiquons une politique de paix et de collaboration amicale avec les autres pays. Cela a été et demeure notre ligne de conduite. Nous n'avons pas aimé l'isolement, et n'en voulons pas. L'isolement, l'enfermement comme dans une citadelle assiégée, n'a pas été et ne représente pas notre ligne politique. Ce sont les ennemis de l'Albanie qui le souhaitent. C'est pourquoi notre attitude relative au monde extérieur doit être active, au niveau de la coopération politique, culturelle et économique. Nous souhaitons la paix et l'amitié avec nos voisins et dans les Balkans, mais nous nous intéressons aussi aux problèmes de l'Europe et aux rapports avec tous ceux, qui répondent à notre amitié par leur amitié.

(...)

La «révolutionnarisation» du Parti est indispensable à la lutte contre les influences et les manifestations étrangères pour garder purs le Parti et le pouvoir populaire, les communistes et les cadres.

Nous avons discuté de ces questions au 8ième Plénum du Comité Central du Parti. Nous revenons aux décisions de ce plénum pour deux motifs. Premièrement, encourager leur application totale à des rythmes accélérés, afin de ne pas laisser le terrain libre au bureaucratisme et au libéralisme, à l'indifférence et à la passivité. Deuxièmement, parce qu'au cours du processus d'application des décisions du 8ième Plénum, diverses propositions ont été faites visant à les perfectionner en fixant de nouvelles mesures, qui permettront d'accentuer davantage le rôle des masses, la participation large et active de toutes les couches du peuple, surtout celle de la jeunesse, dans l'édification socialiste du pays.

Le renforcement du Parti doit constituer notre tâche constante. Le Parti est la force dirigeante. A lui sont liés le présent et l'avenir non seulement du socialisme, mais aussi de la liberté et de l'indépendance de la patrie.

(...)

Dans les pays de l'Est européen, le socialisme a été rejeté sous le slogan «se libérer du monopole du parti communiste», pluralisme qui donnerait soi-disant prospérité et démocratie. Nous sommes pour l'hégémonie du Parti du Travail en étant conscients que c'est une condition fondamentale pour l'édification socialiste, qui s'accorde avec les circonstances objectives de notre pays. (...)

Vu les conditions historiques de notre pays, les appels de la bourgeoisie internationale au pluralisme des partis veut dire soit la résurrection du «Balli kombetar» et du «Legaliteti», soit la création d'organisations politiques, anti-socialistes et anti-nationales. Cela ne serait pas une expression de la démocratie, mais un moyen d'affaiblir l'unité nationale et la création des conditions pour la destruction du socialisme.

Ne pas avoir plusieurs partis, est selon la bourgeoisie, un manque de démocratie. C'est faux. Chez nous, il n'y a pas plusieurs partis, mais le libre débat, la solution des problèmes du peuple par voie démocratique au cours des réunions de village, des assemblées, des conseils d'arbitrage, etc. C'est une ancienne tradition. En se nourrissant de la sagesse du peuple, notre Parti a élevé plus haut cette tradition. Il a instauré la participation directe des masses à la discussion et à l'application des plans de développement économique et culturel, à la discussion de chaque problème qui intéresse le peuple. Et cela se matérialise grâce aux diverses organisations et associations, telles le Front démocratique, l'Union de la jeunesse, l'Union des femmes, les Unions professionnelles, les organisations des vétérans, l'Union des écrivains, les Associations de scientifiques, etc.

Evidemment, nous ne sommes pas entièrement satisfaits de la situation actuelle. L'approfondissement de la ligne de masse qui constitue l'essentiel de notre démocratie socialiste, doit être au centre de l'attention. Le développement de la démocratie dans le Parti est la condition fondamentale pour y parvenir.

(...)

A la suite de la discussion au 8ème Plénum, il faut préciser les directions à suivre pour «révolutionnariser» davantage le travail du Parti.

1. En ce qui concerne le renforcement du lien du Parti avec les masses et la «révolutionnarisation» de sa vie intérieure, je pense que le Comité Central doit transformer en décision obligatoire l'idée plusieurs fois soulignée par le camarade Enver, que les réunions des organisations de base du Parti soient ouvertes, sauf cas très particuliers. Il faut rendre public l'ordre du jour et permettre aux travailleurs du centre concerné qui le souhaitent de participer activement aux réunions.

En organisant des réunions ouvertes, l'activité et les décisions des organisations de base seront mieux placées sous le contrôle des masses travailleuses, tandis que les communistes prendront leurs responsabilités devant le peuple. En même temps, ils auront le soutien des masses quand ils seront à l'avant-garde de l'application des décisions du Parti. Au contraire, ils se heurteront à la pression et à la critique des masses, s'ils ne sont pas actifs et exemplaires. Les réunions ouvertes sont une école non seulement pour les communistes, mais aussi pour les masses travailleuses, qui seront liées plus étroitement au Parti.

2. Il faut perfectionner davantage l'élection et la nomination des spécialistes et des cadres. Il faut créer des conditions réelles afin de désigner dans les organes du Parti et du pouvoir les gens les plus aptes et les plus dévoués, ouvrir la voie à la promotion aux postes de responsabilités et aux organes élus aux jeunes, énergiques et compétents. Cela implique un changement de concepts et de procédures pour la nomination et la gestion des cadres. (...)

3. Intensifier encore plus la lutte contre le bureaucratisme est une condition sine qua non de la consolidation de notre démocratie socialiste. Cette lutte ne peut réussir qu'en renforçant sans discontinuité le rôle des masses. C'est le seul remède contre le bureaucratisme et contre toute autre manifestation anti-socialiste. Il faut en finir avec tous les aspects du bureaucratisme au plus vite.

Le Parti et le camarade Enver ont souvent souligné que les masses doivent se considérer à tout moment et dans chaque domaine de l'activité sociale comme un facteur créateur d'importance décisive. Cela est appliqué lorsqu'elles participent à l'élaboration et à la concrétisation des plans, mais cela est réalisé totalement là où est appliqué le principe, donnant sur tous les aspects de la société à la classe ouvrière, le rôle dirigeant. Un important facteur allant dans ce sens est le renforcement du contrôle ouvrier. Voici une autre mesure révolutionnaire, entravée par le bureaucratisme. Il est du devoir du Parti et des Unions professionnelles de mettre en pratique cette arme irremplaçable dans la lutte contre le bureaucratisme, le favoritisme, les détournements, l'arrogance et les diverses injustices. Et cela ne peut être réalisé que si l'on donne des compétences totales au contrôle ouvrier sur toute personne et toute chose.

Le pouvoir appartient à celui qui a le droit de prendre des décisions. Il n'y a pas de pouvoir sans compétences. S'il ne reste à la classe ouvrière que le droit de faire des propositions et des suggestions, elle s'éloignera du pouvoir. Donc, il y a toute une série de prérogatives qui doivent être transférées des appareils et des bureaux de cadres aux collectivités, aux organisations de masses, aux conseils et aux rédactions.

La lutte contre le bureaucratisme doit être menée sans discontinuité. Il est donc nécessaire que les organes de Parti et surtout du gouvernement donnent plus de compétences à la base, en limitant la

gestion centralisée là où elle est inutile, en abandonnant les tendances à concentrer le plus possible de problèmes. On doit s'attaquer à la rééducation des employés et des salariés, à la réduction du personnel des appareils administratifs, etc. Il faut déterminer clairement les devoirs des appareils, afin de ne pas porter atteinte au rôle et aux fonctions des organes élus. Il faut mieux définir dans les élections le rapport entre les communistes et les non-communistes.

4. La «révolutionnarisation» de la vie du pays et le perfectionnement de notre démocratie socialiste doivent mener à l'application et au perfectionnement de la législation socialiste selon le stade de développement de notre société. (...)

La ligne générale et la politique économique du Parti, vise à l'édification de la société socialiste, sans exploitation de l'homme par l'homme, d'un ordre qui garantit l'indépendance de la patrie et enrichit sans cesse la vie des masses. Les résultats sont connus. Mais les développements futurs ont rendu impératif le besoin de revitaliser plus encore les forces motrices de notre système social par le biais de l'approfondissement de la ligne de masse et du perfectionnement du mécanisme de l'économie.

La ligne constante du Parti a été et est que les larges masses travailleuses, dans la production et sur tous les fronts, sont les forces dirigeantes, leur initiative et leur contribution représentent le facteur déterminant de l'élaboration et de l'application des mesures politiques dans tous les domaines. Le peuple est le maître du pays et des destinées du socialisme parce qu'il réalise et gouverne dans le même temps. Dans chaque travail, grand ou petit, ces deux aspects de la maîtrise du pouvoir doivent aller de pair et au même rythme. C'est le trait fondamental de l'ordre socialiste. Le centralisme inutile, les manifestations de formalisme et de routine, entravent le progrès du socialisme. (...)

Dans les phases de développement intensif, qui domine notre économie, où la qualité, le rendement, l'efficacité, le progrès technique et scientifique ont la priorité, il est nécessaire d'en perfectionner les éléments constitutifs. On doit se débarrasser rapidement des éléments anciens, des pratiques inefficaces. Parallèlement, il faut corriger les défaillances et les défauts, etc. Evidemment, c'est une question difficile. Grâce à notre expérience et aux pratiques des autres, nous avons appris comment il ne faut pas agir, tandis que pour préciser comment il faut avancer, il est nécessaire de faire des propositions sur base d'une réflexion approfondie.

En cherchant à perfectionner le mécanisme économique, nous ne renonçons pas à la centralisation démocratique, ni à la planification socialiste, ni aux besoins sociaux qui ont une importance vitale pour le peuple. Donc, il ne faut pas nous laisser intimider par la nécessité des changements. Au 8ème Plénum, on a souligné que nous édifions une société nouvelle, par conséquent, il peut arriver que nous ne frappions pas toujours juste. Mais la timidité ne doit pas nous rendre passifs. Cela ne convient pas au style de notre Parti, qui n'a jamais hésité dans la recherche de solutions et de chemins nouveaux. Nous sommes innovateurs parce que notre science, elle aussi, le marxisme-léninisme, se distingue dans son essence par l'esprit créateur.

Extraits du discours prononcé par le secrétaire-général du Parti du Travail d'Albanie Ramiz Alia au 9ème Plénum du Comité Central du PTA (22 janvier 1990).

L'Histoire va en zigzag

(Joachim Raabe, Allemagne de l'Est)

Les voilà re-confirmées, les paroles de Lénine: «L'histoire va en zigzag et fait des détours». L'histoire est une dame capricieuse au caractère compliqué: parfois difficile à saisir, sujette au hasard et pourtant elle suit avec constance son chemin. Il n'est pas mauvais d'habiller un peu l'histoire de cette façon anthropomorphe, car après tout ce sont des êtres humains qui la font. Ceci est évidemment une banalité, mais seuls les marxistes ont tiré toutes les conséquences de cette constatation, en élaborant la théorie matérialiste (moniste) de l'histoire. Marx l'a résumée ainsi dans sa préface à son oeuvre paru en 1859 «Critique de l'économie politique»: «Le système de production de la vie matérielle détermine le déroulement social, politique et spirituel de la vie. Ce n'est pas la conscience des gens qui détermine leur existence, mais inversement c'est leur existence sociale qui détermine leur conscience». Les rapports économiques s'entremêlent avec les rapports politiques et spirituels pour former un organisme, une formation sociale. La lutte des classes culmine lorsque les rapports ont mûri, en des révolutions politiques et sociales qui mènent au remplacement des rapports de force et des formations sociales existants par des nouveaux. C'est dans cette suite de formations que s'expriment les lois fondamentales de l'histoire. Ainsi se matérialise dans l'oeuvre des masses populaires le progrès historique, le développement de la société humaine.

Mais l'objectivité des lois historiques n'exclut pas le rôle du hasard, et les nécessités économiques (la détermination) ne signifient pas que chaque événement provienne en droite ligne des rapports économiques. L'existence sociale n'explique pas directement (ni tous) les mouvements et les contenus de la conscience. Il y a aussi production de conscience fausse. Les idéologies mènent en une certaine mesure une vie propre, et tout comme les attitudes liées à elles, elles peuvent survivre pendant longtemps aux rapports sociaux précis qui les ont produites. Le matérialisme historique ne réduit pas des procès compliqués à un schéma simpliste; il met à nu les cohérences fondamentales des processus historiques mondiaux reliés entre eux. Friedrich Engels lui-même s'est à plusieurs reprises opposé à des simplifications de la conception matérialiste de l'histoire (voir par exemple sa lettre à Joseph Bloch du 21 septembre 1890).

Accélération énorme des processus planétaires à l'heure actuelle

Dans leur écrit de jeunesse «La Sainte Famille ou la Critique de la critique», Engels et Marx formulèrent la constatation suivante: «L'action historique s'approfondit dans la mesure où augmentent les masses qui réalisent cette action». Le processus historique actuel est précisément caractérisé par l'en-régimentation de masses humaines toujours plus grandes et par une énorme accélération due au développement ultrarapide des forces productives. La scène mondiale comporte des avancées, des stagnations et des reculs; des régions entières, telles que l'Afrique, essaient de rattraper leur retard et voient les distances s'agrandir; autant le capitalisme que le socialisme connaissent des événements fort contradictoires; il y a des crises de toutes sortes. Il y a interpénétration de la révolution scientifico-technique, de la nécessité de transformation des structures économiques et politiques internationales, et de problèmes à l'échelle mondiale tels que le surarmement et la mise en danger de la vie sur le plan écologique. Il n'est vraiment pas facile de s'orienter ces temps-ci.

Et la bourgeoisie continue à ne mesurer l'histoire mondiale qu'à travers elle-même. Tout ce qui ne correspond pas à ses propres intérêts de classe est dénoncé comme déviation du droit chemin. La première cible est évidemment le socialisme. La révolution socialiste serait une interruption regrettable et inutile d'un développement historique, et devrait pour cette raison être combattue. Le désir de se débarrasser à nouveau du socialisme mène régulièrement à le déclarer tout simplement mort. Un exemple: lorsque le ministre de la RFA Norbert Blum visita "Solidarnosc" en Pologne, il proclama violemment: «Marx est mort, Jésus est vivant ! » Ce n'est pas la première fois qu'on déclare le socialisme mort, en particulier lorsqu'une révolution se trouve dans une situation difficile ou, comme c'est le cas maintenant, dans une crise. Mais le désir bourgeois d'un monde sans socialisme est une

chose, l'approche scientifique de la question des fondements du socialisme en est une autre, tout à fait différente.

Nous savons tous que le capitalisme a créé un marché mondial. Ce développement économique a mené à la soumission du reste du globe terrestre. L'Europe formait le centre, et le reste du monde était la périphérie, voilà de quoi avait l'air le monde structuré à la façon capitaliste. La transition au stade impérialiste donna naissance à des centres fort éloignés: d'abord les Etats-Unis, puis, à notre époque, au centre japonais. Mais il resta une énorme périphérie, appelée de nos jours le "Tiers Monde". L'appétit accru du capital financier pour les profits engendra des menaces toujours plus fortes contre l'humanité: guerres mondiales, sous-développement, endettement. Des changements fondamentaux sont donc absolument nécessaires.

Jeter le socialisme aux poubelles à cause de la crise ?

Mais jusqu'à présent, le capitalisme ne montre pas de volonté (c'est dans sa nature) de réformer dans un sens démocratique les structures internationales qu'il a établies. Les intérêts du capital financier et la puissance impérialiste sont côtés plus haut, que par exemple, la lutte contre l'angoissant déclin économique du prolétariat mondial. Ainsi se reproduit alors évidemment en permanence la nécessité d'une société humaine mondiale libérée du diktat du profit. L'alternative socialiste reste à l'ordre du jour comme solution d'avenir, comme nouvel ordre international.

Et dans le cadre national ? Il n'y a pas de révolutions en vue dans les grands pays capitalistes. Mais leurs contradictions internes engendrent à chaque fois des mouvements de masse qui revendiquent la justice sociale, du travail pour tous, un enseignement égal pour tous etc. Le plus souvent ces mouvements sont liés à des illusions réformistes sur la possibilité de réaliser de toutes ces revendications dans le cadre du capitalisme monopoliste. Mais si ces illusions éclatent comme un ballon ? Le monde peut-il vivre sans une société réunissant de façon permanente sécurité sociale et motivation de travailler, ce qui est prévu dans la conception humaniste du socialisme ?

La conception telle qu'elle a existé jusqu'à présent n'a réalisé cet objectif que partiellement et de façon déformée en plus. A présent le socialisme prend un nouvel élan. S'agit-il d'une anomalie de l'histoire ? Lénine était d'un autre avis. En 1921 il écrivait dans l'article «Sur la signification de l'or, maintenant et après la victoire accomplie du socialisme»: «Compléter, transformer, recommencer du début, il nous faudra faire tout cela plus d'une fois. Chaque pas que nous avançons et nous élevons dans le développement des forces productives et de la culture cela doit s'accompagner d'une élaboration et d'une transformation plus poussées de notre système soviétique, et nous nous trouvons à un niveau économique et culturel fort bas. Bien des transformations nous attendent encore, et ce serait bien le comble de l'insensé que de s'en offusquer (si ce n'est pas quelque chose de pire que de l'insensé)».

Le socialisme n'est pas mort. Ses fondements sont trop profondément ancrés dans la société pour être éliminés, et ils se trouvent constamment alimentés par les contradictions du système capitaliste mondial. L'humanité, comme le dit Marx dans sa préface à la «Critique de l'économie politique», «ne se fixe que des tâches qu'elle est en état de mener à bien, car en y regardant de plus près on trouvera toujours que la tâche ne devient évidente que lorsque les conditions matérielles de son exécution sont déjà présentes ou au moins sont en train de se constituer». Demain plus encore qu'aujourd'hui, c'est cela qui déterminera la perspective, la direction prises par les événements mondiaux. A l'heure actuelle il manque encore au socialisme les moyens économiques pour exécuter pleinement sa tâche historique. Cette contradiction donne lieu à bien des paradoxes, des surprises, y compris la possibilité qu'un pays déjà socialiste, touché par une crise, croie trouver son salut dans un retour à l'étape capitaliste. On ne devrait jamais parler trop vite de l'irréversibilité d'un développement.

Pas d'avancée linéaire simple

Des châteaux de sable, voilà ce que sont tous les espoirs des forces petites-bourgeoises, à l'Ouest comme à l'Est, qui espèrent trouver une troisième voie entre le socialisme et le capitalisme, en évitant les défauts capitalistes et les manquements du socialisme. Les formations sociales ne se présentent en général pas sous une forme simple; il arrive, surtout au début, qu'elles contiennent des éléments des sociétés précédentes, qui n'attendent que certaines circonstances pour se régénérer ou pour être régénérés; mais une synthèse des deux formations socio-économiques reste illusoire, car elle contrevient au fait objectif que chaque type de société a ses propres lois objectives. Tout simplement, le capitalisme ne se laisse pas sociabiliser ni humaniser, et on ne peut pas faire briller plus fort le socialisme à l'aide de mécanismes capitalistes.

Dans le cadre national il n'est pas rare que coexistent des éléments de systèmes économiques différents; au niveau planétaire la règle est aux périodes plus longues qui voient les formations socio-économiques lutter entre elles. A présent ce sont le capitalisme et le socialisme qui influencent le cours de l'histoire et qui s'influencent mutuellement. Parfois c'est l'un qui fait beaucoup de remous, parfois l'autre est en avance. Il n'y a donc pas de mouvement linéaire simple vers le nouvel ordre mondial. Ce que Marx et Engels constataient pour des pays isolés est apparemment également valable pour l'actualité mondiale: les lois objectives historiques peuvent se réaliser parfois de façon fort claire, parfois bien plus confusément, chevauchées pendant de longues périodes par d'autres tendances dans un processus douloureux. A la longue, c'est toujours la formation sociale la plus progressiste qui a le dessus comme nouvelle tendance fondamentale de l'histoire mondiale, et la «formation la plus progressiste» n'est pas synonyme de «solution de tous les problèmes».

Ne noircissons pas simplement les taches blanches

Dans ce contexte, le renoncement des politiciens et des théoriciens du SPD à la notion du progrès, renoncement confirmé d'ailleurs dans le dialogue mené avec le SED (NDT: Rappelons que le SED s'est transformé en décembre 89 en SED-PDS !), a un profil réactionnaire. De la part du SPD il ne s'agit en effet pas simplement des soucis justifiés causés par les effets menaçants et négatifs du développement moderne des forces productives (la croissance économique et technique) pour l'homme et la nature, mais le démontage (donc la non-redéfinition) de la notion du progrès est enraciné en des bases politiques et philosophiques. Cela inclut l'affirmation que le socialisme n'a plus de sens comme alternative.

L'introduction de la notion du progrès dans l'histoire a été révolutionnaire, son élimination est un acte anti-révolutionnaire. Et il faut également considérer comme une attaque contre la notion du progrès l'approche historique qui est devenue à la mode dans l'éclaircissement des taches blanches de l'histoire du socialisme. Beaucoup d'historiens et de journalistes dans les pays socialistes ne remplissent ces taches blanches que d'encre noire, couleur qu'ils choisissent d'ailleurs en général pour décrire l'histoire du socialisme. Aucune trace ne reste d'une approche dialectique - par exemple du champ de tensions entre les nécessités historiques et la propre volonté d'agir - et la méthode historique matérialiste est déformée.

Rappelons-nous pourtant comment Marx, par exemple, estimait le développement du capitalisme comme un grand progrès historique, tout en mettant à nu la barbarie de l'accumulation primitive du capital, de l'exploitation et de la paupérisation des masses. Et on peut se référer encore à une autre contradiction, bien vieille et en même temps fort actuelle: à savoir «que précisément dans un parti révolutionnaire la tradition est une puissance forte, qu'il est moins confortable de ne pas s'y conformer, et pourtant c'est une nécessité, comme l'exprimait Franz Mehring déjà en 1899 dans la postface à son oeuvre «Sur le matérialisme historique». Examinons l'histoire du socialisme jusqu'à présent. Il tend au bien-être commun et ne peut évidemment le réaliser que par le bien-être de chacun. Cela produit une contradiction entre la pensée des catégories sociales et égoïstes. Chez certaines couches de la population, ce sont ces dernières qui prennent le dessus, ce qui mène au déclin des valeurs socialistes. Donc, encore une contradiction entre existence et conscience.

L'unique méthode scientifique est de montrer le processus de l'histoire dans toutes ses contradictions. Cela inclut autant l'analyse des contradictions encore ouvertes, comme dans le cas de la politique stalinienne, que le rappel des contradictions des profondeurs de l'histoire. Elle ne se laisse pas dévoiler dans ses tendances par des descriptions de situations ni par des comptes rendus de faits. Les situations peuvent changer relative ment rapidement, du négatif au positif et inversement, sans que pour cela cette tendance historique soit infléchie. C'est pourtant ce mélange de deux aspects bien différents qui conduit des historiens, politiciens et journalistes bourgeois à déduire la mort du socialisme à partir de l'instant actuel.

Le besoin du long souffle de la révolution

En regardant les conditions de vie dans l'Allemagne du 19^{ème} siècle, Engels écrivait: «Les conditions mesquines engendrent les conceptions mesquines, et quelqu'un qui vit en Allemagne a donc besoin de beaucoup d'intelligence et d'énergie pour être capable de voir par-delà l'immédiat et pour garder à l'oeil la grande cohésion de tout ce qui se passe dans le monde, et pour ne pas tomber dans cette présomptueuse "objectivité" qui ne voit pas plus loin que le bout du nez et qui est donc la subjectivité la plus bornée, même si elle est partagée par des milliers de gens» (lettre à Edouard Bernstein du 25 janvier 1882). Précisément, il existe un lien d'importance historique entre le socialisme et le renouveau des rapports de force à l'échelle planétaire: il s'exprime dans la nécessité de sauvegarder la planète d'une destruction massive ou même complète. Ce fut le socialisme qui ouvrit la perspective de mettre un terme à la «préhistoire de l'humanité» avec ses guerres et ses bains de sang.

Une des spécificités du processus historique est aussi que dans certaines circonstances l'épuisement s'empare d'une partie des masses révolutionnaires et donne lieu à des sentiments difficiles à définir. Ainsi, Mehring que nous avons déjà cité, remarqua un certain «épuisement et fatigue qui se sont répandus au sein du prolétariat allemand après douze ans de combats ininterrompus sous la Loi Antisocialiste, lors d'une certaine trêve dans les attaques et persécutions ennemies, à l'occasion enfin de la durée relativement longue de la relance économique». Le problème de chaque révolution est aussi de veiller à ce que son souffle et son énergie de renouveau ne s'éteignent pas trop vite et à ce que les gens ne se mettent pas à fuir les efforts du début pour rejoindre l'autre côté, là où se trouvent les bataillons économiques plus forts jusqu'à présent.

Pourtant, le socialisme a déjà apporté tant de progrès et montré tellement de perspectives, nationalement et internationalement à des peuples déterminés comme à l'humanité entière, qu'un monde sans socialisme serait catastrophique, et cela non seulement d'un point de vue communiste. Karl Marx formula la position du matérialisme historique dans ses «Thèses sur Feuerbach», en soulignant «Le vieux matérialisme se base sur la société bourgeoise, le nouveau sur la société humaine ou l'humanité sociale».

(Paru dans «HORIZONT», n° 1211989 - mensuel de politique internationale du SED, Traduction: Yvan GROS-JEAN)

L'orientation de la réforme et de l'ouverture

(Wu Shuging, Chine)

Depuis la mise en vigueur de la politique de réforme et d'ouverture en Chine en 1978, on a vu s'exprimer deux opinions divergentes sur l'orientation de la réforme et l'ouverture.

Selon l'opinion du Parti communiste représentée par Deng Xiaoping et de la majorité du peuple chinois, la Chine doit poursuivre la réforme et l'ouverture, mais celles-ci doivent rester fidèles à l'orientation socialiste à savoir les quatre principes cardinaux: le socialisme, la dictature de démocratie populaire, la direction du Parti communiste, le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong. L'objectif en est de perfectionner et développer le socialisme.

Quant à l'opinion d'un petit nombre d'adeptes du libéralisme bourgeois, elle est tout autre. De connivence avec les forces internationales hostiles au socialisme, certains tenants obstinés du libéralisme bourgeois s'opposent résolument aux quatre principes cardinaux et vont jusqu'à préconiser l'«occidentalisation intégrale» de la Chine; sous prétexte de réforme et d'ouverture, ils veulent engager la Chine dans la voie capitaliste en faisant d'elle un pays inféodé au capitalisme international.

Ces deux opinions s'opposent l'une à l'autre depuis dix ans, et il est probable que cette situation continuera dans l'avenir. Il est donc nécessaire d'étudier certains problèmes qui y sont relatifs.

L'objectif de la réforme et de l'ouverture

Ces dernières années, on constate que les forces qui rêvent de transformer la Chine en un pays capitaliste sous prétexte de réforme et d'ouverture procèdent ainsi: elles accusent les gens qui prônent le socialisme d'être des «conservateurs» et «des éléments opposés à la réforme», et qualifient ceux qui ont abandonné les quatre principes fondamentaux et s'opposent à ceux-ci de «réformateurs» et d'«élites de la société». Ce procédé a trompé les gens préoccupés de la réforme et de l'ouverture mais manquant d'expérience politique et de capacité d'analyse. Cela nous a appris qu'il nous fallait absolument bien comprendre la nature et l'objectif de la réforme et de l'ouverture auxquelles les pays socialistes procèdent actuellement.

Pourquoi la Chine socialiste poursuit-elle la politique de réforme et d'ouverture ? C'est après avoir fait le bilan de l'expérience historique de trente années de pratique du socialisme en Chine et dans les autres pays socialistes que l'on a formulé cette politique. Si les pays socialistes ont introduit la réforme et l'ouverture, c'est parce que le socialisme est un système capable de se développer et de se perfectionner sans cesse et non parce qu'il possède des tares innées insurmontables et nécessite une transformation fondamentale. Il faut qu'il régularise consciencieusement d'après les forces productives actuelles et le besoin d'améliorer davantage les rapports de production mal adaptés aux forces productives et la superstructure qui répond mal à la base économique. Le socialisme n'est pas un système isolé du reste du monde, il fait partie du système économique du monde actuel. C'est son besoin et son devoir de développer ses relations économiques et techniques avec tous les pays du monde afin de promouvoir la prospérité commune. C'est la raison pour laquelle les pays socialistes ont mis en oeuvre la politique de réforme et d'ouverture.

La nature et le but de la politique de réforme et d'ouverture dans les pays socialistes sont de favoriser le perfectionnement et le développement du système socialiste et non de revenir au capitalisme. Il n'est donc point question pour les vrais réformateurs dans les pays socialistes de porter atteinte au socialisme au cours de la réforme et de l'ouverture.

Ce qui mérite l'attention, c'est que certains membres de l'«élite», tenants obstinés du libéralisme bourgeois, ont prêché sans cesse que la réforme économique chinoise devait aboutir à la «privatisation», et la réforme politique au «pluralisme» et au «pluripartisme». De toute évidence, ça ne

va pas, parce qu'il ne s'agit pas là d'une réforme socialiste; au contraire, la Chine socialiste reviendrait alors au système capitaliste. C'est absolument inadmissible pour les Chinois.

Contre les deux arguments en faveur de la théorie de la «privatisation»

Quand les «élites» préconisent la «privatisation», elles présentent deux arguments. Premièrement, disent-elles, les pays développés et pays ou unités territoriales nouvellement industrialisés ont tous adopté la propriété privée; en revanche, les pays en voie de développement ou sous-

L'orientation de la réforme et de l'ouverture développés sont tous ceux qui ont mis en oeuvre la propriété publique. Deuxièmement, l'efficacité naît de la propriété privée; avec la propriété publique, comme personne ne se soucie du développement économique, l'inefficacité règne partout. Ces deux soi-disant arguments ont séduit un certain nombre de gens. Mais en réalité, ils ne tiennent pas debout.

D'abord, du point de vue de l'histoire et de l'actualité du développement mondial, la propriété publique n'est pas vouée à un développement moins rapide que celui de la propriété privée. Certes, certains pays ou unités territoriales de propriété privée ont vu, à une certaine période, leur économie progresser plus rapidement que celle de ceux de propriété publique. Pourtant, cela ne peut pas prouver que les premiers se développent dans l'absolu de façon plus accélérée que les seconds. Comme on l'a bien constaté, parmi les pays en voie de développement devenus indépendants après la Seconde Guerre mondiale, la majorité ont choisi la voie capitaliste, sauf la Chine, et quelques autres pays qui se sont engagés dans la voie socialiste. Bien que ces derniers aient été confrontés à l'agression des forces impérialistes ainsi qu'à l'embargo et au blocus occidental après la victoire de la révolution, la croissance de leur économie s'est révélée beaucoup plus spectaculaire que celle de la plupart des pays de propriété privée. A cet égard, l'exemple de 40 ans de développement chinois est éloquent. L'expansion économique chinoise et l'amélioration du niveau de vie du peuple chinois s'avèrent sensibles par rapport à ce qui était le cas dans le passé et même peuvent s'égaliser avec bien d'autres pays. Cela démontre tout au moins que l'opinion selon laquelle seule la «privatisation» peut développer l'économie est sans fondement.

Dans le monde actuel, il est vrai que les pays les plus développés sur le plan économique ont adopté la propriété privée. Mais si l'on fait une analyse, on distingue deux sortes de cas: les pays en question sont souvent des pays capitalistes en train de se développer depuis plusieurs siècles ou au moins plus de cent ans, ce sont aussi parfois des pays ou unités territoriales industriels jeunes et prometteurs comme les «quatre petits dragons» (Singapour, la Corée de Sud, Hongkong et Taiwan).

En ce qui concerne les pays capitalistes, leur économie existe de longue date, et ils ont développé leur économie grâce au pillage et à l'exploitation du monde entier. Pendant la période de l'expansion coloniale, ils ont pillé quantité de richesses des colonies ou semi-colonies et des pays vassaux. Aujourd'hui, grâce à leur supériorité économique et technique, avec échanges à parité inégale, aux relations de dettes, et aux sociétés multinationales et aux groupes monopolistes, ils continuent à exploiter les pays sous-développés. Après la Seconde Guerre mondiale, l'écart entre le Sud et le Nord s'est creusé, et non réduit. C'est la raison pour laquelle tous les pays en voie de développement revendiquent l'établissement d'un nouvel ordre économique international afin d'en finir avec les relations économiques internationales actuelles irrationnelles et combattent inlassablement pour atteindre ce but.

Les pays socialistes actuels étaient presque tous des pays où le capitalisme n'était pas suffisamment développé ou était seulement moyennement développé avant la victoire de leur révolution. Leur niveau économique et technique était donc fort inférieur à celui des pays capitalistes. Comme le point de départ n'était pas le même, ces pays n'ont pu rattraper en quelques dizaines d'années les pays développés, où depuis plusieurs siècles l'économie se développait, même si la propriété publique socialiste se montre de beaucoup supérieure.

De même, on doit analyser concrètement le cas de certains pays ou unités territoriales nouvellement industrialisés. Leur développement s'est fait dans des conditions particulièrement favorables. Bien sûr, une partie de ce qu'ils ont fait mérite d'être imité. Mais si l'on conclut de ces seuls exemples que la propriété privée est supérieure à la propriété publique, ce n'est pas une attitude scientifique.

L'industrialisation et la modernisation chinoises se basent sur une économie et une culture fort arriérées. Adopter la propriété privée, c'est pratiquer l'accumulation originelle capitaliste. Or, la Chine n'a pas réuni les conditions historiques à l'époque où l'Europe, les Etats-Unis et le Japon procédaient à l'accumulation originelle du capital. Si l'on optait pour la privatisation, cela réduirait le peuple chinois à la misère noire; et comme il n'est pas facile de développer un pays dans le monde actuel où la concurrence est tellement âpre, la Chine ne finirait que par devenir un pays dépendant du capitalisme occidental, le peuple chinois par être réduit en esclavage à la fois par le capital international et la classe exploiteuse chinoise.

Ensuite, la propriété privée est-elle plus efficace que la propriété publique ? Selon «les élites», ce n'est que lorsque les moyens de production font partie de la propriété personnelle que l'on prête attention à la façon dont on les utilise pour les faire produire. Cependant, dans une société de propriété publique, les moyens de production n'appartiennent en réalité pas à ceux qui les utilisent, et tout le monde cherche à se procurer des avantages plutôt que de penser comment les utiliser pour les faire produire davantage. Si cette thèse tenait debout, la propriété privée serait alors le système le plus efficace pour faire progresser l'économie, car ce n'est qu'alors que les moyens de production appartiendraient aux particuliers. Dans la société de propriété privée capitaliste, les travailleurs ont perdu leurs moyens de production, et sont devenus des esclaves salariés vendant leur force de travail. Pourtant, le fait est que, détruite par la propriété privée capitaliste, la propriété privée a été inféodée à l'économie capitaliste. L'histoire économique révèle que, plus la production se socialise, moins les moyens de production sont des propriétés privées. Et même, la propriété capitaliste prend de plus en plus la forme de sociétés par actions, de groupes monopolistes et de monopoles d'Etat en rejetant la forme classique de propriété des capitalistes particuliers.

L'opinion selon laquelle seule la propriété privée peut donner une force motrice et une vitalité à l'économie a déjà été contredite par Marx et Engels. Dans le Manifeste du Parti communiste, ils ont critiqué les lieux communs des savants bourgeois selon lesquels à l'abolition de la propriété privée succéderait la chute de la société due à la fainéantise, en disant que, si cela était, il y a beau temps que la société bourgeoise aurait succombé à la fainéantise, puisque, dans cette société, la grande majorité des gens ont été depuis longtemps privés de propriétés personnelles et sont devenus des prolétaires n'ayant rien d'autre que leur force de travail.

En effet, les gens qui se livrent aux activités économiques ne sont pas seulement contraints par les intérêts économiques, mais aussi par des autres facteurs économiques. Sous le régime de la propriété privée, les travailleurs ayant perdu leurs moyens de production travaillent sous la menace du bâton ou de la faim. Dans les entreprises capitalistes actuelles, notamment les grandes entreprises, les responsables qui assurent le fonctionnement de l'entreprise sont souvent des gérants embauchés par le conseil d'administration plutôt que les propriétaires de l'entreprise. Ce n'est pas parce que l'entreprise leur appartient qu'ils se soucient de la façon dont on utilise les moyens de production et de leur accroissement; ce sont d'autres motifs économiques ou non-économiques qui les poussent. Il en va de même pour les salariés: l'entreprise n'est pas leur propriété personnelle et ils y travaillent.

Bien sûr, la propriété publique à l'heure actuelle ne manque pas de défauts, quand par exemple tout le monde «mange à la même marmite», certains travailleurs manquent du sens des responsabilités, les entreprises assument seulement les profits, le rendement économique reste médiocre, etc. Il faut introduire la réforme pour changer tout cela et rechercher la forme de propriété publique la plus propice à mettre en valeur la supériorité du socialisme.

Contre le «pluripartisme» et le «pluralisme politique»

Le «pluripartisme» et le «pluralisme politique» sont des modèles proposés par les adeptes du libéralisme bourgeois. Selon eux, la réforme du régime politique ne peut aboutir à la démocratie politique que si l'on suit l'exemple du pluripartisme occidental et de la séparation des pouvoirs. En effet, premièrement, avec la progression de multiples formes de propriété et de l'économie de marché, il est apparu une tendance au pluralisme en ce qui concerne les intérêts économiques. Les intérêts de diverses classes, couches sociales, groupes de gens, secteurs et régions diffèrent, ce qui exige corrélativement l'existence d'écoles et partis politiques différents. C'est comme ils le disent, la base économique du pluripartisme; deuxièmement, le contrôle mutuel entre les pouvoirs suppose le pluripartisme. Le Parti communiste, seul parti au pouvoir, échappe à la surveillance, et le pouvoir absolu entraînera certainement la dictature et la corruption, etc.

Toutes ces raisons ne tiennent pas debout non plus. Il faut signaler que le pluripartisme et le pluralisme politique qu'ils préconisent ne signifient pas l'existence d'autres partis ou écoles politiques à côté du Parti communiste, puisqu'à leurs yeux, le système de collaboration de différents partis sous la direction du Parti communiste et le système consultatif politique mis en vigueur en Chine ne sont pas le pluripartisme. La vraie signification du pluripartisme qu'ils prônent, c'est la prise de pouvoir à tour de rôle par l'intermédiaire de campagnes électorales et le refus du rôle de direction joué par le Parti communiste. La première raison n'a pas en fait mis en pleine lumière la nécessité de la pratique du pluripartisme au sens susmentionné; en effet, le pluralisme des intérêts démontre seulement l'existence de forces politiques, de partis ou de groupements représentant des intérêts différents, et non que ces derniers doivent exercer le pouvoir alternativement.

La société capitaliste repose sur la propriété privée qui détermine la priorité des intérêts personnels. Comme les intérêts personnels sont en contradiction de façon effroyablement complexe, il ne peut y avoir et il n'y a pas d'intérêt social commun au-dessus de tous ces intérêts divers. Dans la société en question, si l'on préconise l'intérêt social ou l'intérêt d'Etat, ce ne sont en fait rien d'autre que les intérêts de la classe dominante camouflés. C'est la raison pour laquelle on a recours au pluripartisme pour régulariser les intérêts contradictoires des différents partis ou écoles politiques. Bien entendu, le soi-disant pluripartisme n'est, en réalité, que la dictature d'un seul parti, le parti bourgeois, puisque la véritable classe qui domine les pays capitalistes est la bourgeoisie, que les différents partis bourgeois représentent les intérêts de différentes couches ou groupements au sein de la bourgeoisie.

Le socialisme repose sur la propriété publique. Bien que le système socialiste ne puisse éviter le pluralisme des intérêts, l'intérêt général ou l'intérêt social résultant de la propriété publique permet d'assurer la réalisation et le progrès des intérêts partiels. Par conséquent, la modernisation socialiste exige qu'on mette en bonne harmonie, en sauvegardant l'intérêt social qui est l'intérêt fondamental du peuple entier, les divers intérêts contradictoires et qu'on les inscrive dans un plan général pour que chacun bénéficie de ce qui lui revient. C'est pour la même raison qu'on accorde la priorité aux intérêts à long terme plutôt qu'aux intérêts immédiats, à l'intérêt global plutôt qu'aux intérêts partiels et à l'intérêt de l'Etat plutôt qu'aux intérêts individuels et collectifs. Le parti qui dirige la modernisation socialiste doit donc représenter l'intérêt commun et fondamental de tout le peuple et non ceux d'un groupe quelconque. Cela détermine l'impossibilité du gouvernement à tour de rôle par des partis différents. En effet, si tous les partis représentent l'intérêt commun et essentiel de l'ensemble du peuple, il n'y a pas de différence entre eux. Par contre, si chaque parti ne représentait que ses intérêts partiels, son gouvernement ne manquerait pas de placer ses intérêts partiels au-dessus de l'intérêt de l'Etat au détriment de l'accord entre les divers intérêts sous le régime socialiste et ne pourrait que multiplier les conflits entre ceux-ci, ce qui nuirait à la modernisation socialiste. Le seul parti qui puisse représenter véritablement l'intérêt commun de tout le peuple est le Parti communiste, qui forme l'avant-garde de la classe ouvrière. Cela est déterminé par le statut et la mission historique de la classe ouvrière et par l'essence et l'intention générale du Parti communiste.

Quant au contrôle des pouvoirs, il est certain que toute autorité sans surveillance et contrôle va évoluer vers la dictature et la corruption. Le pluripartisme et la séparation des pouvoirs ne sont pas la seule forme capable d'assurer le contrôle du pouvoir exigé par la politique démocratique. La clef de ce

problème est de prévenir la dictature d'un petit nombre de gens et la recherche d'intérêts personnels par ceux-ci grâce à leur pouvoir. Sous la direction du Parti communiste, une surveillance est exercée sur le parti par l'Assemblée Populaire, les partis démocratiques, les organisations de masses, une démocratie saine au sein du Parti, etc. L'amélioration de la procédure et du système de surveillance démocratique est un problème que l'on doit étudier au cours de la réforme du régime politique; mais il ne s'agit pas de rejeter la direction du Parti.

En un mot, la réforme, en tant que perfectionnement et développement du système socialiste, ne peut que se dérouler suivant la voie socialiste. Il n'est pas question de prendre le modèle capitaliste déjà périmé et de procéder à «l'occidentalisation intégrale».

(Wu Shuging est recteur de l'université de Pékin. Article paru dans «Beijing information» 1er janvier 1990.)

L'impérialisme pousse les pays de l'Europe de l'Est vers le capitalisme et le fascisme et vers le pillage du Tiers-Monde

(Fidel Castro, Cuba)

Un éminent dirigeant africain a déclaré un jour devant ses pairs de la région: «les combattants cubains sont prêts à donner leur vie pour la libération de nos pays. En échange de ce soutien à notre liberté et au progrès de notre peuple, ils n'emporteront de chez nous que les restes de leurs compagnons morts pour la liberté.» Un continent qui a connu des siècles d'exploitation et de mise à sac sait apprécier à sa juste valeur le désintéressement de notre épopée internationaliste.

Les centaines de milliers de Cubains qui ont rempli des missions internationalistes, qu'elles aient été militaires ou civiles, pourront toujours compter sur le respect des générations actuelles et futures. La patrie dans laquelle ils reviennent s'est lancée dans une lutte titanesque pour le développement, tout en continuant de faire face avec une dignité exemplaire à l'embargo criminel de l'impérialisme, à quoi vient maintenant s'ajouter la crise qui a surgi dans le camp socialiste et dont notre pays ne peut attendre que des conséquences négatives, économiquement parlant. Ce n'est pas précisément de la lutte anti-impérialiste ni des principes de l'internationalisme qu'on parle aujourd'hui dans la plupart de ces pays-là. Ces mots n'apparaissent même plus dans la presse, ces concepts ont été virtuellement bannis du vocabulaire politique. En revanche, les valeurs capitalistes sont en train de prendre un essor inouï dans ces sociétés.

Or, le capitalisme veut dire: échange inégal aux dépens des peuples du Tiers-Monde, exacerbation de l'égoïsme individuel et du chauvinisme national, règne de l'irrationnel et de l'anarchie en matière d'investissements et de production, sacrifice impitoyable des peuples sur l'autel de lois économiques aveugles, loi du plus fort, exploitation de l'homme par l'homme. Sauve qui peut, sauve qui peut.

Le capitalisme entraîne bien d'autres choses sur le plan social; la prostitution, les drogues, le jeu, la mendicité, le chômage, des clivages ahurissants entre les citoyens, l'épuisement des ressources naturelles, l'empoisonnement de l'atmosphère, des océans, des fleuves, des forêts, sans compter, surtout, le pillage des nations sous-développées par les pays capitalistes industriels. S'il a signifié par le passé le colonialisme, il veut dire dans le présent la néocolonisation de milliards d'êtres humains par des méthodes économiques et politiques plus sophistiquées peut-être, mais tout aussi coûteuses, efficaces et impitoyables.

En URSS, des journaux bourrés du venin réactionnaire, veulent nier les mérites historiques de la révolution soviétique

Ce n'est pas le capitalisme - avec son économie de marché, ses valeurs, ses catégories et ses méthodes - qui pourra jamais tirer le socialisme de ses difficultés actuelles et lui permettre d'amender les erreurs éventuelles. Une bonne partie de ces difficultés ne sont pas nées que de ces erreurs; elles sont aussi issues de l'embargo rigoureux et de l'isolement auxquels ont été soumis les pays socialistes de la part de l'impérialisme et des grandes puissances capitalistes qui monopolisaient quasiment toutes les richesses et toutes les techniques de pointe dans le monde. Et ce, grâce à la mise à sac des colonies, à l'exploitation de la classe ouvrière nationale et au vol massif des cerveaux dans les pays qui avaient encore à se développer.

Le capitalisme a déclenché des guerres dévastatrices -qui ont coûté des millions de vies et entraîné la destruction de la quasi-totalité des moyens de production accumulés -contre le premier Etat socialiste, lequel a dû, tel le phénix, renaître plusieurs fois de ses cendres et a rendu à l'humanité des services tels que celui de renverser le fascisme et de promouvoir de manière décisive le mouvement de libération des pays encore colonisés. On veut aujourd'hui biffer tout cela d'un trait.

On se sent pris de répugnance à voir comment beaucoup se consacrent maintenant, en URSS même, à nier et à détruire la prouesse historique et les mérites extraordinaires de ce peuple héroïque. Ce n'est pas là une manière de rectifier et d'amender les erreurs incontestables qu'a commise une révolution née des entrailles de l'autoritarisme tsariste, dans un immense pays, pauvre et en retard. On ne saurait maintenant vouloir faire payer à Lénine l'addition de la plus grande révolution de l'histoire dans la vieille Russie des tsars.

Voilà pourquoi nous n'avons pas hésité à interdire la circulation de différentes publications soviétiques qui étaient bourrées jusqu'à la gueule de venin contre l'URSS même et contre le socialisme. On perçoit derrière elles la main de l'impérialisme, de la réaction et de la contre-révolution. Certaines de ces publications ont même déjà réclamé la cessation des relations commerciales équitables et justes qui se sont nouées entre l'URSS et Cuba depuis la révolution chez nous. Bref, elles demandent que l'URSS commence à pratiquer avec Cuba l'échange inégal, en vendant toujours plus cher et en achetant toujours meilleur marché nos produits agricoles et nos matières premières (exactement ce que font les Etats-Unis vis-à-vis des pays du Tiers-Monde) ou alors, à la limite, que l'URSS se joigne à l'embargo yankee contre Cuba.

Les réformes qui s'orientent sur la voie capitaliste déstabilisent les pays socialistes

L'impérialisme et les puissances capitalistes de l'Otan sont aussi convaincus, et non sans raison, que le pacte de Varsovie a cessé d'exister et n'est plus qu'une fiction, que des sociétés rongées et minées de l'intérieur seraient incapables de faire front.

On a dit qu'il fallait perfectionner le socialisme. Nul n'a rien à redire à cela, car c'est là un principe inhérent à toute oeuvre humaine, depuis toujours. Mais est-ce donc en renonçant aux principes les plus élémentaires du marxisme-léninisme qu'on va perfectionner le socialisme ? Pourquoi les réformes doivent-elles donc s'orienter sur la voie capitaliste ? Si, comme d'aucuns prétendent, ces idées sont révolutionnaires, pourquoi donc sont-elles soutenues avec une si belle unanimité et avec une telle fougue par les dirigeants de l'impérialisme ?

A l'occasion de la visite que nous a faite le companero Gorbatchev en avril dernier, j'ai affirmé publiquement qu'il fallait respecter le droit de n'importe quel pays socialiste de construire le capitalisme, si tel était son souhait, tout autant que le droit de n'importe quel pays capitaliste de construire le socialisme.

La révolution ne s'importe pas, pas plus qu'elle ne s'exporte. Aucun Etat socialiste ne peut se fonder par insémination artificielle ou par simple greffe d'embryon. La révolution a besoin de conditions propices dans une société donnée, de sorte que seul, chaque peuple peut en être le créateur. Ces idées ne sont pas en opposition avec la solidarité que les révolutionnaires peuvent et doivent s'offrir mutuellement. La révolution est aussi quelque chose qui peut avancer ou reculer, voire échouer. Mais un communiste doit être avant tout courageux et révolutionnaire. Le devoir des communistes est de lutter en toutes circonstances, si défavorables qu'elles soient. Les communards surent lutter et mourir en défendant leurs idées. On n'amène pas sans combat les pavillons de la révolution et du socialisme. Seuls les lâches et les lâcheurs se rendent, pas les communistes et les révolutionnaires.

L'impérialisme pousse les pays de l'Europe de l'Est vers le capitalisme et le fascisme et vers le pillage du Tiers-Monde

L'impérialisme invite maintenant les pays socialistes européens à devenir le réceptacle de ses capitaux excédentaires, à développer le capitalisme et à participer au pillage des pays du Tiers monde.

Une bonne partie des richesses du monde capitaliste développé provient, on le sait, de l'échange inégal avec ces pays; des siècles durant, on les a mis à sac à titre de simples colonies, on a réduit en esclavage des centaines de millions de leurs habitants, on a bien souvent épuisé leurs réserves d'or, d'argent et

autres minerais, on les a exploités impitoyablement et on leur a imposé le sous-développement. Telle a été la conséquence la plus directe et la plus patente du colonialisme. On les saigne aujourd'hui à blanc par le biais d'une dette incommensurable et impossible à honorer, on leur arrache leurs produits de base à des prix de famine, on leur vend des produits finis toujours plus chers, on ne cesse de leur extorquer des ressources financières et humaines par la fuite des capitaux et le vol des cerveaux, on bloque leur commerce par le dumping, les tarifs douaniers, les contingentements des produits synthétiques de substitution nés d'une technologie de pointe et des produits qu'on subventionne quand ils ne sont pas compétitifs.

L'impérialisme souhaite donc que les pays d'Europe de l'Est se joignent à ce pillage colossal, ce qui ne semble pas du tout déplaire aux théoriciens des réformes capitalistes, voilà pourquoi, dans nombre de ces pays, plus personne ne dit rien de la tragédie du Tiers monde et pourquoi on détourne les foules mécontentes vers le capitalisme et l'anticommunisme, voire, dans l'un d'eux, vers le pangermanisme. Ce cours des événements risque même de conduire à des courants fascistes. Le prix que l'impérialisme agite sous leur nez, c'est une participation au pillage de nos peuples, qui est la seule façon de bâtir des sociétés de consommation capitalistes.

Vers une nouvelle «paix américaine» basée sur la terreur permanente contre les pays du Tiers monde ?

On nous parle de paix, oui, mais de quelle paix s'agit-il ? De la paix entre les grandes puissances, tandis que l'impérialisme s'arroge le droit d'intervenir ouvertement et de s'en prendre aux pays du Tiers monde ? Ce ne sont pas les exemples qui manquent. Le gouvernement impérialiste des Etats-Unis exige que personne n'aide les révolutionnaires salvadoriens et s'efforce de faire du chantage à l'URSS en lui demandant rien moins que d'interrompre son aide économique et militaire au Nicaragua et à Cuba, parce qu'ils en sont solidaires, même si nous respectons rigoureusement nos obligations au sujet de l'armement que nous livre l'Union soviétique, conformément aux accords souscrits entre nations souveraines. Or, ce gouvernement impérialiste, qui exige la fin de toute solidarité avec les révolutionnaires salvadoriens, ne se gêne pas de son côté pour aider le gouvernement génocide de ce même pays et y dépêcher des unités spéciales de combat, pour soutenir la contre-révolution au Nicaragua, pour tramer des coups d'Etat contre le Panama et l'assassinat de ses dirigeants, pour appuyer militairement l'Unita en Angola, malgré les accords de paix sur le Sud-ouest de l'Afrique, et pour continuer de livrer de grandes quantités d'armes aux rebelles afghans, sans faire le moindre cas du retrait des troupes soviétiques et des accords de Genève.

Voilà à peine quelques jours, des avions militaires nord-américains sont intervenus ouvertement dans le conflit intérieur des Philippines. Quoi qu'il en soit des motivations justes ou erronées des mutins, car ce n'est pas à nous de juger, cette intervention est extrêmement grave et reflète fidèlement l'état du monde, et tel est bien le rôle de gendarme que s'arrogent les Etats-Unis, non plus seulement vis-à-vis de l'Amérique latine, qu'ils ont toujours considérée comme leur arrière-cour, mais face à tout pays du Tiers monde.

L'établissement du droit d'ingérence universelle par une grande puissance représente la fin de l'indépendance et de la souveraineté dans le monde. Dans de telles circonstances, de quelle paix et de quelle sécurité pourront bien bénéficier nos peuples, si ce n'est de celles qu'ils seront capables de conquérir par leur héroïsme ?

L'impérialisme n'a pas besoin d'armes nucléaires pour attaquer nos peuples. Il lui suffit de ses puissantes flottes qui patrouillent sur toutes les mers, de ses bases militaires plus sophistiquées et meurtrières, pour jouer son rôle de gendarme et de maître du monde.

N'oublions pas non plus que 40.000 enfants meurent tous les jours dans ce monde, alors qu'ils pourraient être sauvés mais qu'ils ne le peuvent pas à cause du sous-développement et de la pauvreté.

Aujourd'hui, c'est comme si une bombe analogue à celle d'Hiroshima et de Nagasaki éclatait tous les trois jours parmi les enfants pauvres du monde.

Si les événements suivent ce cours, si on n'exige pas des Etats-Unis qu'ils renoncent à leurs conceptions, de quelle nouvelle pensée vient-on nous parler ? Sur cette voie, le monde bipolaire que nous avons connu dans l'après-guerre se transformera inexorablement en un monde unipolaire sous l'hégémonie des Etats-Unis.

Si Cuba doit rester un des derniers défenseurs du socialisme, nous saurons défendre ce bastion jusqu'à la dernière goutte de notre sang

Ici, à Cuba, nous sommes en pleine rectification. Mais il est impossible de développer une révolution ou une rectification vraiment socialistes sans un parti fort, discipliné et respecté. Il n'est pas possible d'y parvenir en calomniant le socialisme, en détruisant les valeurs, en discréditant le parti, en démoralisant l'avant-garde, en renonçant à son rôle dirigeant, en liquidant la discipline sociale, en semant partout le chaos et l'anarchie, on peut promouvoir de la sorte une contre-révolution, mais pas des changements révolutionnaires.

L'impérialisme yankee pense que Cuba ne pourra pas résister et que la nouvelle conjoncture surgie dans le camp socialiste lui permettra inexorablement de faire plier notre révolution. Or, Cuba n'est pas un pays où le socialisme est arrivé dans les fourgons de l'armée rouge victorieuse. Le socialisme à Cuba, ce sont les Cubains eux-mêmes qui l'ont façonné dans une lutte authentique et héroïque. Trente années de résistance au plus puissant empire de la terre qui a voulu détruire notre révolution attestent de notre force politique et morale.

A Cuba, la révolution, le socialisme et l'indépendance nationale sont indissolublement liés.

C'est à la révolution et au socialisme que nous devons d'être aujourd'hui ce que nous sommes. Si le capitalisme venait à s'implanter de nouveau à Cuba, c'en serait fini à jamais de notre indépendance et de notre souveraineté. Nous ne serions plus qu'un prolongement de Miami, qu'un simple appendice de l'empire yankee.

Nous n'avons jamais aspiré à ce qu'on nous confie pour les garder les glorieux drapeaux et les principes que le mouvement révolutionnaire a su défendre tout au long de sa belle et de son héroïque histoire, mais si le destin nous réservait de compter au nombre des derniers défenseurs du socialisme, dans un monde où l'empire yankee serait parvenu à incarner les rêves de domination du monde d'Hitler, nous saurons défendre ce bastion jusqu'à la dernière goutte de notre sang.

Extraits du discours de Fidel Castro, prononcé le 7 décembre 1989.

La restauration du capitalisme à l'Est

(N. Ceausescu, Roumanie)

A propos de l'économie de marché

Il faut combattre avec fermeté les thèses de la soi-disant «économie de marché», qui signifie laisser au gré du hasard le développement de l'économie nationale et le ravitaillement du peuple pour mener une vie digne; cela signifie laisser le champ libre au commerce illicite, ouvrir la voie vers la baisse du niveau de vie du peuple. (...)

Les réalités de certains pays socialistes, qui adoptent «l'économie de marché» - la hausse de l'inflation et le développement du commerce illicite, la baisse du niveau de vie des travailleurs - montrent clairement où mène une telle orientation, quel danger celle-ci comporte pour le développement même de la société socialiste.

Un ample débat a lieu dans nombre de pays socialistes et on y prend des mesures relatives aux problèmes de la construction socialiste. On y parle de perfectionnement, de renouveau, de restructuration et ainsi de suite. Il est certain que les préoccupations visant à dégager des voies meilleures pour la construction socialiste constituent une nécessité et qu'elles conduiront, en général, au développement encore plus grand du socialisme.

Mais, en même temps, on adopte dans certains pays des mesures qui ébranlent les positions du socialisme et qui ouvrent la voie à la restauration du capitalisme, sous diverses formes. D'aucuns déclarent leur intention manifeste de prendre pour modèle divers pays capitalistes. Néanmoins, il est difficile de comprendre comment le socialisme pourrait être développé et perfectionné en prenant pour modèle la société capitaliste divisée en classes, en opprimés et oppresseurs.

Ce n'est pas d'ailleurs par hasard que certains pays capitalistes sont prêts à appuyer, sous différentes formes, financière comprise, l'application de mesures dont le but est de consolider les diverses positions capitalistes et que l'on y exalte aussi, par les mass médias, les mesures visant la liquidation de la société socialiste.

Il faudrait se souvenir de la question que le socialiste Bebel se posait au siècle dernier, au temps de Bismarck: «Qu'as-tu fait, pauvre Bebel, pour mériter les louanges de la réaction ?»

Il y en a qui devraient se demander non seulement quelle est leur faute, mais aussi quel socialisme ils veulent réaliser et que les milieux impérialistes prônent et veulent financer.

On ne saurait parler de développement socialiste alors que la propriété du peuple sur les moyens de production est liquidée. Il peut être question de perfectionner le système de propriété, mais en consolidant la propriété des ouvriers et des paysans sur les moyens de production, et non pas en liquidant cette forme de propriété et en transférant ces moyens entre les mains des divers capitalistes, plus ou moins importants. Cela est valable également pour beaucoup d'autres problèmes du développement socialiste ! (...)

Il ne faut pas confondre la liquidation des phénomènes de bureaucratie, de centralisme excessif et la renonciation à la direction de l'économie sur la base du plan unique de développement, et cela ne doit pas ouvrir la voie au «marché libre», au «socialisme de marché» qui signifie, au fond, la liberté de développer diverses formes capitalistes. (...)

Etat - Parti - Démocratie

Dans certains pays socialistes - et, en général, au plan mondial - des discussions ont lieu et des thèses sont formulées, qui vont jusqu'à nier le rôle de l'Etat, du parti, de la démocratie ouvrière-révolutionnaire même et à s'orienter vers la démocratie de type bourgeois.

On sait bien que les discussions à propos de l'Etat et de la démocratie ne datent pas d'hier. Si l'on parle d'Etat, il ne faut pas oublier que l'Etat est apparu dans certaines conditions historiques et que son activité peut changer et se perfectionner, suivant le développement de la société humaine, que l'Etat ne saurait être conçu que dans le contexte de l'existence des classes antagonistes, qu'il faut savoir exactement quelles sont les classes entre les mains desquelles se trouve le pouvoir politique, donc l'Etat.

On ne peut parler d'un Etat abstrait, mais de l'Etat capitaliste des classes exploiteuses, de l'Etat socialiste des ouvriers et de paysans. Chacun de ces Etats a la mission d'oeuvrer en vue de défendre les intérêts des classes qu'il représente.

Sans nier le rôle et l'importance de la démocratie dans la société bourgeoise, il n'est pas possible de mettre le signe d'égalité entre la démocratie bourgeoise et la démocratie ouvrière-révolutionnaire. On ne saurait pas parler d'égalité entre les riches et les pauvres, entre les oppresseurs et les opprimés !

En partant de la compréhension scientifique, dialectique de l'Etat et de son rôle dans la société, il ne faut pas oublier que l'accomplissement de la révolution sociale suppose aussi la réalisation de l'Etat ouvrier-paysan, où le pouvoir appartient aux travailleurs et qui défend les intérêts des masses laborieuses, qui n'admet pas l'exploitation et l'oppression, les inégalités sociales et nationales.

Dans ces conditions, l'Etat devient un instrument de l'édification du socialisme, du bien-être du peuple, de la défense de l'indépendance et de la souveraineté nationales. (...)

Les discussions qui sont en cours dans certains pays socialistes au sujet de la diminution, voire du renoncement au rôle dirigeant du parti ne peuvent que nuire profondément à l'unité de la classe ouvrière, du peuple entier, à la construction socialiste même. Il n'est pas question de parler du renoncement au rôle dirigeant du parti pour l'organisation et la concertation des efforts du peuple entier dans l'oeuvre de développement socio-économique et dans l'édification du socialisme.

Les thèses sur le parti-Etat ou l'Etat-parti ont pour but de désorienter le parti et les masses populaires et de créer la confusion dans leurs rangs.

Dans le programme idéologique du parti nous avons clairement montré que le parti ne se propose, ni ne doit se proposer, de remplacer, de quelque manière que ce soit, les organes d'Etat, qui ont le devoir d'assurer la bonne organisation et le déroulement adéquat de toute la vie socio-économique en conformité avec les lois du pays. Mais les organes et les organisations du parti, les communistes qui travaillent dans divers secteurs d'activité socio-économique et d'Etat portent toute la responsabilité de l'activité de ces organismes, de l'application ferme des lois du pays dans tous les domaines. Le parti ne remplace pas les organes d'Etat, ni ne saurait le faire: mais, en même temps, il ne peut pas se soustraire à la responsabilité, qu'il doit entièrement assumer, sur la manière dont les organes d'Etat et de la démocratie ouvrière-révolutionnaire s'acquittent de leur mission dans notre société socialiste.

La réalisation de l'unité de la classe ouvrière, et donc d'un parti unique révolutionnaire, est le résultat logique du développement de la lutte pour le socialisme, une nécessité objective du développement social.

Ce n'est pas par hasard que les milieux réactionnaires impérialistes agissent contre l'unité de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier et, notamment, contre les partis communistes, au nom de la soi-disant liberté d'organisation et du pluralisme politique.

L'édification couronnée de succès du socialisme exige que soit renforcée sans cesse l'unité du mouvement révolutionnaire, que soit constitué un parti unique, ayant une idéologie révolutionnaire, capable de remplir le rôle de centre vital de toute la nation. Ce n'est qu'un tel parti qui pourra remplir son rôle historique, à savoir diriger la nation vers le communisme, vers un monde où le peuple soit à jamais libre et indépendant !

Par conséquent, il faut prêter une attention particulière au renforcement incessant du parti, au perfectionnement de son rôle dans tous les domaines, au développement constant de la démocratie interne du parti, en tant que facteur d'importance décisive pour tout le développement du pays, pour la réalisation de la démocratie ouvrière-révolutionnaire dans tous les domaines.

Dans toute l'activité du parti il faut appliquer indéfectiblement les dispositions des statuts, développer fortement la critique et l'autocritique, l'attitude ferme, combative à l'égard des carences, reconnaître ouvertement les états de choses négatifs et établir des mesures pour les éliminer - en tant qu'exigence obligatoire du progrès.

Ce qu'il nous faut ce n'est pas reconnaître formellement les carences, mais d'en dévoiler les causes réelles, les sources et établir les mesures pour les éliminer, pour perfectionner l'activité dans tous les domaines. La critique et l'autocritique forment un côté fondamental de la vie du parti, de l'accroissement du rôle dirigeant du parti, du renouveau constant et du perfectionnement de notre société socialiste. Il est également nécessaire - je le répète - d'assurer le développement incessant de la démocratie interne du parti, de débattre à fond dans les organisations et les organes du parti des problèmes socio-économiques, de l'édification du socialisme et de resserrer constamment le lien avec les masses de travailleurs.

Nous devons veiller à ce que toutes les décisions du parti, toutes les lois de notre Etat socialiste soient débattues en détail au sein du parti, dans les assemblées générales, avec tous les travailleurs, dans le cadre des organismes de la démocratie ouvrière-révolutionnaire, avec le peuple entier, ceci constituant une exigence de la véritable démocratie ouvrière-révolutionnaire, de la participation du peuple entier à la direction de tous les secteurs d'activité, de l'édification du socialisme avec le peuple et pour le peuple.

Dans ce cadre, je voudrais souligner la nécessité de renforcer sans cesse le rôle de la classe ouvrière, en tant que facteur déterminant de l'édification du socialisme et du communisme. L'activité idéologique, politico-éducative, doit démontrer d'une manière scientifique, théorique, le non-fondé de diverses thèses relatives à la diminution du rôle de la classe ouvrière et le danger que représentent pour la construction du socialisme ces thèses, dont celle de la réduction du taux des ouvriers dans certains partis communistes et ouvriers, de leur participation à la direction de divers secteurs d'activité. Il s'agit, sans aucun doute, d'une grave sous-estimation du rôle de la classe ouvrière dans la société socialiste, dans la société humaine d'aujourd'hui en général. D'ailleurs, on peut affirmer que la baisse du taux des ouvriers dans tel ou tel parti et l'accroissement du taux des catégories moyennes ont créé également des conditions sociales susceptibles d'affaiblir l'esprit révolutionnaire, d'engendrer des tendances réformistes, petites-bourgeoises, qui affaiblissent le rôle du parti, mettant en danger l'édification du socialisme même. (...)

Contradiction fondamentale entre socialisme et impérialisme

On sait bien que de grands changements dans le développement de la société humaine, dans le rapport des forces sur le plan international se sont produits et d'autres sont en cours dans le monde. Il ne faut cependant pas oublier que la contradiction fondamentale entre le socialisme et le capitalisme persiste, voire s'accroît. En même temps, la contradiction entre les pays en voie de développement et les pays capitalistes développés, entre les riches et les pauvres ne cesse de s'aggraver, devenant l'une des contradictions les plus aiguës de la vie internationale actuelle.

On peut affirmer, à juste titre, que ces contradictions du monde contemporain ont un rôle déterminant dans tout le développement de la société humaine et que, sans les comprendre scientifiquement, on ne saurait en tirer les conclusions nécessaires pour faire une appréciation correcte de la vie mondiale et des perspectives du développement de la société humaine. Ces dernières années, certains pas - très petits d'ailleurs - ont été faits en direction du désarmement et de l'amorce de négociations entre les deux groupements militaires - l'OTAN et le Traité de Varsovie - et l'on est passé au règlement négocié de certains conflits. Mais il nous faut dire ouvertement que cela n'a pas déterminé un changement radical dans la vie internationale, une nouvelle pensée ou une nouvelle politique visant à régler les problèmes complexes de la vie mondiale.

Nous avons le devoir de faire connaître à notre peuple, à tous les peuples la vérité, la réalité, à savoir que la situation internationale demeure très complexe et grave. La course aux armements - nucléaires y compris - se poursuit, faisant persister le danger d'une guerre mondiale, qui se muerait inévitablement en une guerre nucléaire, dont la conséquence serait la destruction de l'humanité, de la vie même sur notre planète.

La crise économique mondiale et la crise politique, sociale dans le monde capitaliste se prolongent et même s'accroissent. La situation économique des pays en développement a empiré, les écarts entre les riches et les pauvres se sont agrandis. En même temps, les problèmes économiques, politiques et sociaux des pays capitalistes développés et les phénomènes de crise économique et politique qui se manifestent dans certains pays socialistes font croître l'instabilité et aggravent les contradictions. C'est ce qui a fait naître des conclusions et des idées différentes - dont certaines, il faut le dire, sont erronées - en ce qui concerne nombre de problèmes internationaux.

Des milieux dirigeants impérialistes semblent être arrivés à la conclusion erronée qu'ils peuvent profiter de l'actuelle situation internationale pour faire changer le rapport des forces mondiales en leur faveur, en faveur de la politique de domination, de force et de diktat.

Ignorant les réalités, ces milieux proclament de plus en plus instamment la toute puissance du capitalisme et prédisent, à nouveau, une disparition imminente du socialisme. Exagérant certaines erreurs et carences enregistrées dans les pays socialistes, certaines tendances liquidatrices et réformistes de droite qui se sont fait jour dans ces pays, ainsi qu'au sein de certains partis communistes et ouvriers, les milieux réactionnaires impérialistes ont déclenché à nouveau une offensive idéologique et politique visant à diffamer et à saper le socialisme, une politique d'ingérence dans les affaires intérieures et de déstabilisation des pays socialistes, en usant de tous les moyens empruntés à l'arsenal vieilli et rouillé de la « guerre froide », depuis l'information dénaturée de l'opinion publique et le dénigrement du socialisme, le chantage, la diversion, les répressions économiques et politiques jusqu'au financement direct de groupements et de forces antisocialistes, antinationales.

Il nous faut dire ouvertement que les actions antisocialistes, anticommunistes et celles dirigées contre les pays progressistes, contre la lutte pour la liberté et l'indépendance nationales, déployées par les milieux impérialistes, sont facilitées également par certaines orientations et tendances erronées dans la manière de régler des problèmes de la construction socialiste et d'autres problèmes de plusieurs pays. (...)

Le cours des événements internationaux, la réalité, la vie même montrent combien erronées sont la thèse de la désidéologisation des relations internationales, ainsi que la thèse selon laquelle la lutte de classe devrait être remplacée. On parle de la renonciation à la lutte de classe et à la lutte entre les systèmes sociaux différents, comme une condition pour assurer la survie de l'humanité et pour éviter la guerre. Mais est-ce que cette manière d'aborder les problèmes a quelque chose à voir avec la conception révolutionnaire, matérialiste dialectique et historique ? Faut-il, pour assurer la paix, liquider le socialisme, renoncer à la lutte des classes ? Une telle approche est tout à fait antiscientifique et étrangère à toutes les conceptions révolutionnaires et socialistes. (...)

Il faut parler franchement. De telles thèses ont pour but de démoraliser, de désarmer les communistes, les peuples, engagés dans la lutte pour le socialisme et pour la paix. Seraient-elles compatibles avec ce que pensaient les fondateurs du socialisme scientifique, les dirigeants des partis communistes et ouvriers, les combattants antifascistes qui ont donné leur vie pour la défaite de l'hitlérisme ?! Avec une telle conception, l'hitlérisme n'aurait pas été vaincu - et la barbarie nazie dominerait aujourd'hui encore. C'est précisément parce que les communistes, les combattants antifascistes, tout ce qu'il y a eu de meilleur au monde, se sont levés contre la barbarie fasciste, au prix de leur vie, que l'on a pu vaincre le fascisme et assurer la liberté des peuples. La liquidation du danger de la guerre nucléaire, la survie de l'humanité ne peuvent être assurées qu'au moyen de l'intensification de la lutte contre la politique impérialiste, pour le désarmement, pour l'élimination complète des armes nucléaires. Et cela ne peut être réalisé que par une lutte ininterrompue et conjuguée des peuples !

Nous devons sans doute comprendre correctement les réalités du monde contemporain. Il y a dans le monde deux systèmes sociaux diamétralement opposés Cette réalité existera longtemps encore. Le problème qui se pose - et qui a déjà une réponse - est celui de la coexistence pacifique des pays ayant des systèmes sociaux différents, basée sur le respect de l'indépendance et de la souveraineté, la non-immixtion dans les affaires intérieures d'autrui et l'observation du droit de chaque nation de choisir la voie de développement qu'elle souhaite, à l'abri de toute ingérence de l'extérieur.

Nous devons faire comprendre que c'est là le seul moyen d'assurer la collaboration internationale et l'engagement ferme des uns comme des autres dans la voie du désarmement général, du désarmement nucléaire, de l'édification d'un monde libre d'armes et de guerres. (...)

La voie vers une politique et une pensée nouvelles réside non pas dans la désidéologisation des relations internationales, mais dans l'affirmation ferme de l'idéologie progressiste et socialiste. (...)

Nulle autre thèse, quel qu'en soit le nom, ne pourra remplacer la lutte des classes, en tant que facteur déterminant pour le développement de la société humaine, en tant que loi objective du progrès et de l'évolution de l'humanité ! (...)

Le règlement négocié de certains conflits et d'autres problèmes mondiaux réclame sans nul doute de la compréhension et des concessions acceptables, de part et d'autre, une politique réaliste qui réponde aux intérêts de chaque nation et qui garantisse l'indépendance de chaque peuple. Néanmoins, cela ne doit jamais conduire à des concessions de principe, de nature à mettre en danger le socialisme, la liberté et l'indépendance des peuples. Le socialisme, le progrès socio-économique, la liberté et l'indépendance des peuples ne sont pas négociables ! (...)

Un autre problème de grande importance dans la vie internationale actuelle est représenté par le sous-développement, l'accentuation de la division du monde en riches et pauvres, la nécessité d'instaurer de nouvelles relations et un nouvel ordre politique et économique mondial.

L'activité idéologique, théorique, politique, éducative doit clairement montrer que les peuples ne pourront pas supporter l'infini la situation actuelle, qu'il faut mettre un terme à la politique néo-colonialiste de domination menée par les monopoles et le capital financier international et réaliser une politique nouvelle, d'égalité et de collaboration, d'éradication du sous-développement, de création des conditions favorisant le développement socio-économique de toutes les nations, et tout d'abord des pays en voie de développement. C'est là le seul moyen d'assurer la stabilité de l'économie mondiale, d'assurer le progrès de chaque nation, le bien-être, l'indépendance; c'est là un volet essentiel de la lutte pour la paix dans le monde.

(Extraits de l'exposé de N. Ceausescu au Comité Central du Parti Communiste Roumain , 24-25 octobre 1989)

Les pays socialistes et les pièges de l'impérialisme

(Nguyen Linh, Vietnam)

Le 6ème comité central du parti tient son 7ème plénum dans le but de discuter et de prendre des décisions sur un nombre de sujets urgents en relation avec le travail idéologique face à la situation nationale et internationale. Cette réunion du comité central est très importante. Elle guidera le travail idéologique du parti. Avec une sensibilité politique aiguë, le 7ème plénum du comité central du parti a rapidement analysé les thèmes et les pièges de l'impérialisme, ayant à sa tête l'impérialisme américain, contre le mouvement révolutionnaire mondial.

L'impérialisme renforce ses attaques contre les mouvements de lutte de la classe ouvrière et de la paysannerie dans les pays capitalistes et contre le mouvement de libération nationale, de défense de l'indépendance et de la souveraineté des pays du Tiers-Monde. Maintenant, plus que jamais, les impérialistes concentrent l'essentiel de leur offensive contre les pays socialistes. Ils se réjouissent de ce que Bush, attend depuis une éternité: «Nous vivons actuellement la fin d'une idée, nous sommes au bout du chapitre de l'expérience communiste», (Déclaration de Bush du 27 mai '89). Voilà le rêve des représentants notoires de l'anticommunisme, nos ennemis jurés. Le plénum a passé en revue dans divers continents les mouvements populaires contre les offensives de l'impérialisme. Il soutient cette lutte continue sous toutes les formes, là où il y a oppression, injustice sociale et exploitation, il y aura toujours une bataille sans compromis contre elles. Nous avons tout d'abord analysé le processus de réforme lancé dans certains pays socialistes. Nous jugeons positivement les résultats obtenus par ces pays, mais nous exprimons notre souci profond du danger qui menace le socialisme dans certains de nos pays socialistes amis. Le plénum a remarqué que la situation internationale mentionnée ci-dessous, affecte le Vietnam, à différents degrés.

Face aux menées de l'impérialisme, et à leur influence négative dues à des tendances idéologiques fausses dans certains pays socialistes, la majorité de nos cadres et membres du parti ont toujours montré une position idéologique correcte et ferme, ceci résulte de la tradition révolutionnaire de notre parti, un parti marxiste-léniniste authentique, construit, éduqué et entraîné par l'oncle Ho. D'autre part, nous avons également remarqué que face à la situation nouvelle, certains points de vue idéologiques déviants sont apparus parmi quelques cadres et membres du parti. Nous ne pouvons pas négliger ces pensées car elles peuvent se répandre, d'autant plus qu'il existe encore dans notre société un sol fertile pour ces poisons. C'est précisément pour cette raison que le 7ème plénum du comité central du parti a discuté, avec une attitude franche et sérieuse, des problèmes et est arrivé à des conclusions importantes. Ces conclusions constituent la base du travail idéologique et d'organisation des activités politiques à tous les niveaux et dans tous les secteurs pour unifier les points de vue au sein du parti et parmi le peuple. Elles constituent aussi la base pour améliorer la production et travailler de façon à atteindre l'objectif de stabilisation de la situation socio-économique.

Pendant longtemps dans le passé, alors que nous analysions la situation mondiale, nous remarquions tous que le monde est divisé en deux camps: le socialiste et le capitaliste, et en quatre contradictions fondamentales. Il y a la contradiction entre le camp socialiste et le camp capitaliste, la contradiction entre la classe ouvrière, la paysannerie et la bourgeoisie dans les pays capitalistes, la contradiction entre les colonies et le mouvement de libération nationale et l'impérialisme et la contradiction entre les pays impérialistes eux-mêmes. Cependant, il y a longtemps que nous n'en avons plus parlé. Ces thèses seraient-elles démodées ? Non, pas du tout. Ne pas les mettre en avant constitue notre défaut le plus important, surtout au point de vue idéologique. Ceci, en grande partie, a mené certaines personnes à croire erronément que la nature de l'impérialisme avait changé. En fait, aussi longtemps que l'impérialisme existera et aussi longtemps que la révolution socialiste n'aura pas atteint la victoire à l'échelle mondiale, la valeur des thèses léninistes restera intacte. Peut-être la forme des manifestations concrètes de ces contradictions peuvent-elles subir des changements en accord avec le développement de la situation dans chaque période et dans chaque pays. À côté de cela, la vie a prouvé de manière éloquente la valeur intangible de ces thèses.

Dans la déclaration de Bush déjà citée, de même que dans beaucoup d'autres déclarations des politiciens dirigeants du monde capitaliste, ils réitèrent leur engagement de détruire le socialisme. Ils n'en n'ont pas seulement parlé, ils ont également agi d'une manière frénétique et intensive. Le fait que les impérialistes, particulièrement les impérialistes américains remuent ciel et terre pour bouleverser la situation d'un certain nombre de pays socialistes dans le but de conduire ceux-ci vers «le monde libre» du capitalisme, est une preuve suffisante de leur nature vorace. On ne peut nier que le capitalisme exploite aujourd'hui les peuples de ces pays. Nous ne pouvons éviter de nous tromper si nous ne faisons que nous contenter d'un examen superficiel ou si nous ne nous basons que sur notre intuition pour conclure que les citoyens d'une société capitaliste ne sont plus soumis à l'exploitation parce qu'ils jouissent à d'un haut niveau de vie.

Nous ne pouvons nier qu'un certain nombre de gens dans une société capitaliste bénéficient d'un haut niveau de vie et de plus d'aménagements modernes dans la vie de tous les jours que nous. Ceci n'est pas difficile à comprendre. Le niveau de vie et les besoins d'une société doivent être toujours être comparés au développement historique, et reflètent le niveau de développement des forces productives et de la productivité du paysannat. Cependant, nous ne devons pas oublier que la science, la technologie et la productivité du paysannat, qui se développent bien plus dans un système capitaliste, ont pour base l'exploitation des masses.

Je ne veux pas citer plus d'exemples pour révéler d'autres facettes de la société capitaliste car beaucoup de camarades à ce plénum les ont déjà mentionnées. Je veux seulement souligner que la nature exploiteuse des capitalistes ne changera jamais aussi longtemps qu'ils existeront. La contradiction entre capitalisme et classe ouvrière et paysanne existe toujours. Les manifestations et les grèves organisées fréquemment pour demander du travail ou des augmentations de salaires par la classe ouvrière dans les pays capitalistes, et ce, même aux USA, sont une preuve éloquente de ces contradictions. Celles-ci conduisent à des conflits sociaux majeurs dont le niveau dépend des conditions objectives ou subjectives.

Les contradictions entre les pays du Tiers-Monde et l'impérialisme existent toujours. Je suis d'accord avec les déclarations du camarade Fidel Castro sur la dette du Tiers-Monde et sur l'iniquité des relations nord-sud. Qui peut nier cela aujourd'hui ? Que dire des relations entre les nations impérialistes? Elles se soutiennent mutuellement pour s'opposer au socialisme et au mouvement de libération nationale. Ceci l'emporte sur leurs contradictions profondes, sur leurs querelles. Mais les trois piliers capitalistes, les USA, le Japon et la CEE, sont des opposants qui s'intimident l'un l'autre. Ils fomentent fréquemment des guerres économiques afin d'accéder à un marché pour leurs produits, d'attirer des investissements et de contrôler des régions où ils peuvent exploiter la population et réaliser plus de profits.

Le monde d'aujourd'hui est confronté non seulement à ces quatre contradictions fondamentales mais également à une autre, importante: la contradiction entre les forces défendant la paix et les forces bellicistes impérialistes. La lutte que mènent les forces défendant la paix a pour but de prévenir le danger d'une guerre nucléaire qui menace l'humanité et d'opérer un désarmement graduel; elle a pour but de s'opposer à l'utilisation de la violence sous toutes ses formes par l'impérialisme.

D'une part, les impérialistes américains discutent avec l'URSS mais continuent leur programme IDS et perfectionnent leurs armements stratégiques. D'autre part, ils renforcent et consolident la ceinture militaire autour des pays socialistes et progressistes. Ils ont récemment établi des dépôts d'armes et projettent de mettre sur pied des bases militaires sur le territoire de Singapour. Tous ces actes forment une partie, une parcelle de leur stratégie de menace s'appuyant sur la force armée contre les Soviétiques, les pays socialistes et les nations fermement décidées à protéger leur indépendance nationale et leur souveraineté. Les contradictions mentionnées ci-dessus, montrent clairement le caractère de l'impérialisme dans la situation actuelle ou plus précisément, dans l'étape qui le mènera à une fin inévitable, mais nous ne devons pas croire que l'impérialisme est à l'agonie.

La mort de cette structure économique et sociale pourra durer longtemps. L'impérialisme continue à remanier ses théories, ses méthodes et ses tactiques pour s'adapter à la situation actuelle mais il conserve à travers tout cela sa vraie nature. Les impérialistes peuvent se défendre avec frénésie dans le but de reporter l'échéance fatale. Mais l'échéance fatale est certaine et cette certitude nous aide à accroître notre vigilance et nous commande de maintenir fermement le point de vue du marxisme-léninisme afin de contrôler les manoeuvres de l'impérialisme sans être égaré par des illusions quant à sa nature.

C'est pour cela que la lutte de classes entre le socialisme et le capitalisme continue dans le monde entier. C'est également pour cette raison que nous devons continuer à promouvoir l'internationalisme prolétarien et socialiste, à joindre nos mains à celles des forces révolutionnaires, progressistes et à celles des peuples partisans de la paix dans le monde, afin de créer une force solide opposée aux forces réactionnaires et impérialistes.

Nous devons aiguïser notre détermination de protéger la patrie socialiste, faire face à tous les complots et actes nuisibles à la sécurité de notre pays et à l'intégrité territoriale; nous devons contrecarrer les projets des impérialistes et autres forces réactionnaires dont le but est de détourner notre nation et les autres pays socialistes de la voie socialiste. Nous ne devons pas cultiver l'illusion que les forces impérialistes veulent établir une coexistence pacifique avec nous, ni avec les peuples qui luttent pour leur indépendance. C'est seulement en menant une lutte permanente, dans laquelle l'URSS et d'autres pays socialistes jouent un rôle-clé, que les peuples du monde entier jouiront de la paix sans être menacés d'un holocauste nucléaire. C'est la tâche constante de notre parti et du peuple de construire avec succès le socialisme, première étape vers le communisme au Vietnam. Il y a 60 ans, l'oncle Ho et notre parti ont fait le bon choix. Dans son premier manifeste, le parti a souligné la nécessité de réaliser la première étape, celle de la Révolution Nationale Démocratique Populaire avant d'entamer la révolution socialiste.

Sous la direction de l'oncle Ho et de notre parti, le peuple remporta avec succès la révolution historique du mois d'août et établit le premier Etat ouvrier-paysan du Sud-est asiatique. Notre peuple remporta les deux guerres de résistance contre les puissances impérialistes et la victoire de la révolution populaire nationale démocratique dans le pays tout entier. Après cela, il ne lui resta qu'une direction à suivre: la voie vers le socialisme. Ceci est une loi objective de notre ère. Les deux conférences internationales des partis communistes en 1957 et 1960 l'ont souligné. Cette période de transition du capitalisme vers le socialisme et puis vers le communisme à une large échelle commença avec la révolution d'octobre en URSS.

Au Vietnam la fin de la révolution nationale démocratique populaire a laissé la place à la révolution socialiste. En ce moment, seul le socialisme peut aider à consolider et à développer les résultats obtenus par l'indépendance nationale et apporter une vie heureuse au peuple et la prospérité au pays. Nous avons vécu l'expérience capitaliste dans notre histoire sanglante et malheureuse. Notre peuple refuse énergiquement le rétablissement d'une minorité de nantis exploitant, opprimant la majorité.

De même, notre peuple ne souffrirait pas que son indépendance nationale, sa liberté, gagnées par le sacrifice de nombreuses générations vietnamiennes, soient anéanties. En suivant la voie capitaliste, nous serions inévitablement amenés à dépendre de l'impérialisme d'une manière ou d'une autre, sous la forme du néo-colonialisme. La réalité de beaucoup de pays de par le monde nous a montré cette tragédie. Notre peuple comprend que la construction du socialisme rencontre quelques difficultés dans un pays comme le nôtre essentiellement agricole et arriéré qui a connu 30 ans de dévastations et de guerre. Mais la vaillance de notre peuple, son attachement au socialisme sont les garants de notre victoire.

(Discours de Nguyen van Linh au 7ème plénum, du 6ème Comité Central du Parti communiste de Vietnam 28 août 1989).

La législation britannique à l'assaut des syndicats

(John Hendy)

Philosophie

«Les syndicats jouissent de privilèges uniques dans toutes les sociétés européennes occidentales.»
«L'acquisition de privilèges n'a été nulle part ailleurs aussi spectaculaire qu'en Grande-Bretagne.» «Le fondement même de notre société libre est gravement menacé par les pouvoirs que se sont arrogés les syndicats.» «La Grande-Bretagne ne peut être sauvée que si les privilèges spéciaux accordés aux syndicats il y a trois-quarts de siècle sont révoqués.

Les salaires moyens réels des travailleurs anglais seraient sans l'ombre d'un doute plus élevés et leurs chances de trouver un emploi meilleures, si les salaires payés dans les différents secteurs étaient à nouveau déterminés par le marché, et si toutes les limitations du travail que chacun a la permission d'exercer étaient éliminées.» «Les pouvoirs légalisés des syndicats sont devenus le plus grand obstacle à l'augmentation du niveau de vie de la classe ouvrière tout entière... ils constituent la cause principale du chômage.»

Ainsi parle le professeur Friedrich Hayek, l'un des philosophes politiques les plus appréciés de Mme Thatcher. Le professeur Lord Wedderburn (le grand juriste en droit syndical) a démontré dans une brillante analyse, l'ampleur avec laquelle la pensée de Hayek a façonné les 10 années de législation conservatrice concernant les travailleurs et les syndicats.(1)

Hayek nous dit que «les exploités réels dans notre société actuelle ne sont pas les capitalistes ou les entrepreneurs égoïstes, et en fait pas des individus pris à part, mais des organisations qui détiennent leur pouvoir du soutien moral de l'action collective et du sentiment de loyauté de groupe». Selon lui, les qualités d'altruisme et de solidarité sont critiquables : «ce sont ces deux instincts, profondément ancrés dans nos réactions purement instinctives ou intuitives, qui restent le grand obstacle au développement de l'économie moderne».

Malgré dix années de Thatcherisme, ce sont précisément ces deux qualités, qualités que nous revendiquons avec fierté, qui sont les marques distinctives du mouvement ouvrier.

Alors que la pensée politique et économique de HAYEK a pu donner le cadre du droit du travail de Mme Thatcher et a pu en fournir un semblant de justification philosophique rationnelle, elle n'exprime pas la vraie motivation qui se cache derrière ces lois. Les conservateurs n'ont, en effet, aucun intérêt à croire que «les salaires réels moyens des travailleurs anglais seraient sans aucun doute plus élevés et leurs chances de trouver un emploi meilleures» en supprimant les droits des syndicats et des travailleurs. Au contraire, les «Tories» ne cachent pas leur opinion qui est que le niveau des salaires doit être maintenu à la baisse. Donc, alors que les droits des travailleurs et les libertés syndicales ont été réduits, le chômage a augmenté d'une manière dramatique de 1,3 millions en 1979 à 2,3 millions actuellement.(2) Pour le gouvernement, les droits des travailleurs et les libertés syndicales, signifient simplement des coûts intolérables imposés aux employeurs («Les charges des entreprises»).

Coût de la main d'oeuvre

Il est indubitable que, par sa réforme du droit du travail, la première intention du gouvernement a été de réduire le coût de la main-d'oeuvre. Et cela signifie tout d'abord diminuer les salaires.(3) Cela signifie réduire autant que possible tous les postes tels que la sécurité et l'hygiène, les indemnités de licenciement, les congés de maternité, ainsi que la représentation collective par les syndicats (etc.) que les travailleurs estiment nécessaires. Cela signifie un pouvoir et des prérogatives de gestion sans entraves. Ceci est le but des 5 principales lois, des douzaines de règlements, du code pratique en matière de piquets de grève et de beaucoup de changements administratifs (tels que la réduction du

nombre des inspecteurs de sécurité) qui ont changé le visage du droit du travail pendant les 10 années de gouvernement Tory.

Ces changements législatifs ont laissé les travailleurs anglais avec moins de droits individuels, moins de libertés syndicales, moins de sécurité d'emploi, moins d'information et de consultation, un taux plus élevé de chômage, un salaire moins élevé que dans la plupart des autres pays d'Europe occidentale. En vérité, le gouvernement se vante avec fierté (4) que «la plupart des autres principaux pays de la Communauté Européenne ont des économies prospères avec des revenus plus élevés par tête d'habitant qu'en Grande Bretagne.»

Une comparaison avec l'Europe est utile mais une approche internationale a encore plus de valeur. Je traiterai de la «Charte Sociale» proposée par la Commission Européenne et parlerai ensuite de droit international, laissez-moi simplement vous rappeler maintenant que nous célébrons cette année le 70ème anniversaire de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'organe des Nations Unies chargé de définir des standards universels pour le monde du travail. Ses «Conventions» s'appliquent de la même manière aux dictatures fascistes, aux régimes socialistes, au Tiers monde sous-développé et aux nations capitalistes sophistiquées occidentales.

Dix années de législation

Le résultat de 10 années de législation en Angleterre est trop vaste et trop complexe à décrire dans un court discours. Mais rappelons-en simplement quelques traits importants.

Quelques 6 millions de travailleurs ont été exclus de la protection contre le licenciement, (en contravention avec la Convention 158 de l'OIT) en exigeant un emploi continu pendant 2 années pour pouvoir en bénéficier (précédemment six mois). Des millions supplémentaires de travailleurs se sont vus supprimer leur droit à un salaire minimum par l'abolition des «Wages Councils» (Conseils des Salaires) et de la «Fair Wages Resolution» (Résolution concernant le Juste Salaire) (le gouvernement a retiré la ratification de la Convention 26 de l'OIT avant de l'enfreindre). Les changements aux droits de la maternité ont rendu le congé de maternité et ses indemnités plus strictement réglementés, plus complexes et moins avantageux que dans tout autre pays d'Europe.

Toutes les dispositions légales par lesquelles les syndicats pouvaient se faire reconnaître par les employeurs en vue de négociations collectives, ont été balayées (en contravention avec la Convention 154 de l'OIT, cas unique en Europe occidentale et en Amérique du Nord). La procédure légale qui permettait d'étendre l'application des accords collectifs à d'autres employeurs de la même localité et du même secteur a été abolie. Il est désormais interdit aux autorités locales de prendre en considération les facteurs suivants dans la sélection de leurs fournisseurs : le contrat et les conditions de travail des travailleurs de ces fournisseurs; leur qualité de travailleur ou d'indépendant; le dossier des litiges de droit du travail des fournisseurs. Voilà pour la vieille doctrine juridique de la «liberté contractuelle». Voilà pour la «théorie abstentionniste» du 20ème siècle que la loi a exclu des relations collectives.

Dans le domaine de la sécurité sociale, nous sommes retournés aux lois sur l'assistance aux nécessiteux (Poor Laws) (5) du 19ème siècle. L'assurance sociale a été réduite ou supprimée et les allocations d'Etat ont été soumises à des critères plus restrictifs. Le concept d'assurance a été éliminé de la Sécurité Sociale, et le fonds doit maintenant servir à financer les dépenses générales. Le refus d'un travail pour le motif que le salaire est peu élevé fait perdre le droit aux allocations de chômage. De plus, pour pouvoir être bénéficiaire des allocations, il n'est pas suffisant d'être «disponible sur le marché de l'emploi», il faut encore démontrer que le demandeur «cherche activement du travail». Le crédit familial (Family Credit) a été introduit comme un subside direct aux employeurs payant des bas salaires à leurs travailleurs.

Alors que la recette globale des contributions directes et indirectes est restée plus ou moins identique par rapport au revenu national, la charge de celles-ci sur les travailleurs à bas salaire a augmenté.(6)

Les programmes de formation professionnelle de l'Etat se sont multipliés (en fait ils sont obligatoires sous menace de perte d'allocations) mais leur contenu d'éducation a disparu et ils ne constituent plus qu'un moyen de fournir aux employeurs une main-d'oeuvre bon marché, diminuant à long terme, le niveau de salaire des travailleurs ordinaires.

Et le but de ces changements est clair : pousser les salaires et le coût de la main-d'oeuvre à diminuer. Comme il a déjà été dit, ces changements de la sécurité sociale constituent «une forme très visible d'intervention de l'Etat dans le marché du travail... "ce qui" est en contradiction avec le but de retirer l'Etat du domaine du marché».(7)

Nous ne devons pas non plus ignorer l'effet du chômage élevé qui a caractérisé les dix années de ce gouvernement, chômage qui a servi à augmenter la concurrence du travail et ainsi à diminuer les salaires, constituant le moyen de distiller la peur et de réduire ainsi le syndicalisme militant.

Régulation et dérégulation

Le processus de changement législatif ne s'est pas seulement fait dans le sens d'une «dérégulation» (ce slogan européen). Au contraire, un grand nombre de ces changements comprennent une régulation accrue. Nous avons déjà mentionné les dispositions concernant la maternité et l'horrible complexité de la sécurité sociale. Un autre exemple est le remplacement du système bien établi de la négociation collective libre et volontaire pour les enseignants par l'imposition d'une nouvelle «machinerie» légale, un morceau de régulation légale fermement condamnée par l'OIT en mai de cette année comme atteinte à la Convention 98.

D'une manière plus significative, la liberté de faire grève est devenue maintenant un des domaines les plus complexes, et le plus réglementés du droit anglais. Il n'y a pas de droit de grève en Grande Bretagne : il y a à peine des protections légales contre les actions en justice pour action collective. Cette protection dépend maintenant de la réunion de conditions compliquées par un vote secret préalable à la grève. Au même moment, la protection elle-même a été tellement rétrécie et les conditions dans lesquelles elle s'applique ont été rendues tellement difficiles à remplir que (comme le dit Jimmy Knapp, secrétaire général de l'Union Nationale des Cheminots (National Union of Railwaymen), après une ordonnance de référé contre son syndicat en juin) : «Nous vivons dans un cauchemar légal, nous atteignons rapidement le point dans ce pays où il n'est pas possible d'appeler à la grève et de rester dans les limites de la loi». Les obstacles légaux aux actions de grève sont cent fois multipliés par la facilité avec laquelle la loi anglaise accorde des ordonnances de référé contre l'organisation d'action collective. La seule chose que l'employeur doit montrer est qu'il a un cas «défendable» sans tenir compte du fait qu'il a une chance de gagner le procès au fond.(8) En cas de non-observation des termes de l'injonction, d'énormes amendes sont infligées (200.000 £ pour une première transgression et 500.000 £ pour une seconde n'est pas inhabituel) et/ou le séquestre, c'est-à-dire la saisie de tous les biens du syndicat par un administrateur désigné par le Tribunal.

En poursuivant la «régulation», le gouvernement est profondément intervenu dans les affaires internes des syndicats. Des élections tous les cinq ans du président, du secrétaire général (alors qu'il n'est tout au plus qu'un fonctionnaire), ainsi que du comité exécutif national sont maintenant obligatoires. Seul est permis le vote par correspondance pour ces élections ainsi que pour l'établissement d'un fonds politique permettant une activité politique (limitée). Les briseurs de grève ne peuvent être soumis à des sanctions disciplinaires (même s'il s'agit d'une grève en faveur de laquelle le briseur de grève avait voté), même si la grève est légale et en conformité aux règlements. Toutes les archives et les rapports doivent être ouverts aux membres, et des procédures réglementaires ont été établies en vue de la contestation par les membres du syndicat des dépenses de celui-ci. Une nouvelle fonction de l'Etat a été créée, le «Commissaire pour les Droits des Membres des Syndicats (connu par les juristes sous le nom de CROTUM). Avec un budget de 1,2 millions de livres, la seule fonction du Crotum est de conseiller et d'apporter son soutien aux membres lors de leurs actions judiciaires contre leurs syndicats.

Le but de ces changements comportant une intervention légale accrue est évidemment le même que le but de la «dérégulation» juridique : détruire les mécanismes et émasculer les organisations qui maintiennent ou améliorent les salaires et les conditions de travail, et qui empêchent la diminution des coûts de la main-d'oeuvre.

Directement et indirectement

En fait, on peut distinguer deux volets : d'une part la suppression de droits qui imposent des coûts à l'employeur et d'autre part une attaque sur les coûts indirects par la restriction des libertés syndicales, parce que les syndicats sont les seules organisations capables de s'opposer efficacement aux initiatives du «management» prises dans le but de réduire les coûts en détériorant les salaires, les conditions de travail ou l'emploi. Je voudrais continuer à examiner plus en profondeur la relation entre les besoins des employeurs et les changements légaux qui doivent satisfaire ces besoins. Mais d'abord laissez-moi ouvrir une parenthèse.

Injustice

Il me semble que si une caractéristique se distingue de cette brève sélection de «réformes» légales, c'est leur injustice, leur injustice sans précédent. Il n'y a ici simplement aucune justice, aucun équilibre, aucune égalité, et aucun respect pour les droits fondamentaux de l'homme. Il y a uniquement le but cynique d'accroître le pouvoir des employeurs. Je pense que ceci est un message important à communiquer aux membres des syndicats. En effet, l'injustice de ces changements légaux a été largement cachée à l'opinion publique par une propagande hautement sophistiquée et habile. Je vais vous donner plusieurs exemples de l'injustice de ces lois.

On disait que la loi de 1984 avait pour but de promouvoir la démocratie syndicale en imposant des votes «avant-grève». Pourtant un membre déchu du droit de vote n'avait aucun recours légal (jusqu'à la loi de 1988), et un tel vote avait pour seule conséquence de permettre à l'employeur (ou l'adjudicataire) d'attirer le syndicat en justice. Ce n'était pas la démocratie. Ce n'était pas la justice.

Après analyse, même l'argument de créer un «marché libre» ne peut être maintenu comme justification philosophique, au vu de la multitude de règlements et de contraintes légales utilisés dans le but de réduire la liberté des travailleurs, de maximaliser leur marché. Il n'y a aucune justification morale ou philosophique justifiant ces changements légaux, leur seul but est de donner au capital une plus grande liberté d'exploiter les travailleurs.

Laissez-moi vous parler d'une lettre adressée le 7 juin 1989 à Colin Christopher, Secrétaire Général du Syndicat du Meuble, Bois et Industries Annexes (Furniture, Timber and Allied Trades Union), par le ministre de l'Emploi Patrick Nicholls. Dans celle-ci, il explique les propositions en vue de s'attaquer au «pre-entry closed shop» dans le «Green Paper» «Enlever les barrières de l'emploi». La proposition est que les demandeurs d'emploi qui se voient refuser l'engagement sur base du fait qu'ils ne sont pas membres d'un syndicat doivent pouvoir demander compensation à l'employeur. La justification de Mr. Nicholls de cette proposition partisane est que le «Closed Shop» avant engagement «tout en étant une atteinte à la liberté de l'individu, constitue une barrière à l'emploi en augmentant les coûts de la main-d'oeuvre d'une manière très significative avec une perte de bénéfiques et d'emplois en conséquence».

Pas de surprise ici, mais Mr. Christopher ayant aussi demandé pourquoi ce sens unique, pourquoi une compensation équivalente ne devrait-elle pas être payée au demandeur d'emploi à qui l'on a refusé le travail parce qu'il était membre d'un syndicat, Mr. Nicholls répondit :

«Comme je l'ai expliqué, une objection majeure aux «pre-entry closed shop» est son effet économique néfaste. Il n'y aurait pas d'effets économiques comparables là où ces employeurs refuseraient d'embaucher des travailleurs syndiqués».

Donc nous y voilà, ceci est aussi impudent et aussi honteux qu'il est possible. L'intervention légale n'est pas justifiée par les exigences de la justice, mais par le besoin de maintenir les coûts de la main-d'oeuvre à la baisse et de conserver les profits. Le masque dur, inspirant la crainte du droit et de la justice glisse et, en dessous, nous voyons la face hideuse et diabolique du capitalisme.

Mr. Nicholls poursuivit :

«Il n'y a en fait aucune indication pouvant suggérer l'existence d'un problème particulier ou fréquent à propos de personnes auxquelles on aurait refusé un emploi parce qu'ils sont membres d'un syndicat... En plus, il est évident que le droit de ne pas se voir refuser un emploi pour cause d'appartenance à un syndicat encourageait vraisemblablement des plaintes injustifiées contre les employeurs devant les Tribunaux du Travail. Cela ne servirait qu'à créer une nouvelle charge pour les entreprises et une nouvelle barrière à l'emploi».

Moins d'un mois plus tôt l'OIT a critiqué le gouvernement anglais pour «manque de fourniture d'une protection légale contre le refus d'emploi sur base de l'appartenance à un syndicat ou du fait d'une activité syndicale» et a demandé au gouvernement de lui faire un rapport pour «indiquer les mesures prises ou envisagées pour amener la situation en conformité avec les exigences de la Convention dans ce domaine».

Mais revenons-en à la simple injustice. Laissez-moi vous montrer un autre exemple de cette immoralité. La loi sur l'emploi de 1988 a interdit aux syndicats d'«indemniser» ses membres, c'est-à-dire de payer les amendes imposées à ceux-ci pour un délit (ou pour la violation d'une ordonnance d'un Tribunal). Bien sûr, on pourrait invoquer le principe que les délinquants doivent payer leurs propres amendes, mais seulement si cela s'applique à tout le monde. Mais cette loi ne s'applique pas à tout le monde. Seuls les syndicats ont été choisis pour cette interdiction. Les entreprises peuvent payer les amendes de leurs directeurs et employés, que ce soit pour des infractions de stationnement illégal ou pour fraude. Les journaux peuvent payer les amendes de leurs journalistes qui refusent de révéler leurs sources aux tribunaux. Un club de pêche peut payer l'amende d'un de ses membres qui pêche sans permis. Mais les syndicats ne peuvent pas. Même si l'amende a été encourue lors de l'exécution soit d'une politique, soit d'instructions du syndicat, même si le membre vit dans une pauvreté abjecte (peut-être à cause d'une grève de longue durée), même là où les membres du syndicat ont voté pour effectuer le paiement par leurs fonds, les syndicats ne peuvent pas légalement payer les amendes de leurs membres.

Les injustices et les inégalités de cette législation sont sans fin. Nous allons donc laisser ce sujet en abordant ce qui suit

* Le refus du gouvernement en date du 16 mai 1989 d'accepter les amendements au projet de loi sur les entreprises («Companies Bill»), soumis à la Chambre Haute et qui auraient imposé aux entreprises les mêmes restrictions légales supportées par les syndicats en ce qui concerne les dépenses politiques.

* L'établissement du Commissaire pour les droits des membres syndiqués mais pas de Commissaire équivalent pour les droits des travailleurs.

* L'obligation pour les syndicats de divulguer leurs «dossiers comptables» à leurs membres, chose non répréhensible en soi, sauf que le gouvernement a refusé de limiter le droit à ceux qui avaient une raison valable et agissaient de bonne foi, favorisant ainsi le harcèlement. En plus, ces dossiers sont beaucoup plus étendus que ceux dont la loi exige la remise par les entreprises à leurs actionnaires, sans parler des travailleurs.

* Au-dessus de tout, il y a l'injustice des salaires de plus en plus bas qui, par définition touche les plus vulnérables et seulement les plus vulnérables, me rappelant la phrase d'Anatole France: «La loi dans sa majestueuse égalité interdit aussi bien aux riches qu'aux pauvres de dormir sous les ponts.»

La condamnation de l'OIT

Je laisse ce catalogue sans fin d'injustices pour me tourner vers des affaires internationales, parce qu'en mai 1989, l'OIT par une décision d'une importance capitale, a condamné la législation du gouvernement anglais sur pas moins de neuf points en contravention avec la Convention 87 (cette Convention date d'il y a 41 ans !). (9) L'article 3 de la Convention, qui devrait être gravée dans le coeur de chaque syndicaliste, dit ceci :

«1. Les organisations des travailleurs et des employeurs auront le droit de rédiger leur statuts et règlements, d'élire leur représentants en toute liberté, d'organiser leur administration et leurs activités et de formuler leurs programmes.

2. Les autorités publiques s'abstiendront de toute interférence qui pourrait restreindre ce droit ou en empêcher son exercice légitime.»

Le mot «activités» inclut l'action collective, et «autorités publiques» signifie l'Etat et le gouvernement. La Convention inclut également le droit de créer et de s'affilier à un syndicat.

La condamnation de la Grande-Bretagne par l'OIT se basait sur ce qui suit :

* L'ordre de renvoyer des travailleurs de GCHQ pour avoir refusé de renoncer à leur qualité de membre d'un syndicat.

* La défense de sanctionner les briseurs de grève selon les statuts du syndicat.

* L'interdiction des boycotts et des grèves contre des tiers (c'est-à-dire «secondary action»). L'OIT dit que cela devrait être permis aussi longtemps que le conflit primaire est légal.

* L'interdiction des grèves visant l'employeur réel en restreignant les grèves légales aux conflits avec l'employeur nominal (cela vise l'astuce des employeurs qui créent des entreprises séparées pour employer nominalement certaines parties de la main-d'oeuvre pour transformer l'action de grève d'une partie pour en appuyer une autre, en «secondary action» et par conséquent en action illégale).

* L'interdiction des grèves de soutien des travailleurs d'outre-mer.

* La limitation des grèves aux objectifs purement professionnels et l'interdiction de grèves aux objectifs professionnels, sociaux et politiques mélangés.

* L'interdiction des grèves de protestation contre la politique économique ou sociale, contre le gouvernement.

* L'abolition du droit des grévistes renvoyés de contester leur licenciement abusif (sauf dans le cas peu habituel du ré-emploi sélectif par l'employeur dans les trois mois). En application d'une autre Convention (98), l'OIT a aussi condamné le gouvernement anglais sur deux points que nous avons déjà mentionnés :

* Le défaut de protection légale aux demandeurs d'emploi mis sur une liste noire vu leur appartenance ou activité syndicale.

* L'abolition par une loi de la libre négociation collective entre les professeurs et leurs employeurs.

L'OIT a aussi prévenu le gouvernement de la complexité et de l'effet cumulatif de réformes législatives par petits morceaux, de même que d'un manque apparent d'attention pour les droits des syndicats.

L'OIT dit au gouvernement de lui faire rapport sur «les mesures prises pour codifier, clarifier et simplifier sa législation en ce qui concerne les relations collectives».

Loi internationale inexécutable

Il n'y a pas moyen de faire exécuter les Conventions et les règles de l'OIT, sauf par la pression de l'opinion publique internationale (à laquelle Mme Thatcher semble insolemment indifférente) et de l'opinion publique de Grande-Bretagne (où la presse complaisante a assuré que peu de gens sont conscients de l'existence de l'OIT et encore moins de sa décision récente).

La Charte sociale Européenne de 1961

La même impossibilité d'exécution existe pour la Charte Sociale Européenne de 1961, à ne pas confondre avec la Charte Européenne des travailleurs, sur laquelle nous reviendrons. La Charte Sociale Européenne établit des droits sociaux de base parmi les 21 Etats-membres du Conseil de l'Europe (qui est plus large et plus souple que les 12 pays du Marché Commun). Par l'article 4, les Britanniques (et les autres gouvernements signataires) reconnaissent :

- le droit des travailleurs et employeurs d'utiliser l'action collective en cas de conflits d'intérêts, comprenant le droit de grève, soumis à des obligations qui peuvent découler de conventions collectives préalablement signées».

Il n'est donc pas surprenant que le Comité des Experts Indépendants du Conseil de l'Europe ait déjà récusé certaines parties de la législation britannique comme étant contraires à cette obligation. En fait, le Comité a découvert que la Grande-Bretagne ne se conforme pas tout à fait à 11 des 62 obligations auxquelles elle avait souscrit dans la Charte.

Pour éviter un autre embarras du genre, le gouvernement anglais (le gouvernement de la loi et de l'ordre, rappelez-vous) annonça qu'il retirerait sa ratification de l'article 7 **(8)** de la Charte Sociale Européenne, de manière à ne plus être obligé de protéger les enfants de moins de 18 ans contre le travail de nuit. L'annonce en fut faite au cours d'un débat sur la proposition de loi sur l'emploi («Employment Bill») actuellement en discussion devant le parlement qui, entre autres, enlève toutes les protections légales de sécurité et d'hygiène pour les jeunes et les femmes. Le même jour, la Commission Européenne rendait publique sa Charte des Travailleurs. Plus tôt, avant même que la période de consultation du projet de loi sur l'emploi ne fut écoulée, le gouvernement retira sa ratification de la Convention 45 de l'OIT qui prohibe le travail des femmes dans la mine.

Dans les prochains mois, on s'attend à ce qu'un «Protocole additionnel» à la Charte Sociale Européenne, entre en application. Cela constituera un embarras sérieux pour le gouvernement anglais, puisqu'il prévoit les droits suivants, auxquels la loi anglaise, dans la plupart des cas, n'arrive pas à se conformer : **(10)**

- * le droit au travail
- * le droit à de justes conditions de travail
- * le droit à la sécurité et l'hygiène au travail
- * le droit à une juste rémunération
- * le droit de s'organiser (c'est-à-dire de former et d'adhérer à un syndicat)
- * le droit de négocier collectivement
- * le droit à la protection des enfants et des jeunes
- * le droit à la protection des femmes
- * le droit à l'orientation et la formation professionnelle

Droit Européen directement applicable

Il n'existe qu'une petite partie du droit international qui soit directement applicable. La Convention pour la Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales (1950) s'applique également aux 21 pays du Conseil de l'Europe. Des personnes peuvent, à titre individuel, présenter des cas de violations supposées devant la Cour Européenne de Strasbourg. Alors qu'un seul des articles de la Convention concerne l'emploi (le droit de former et d'adhérer à un syndicat), on a fait récemment remarquer que le gouvernement anglais a été le pire des contrevenants devant la Cour, comparé à n'importe quelle autre nation européenne. **(11)** Sur les 91 jugements de la Cour en matière de droits de l'homme entre 1980 et 1986, 26 furent prononcés contre la Grande Bretagne. En seconde place vient l'Allemagne de l'Ouest, avec 14 jugements prononcés contre elle, et en troisième place nous avons la Belgique avec 12 jugements de condamnation.

Directives de la CEE

Il existe d'autres lois internationales directement applicables. La Communauté Européenne est basée sur le Traité de Rome et édicté des directives qui lient les Etats-membres tels que la Grande-Bretagne. Pratiquement, le seul domaine du droit du travail qui ait progressé pendant les dix dernières années n'a pu le faire que grâce à ces lois de la CEE. Pourtant, la Grande-Bretagne ne s'y est soumise qu'au minimum, et à contre-coeur.

La loi anglaise (pré-Thatchérienne) sur l'égalité des salaires de 1970 («Equal Pay Act») a été reconnue par la Cour Européenne de Justice comme n'obéissant pas à la directive de la CEE sur l'égalité des salaires. C'est à contre-coeur que les Tories ont dû introduire des amendements en 1983, bien que ceux-ci ne correspondent toujours pas à l'esprit de la directive.

La loi anglaise sur la discrimination des sexes de 1976 («Sex Discrimination Act»), dont l'intention était d'appliquer la directive européenne sur l'égalité, a également été considérée comme insuffisante, et les Tories ont dû introduire la loi sur la discrimination des sexes de 1986.

La troisième directive européenne concernait la cession d'entreprises et la Grande-Bretagne introduisit le «Trans-fer of Undertakings Régulations» de 1981. Dans un cas récent, la Chambre des Lords a été forcée d'«insérer» des mots dans ces règlements pour qu'ils soient conformes à la directive. Il est bien connu que ces règlements sont rédigés de telle manière qu'il est facile de les contourner.

La Grande-Bretagne a bloqué une quatrième proposition de directive, la «Directive Vredeling» qui aurait donné le droit aux travailleurs d'être consultés à propos de propositions qui risqueraient de les affecter d'une manière substantielle et d'être informés de la situation économique et financière de leur employeur.

La Directive européenne concernant la protection des travailleurs contre les risques provoqués par des agents chimiques, physiques et biologiques de 1980 fut suivie par des directives «soeurs» spécifiques sur des agents particulièrement nocifs tels que le plomb, l'amiante et le bruit. Le gouvernement et l'Industrie anglais s'accordèrent pour maintenir le niveau standard du bruit à 90 décibels malgré que «le bruit permanent provoque une perte de l'audition» comme cela se passe chez beaucoup de travailleurs à ce niveau. La raison, avancée sans honte, était le coût pour l'industrie si l'on diminuait le niveau.

La Grande-Bretagne s'est également opposée au développement et à l'application de contrôles en vue de la protection des travailleurs contre les dangers du benzène, un produit cancérigène. Elle a résisté aux courants qui voulaient limiter le temps de travail devant les écrans d'ordinateur. Ces propositions venaient du Parlement Européen. A une réunion des ministres européens, dont le but était d'élever les standards communs pour la santé et la sécurité, Mr. John Cope, alors jeune Ministre de l'Emploi, se retrouva seul dans son opposition qui était apparemment basée sur :

«un conflit entre les traditions du droit anglais et les garanties absolues de protection contre le risque en faveur chez les gouvernements continentaux».(12)

Le gouvernement se bat également en coulisses contre les règlements de la Communauté qui donnent aux travailleurs à temps partiel les mêmes droits qu'à ceux qui travaillent à temps plein, contre le projet de directive sur le congé parental, et contre les règles en vue du changement de procédure dans les cas de discrimination sexuelle afin de faciliter les plaintes.

L'arrogance Britannique

Ce bilan honteux des dix dernières années du gouvernement anglais en ce qui concerne l'injustice de son droit social et le non-respect du droit international du travail, n'est comparable qu'à son impudence.

Le 31 mai 1989, j'étais présent à Paris à la «Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe - la dimension humaine». (Une continuation des accords d'Helsinki). Là, les ministres des Affaires Etrangères de pratiquement chaque pays d'Europe, avec les Etats-Unis et l'Union Soviétique entendirent le leader de la délégation britannique dire ce qui suit :

«Comme ses partenaires à la Communauté Européenne, la Grande-Bretagne est une société libre et nous partageons avec eux la même opinion simple de la liberté de l'individu. Bien sûr, aucun gouvernement britannique ne doit enlever au peuple britannique ses droits et ses libertés. Ces droits et libertés sont trop enracinés dans notre histoire et nos traditions. ... Nous, en Grande-Bretagne, nous pensons sincèrement faire tout ce que nous pensons pouvoir faire pour protéger les droits et les libertés de l'individu. Avec modestie, nous cherchons à offrir un modèle raisonnable à suivre pour les autres.»

Bien que vous sembliez incrédules, j'ai personnellement entendu ces mots et j'ai une copie du texte complet de ce discours.

En passant, je signale que la phrase «un modèle à suivre pour les autres» était une référence à la mise en oeuvre de la loi sur les relations collectives en Afrique du Sud du 1er septembre 1988 («Labour Relations Amendment Act»), qui massacra les droits syndicaux des travailleurs. Ou peut-être se référerait-elle à l'ensemble des propositions anti-syndicales, largement basées sur la législation britannique, proposées au gouvernement belge par la Fédération des Entreprises de Belgique, la F.E.B.

La Charte Européenne des Travailleurs

Ce discours fut prononcé précisément deux semaines après l'annonce de ce que je vais appeler la Charte Européenne des Travailleurs, proposée par la Commission de la Communauté Economique Européenne, connue sous le nom de «charte de la Communauté des droits sociaux fondamentaux». Le gouvernement britannique exprima sa «vue simple de la liberté d'un individu» par la notification immédiate de son opposition à la proposition. Au mois de juin 1989, au sommet de la C.E.E. à Madrid, la Grande Bretagne était le seul pays des douze membres de la Communauté à s'opposer à son introduction, et elle essaie maintenant, par des manoeuvres procédurières, de torpiller son introduction dans les lois des pays européens.

La réaction de Madame Thatcher fut la suivante : «De tous les rapports que j'ai reçus au sujet de la charte sociale, il s'agit plutôt d'une charte socialiste pleine de contrôles et de règlements inutiles, ce qui va augmenter les coûts des entreprises, ce qui va les rendre moins compétitives, ce qui va par conséquent entraîner une augmentation du chômage, ce qui signifie que nous ne pourrions plus concurrencer le reste du monde pour le commerce dont nous avons tant besoin».(13)

Cette déclaration est très révélatrice. La justice et le droit sont apparemment des considérations sans signification. La protection des «droits et libertés de l'individu» ne mérite pas de mention. Même les

besoins des relations collectives n'ont aucune place. Le seul impact digne de considération est l'effet sur le coût des entreprises et plus particulièrement, le besoin de maintenir des coûts bas pour pouvoir être compétitif par rapport au reste du monde.

Examinons ce qui est proposé dans cette Charte Européenne des Travailleurs que Madame Thatcher considère comme de l'«interventionnisme marxiste», et une tentative d'assurer «un super-Etat socialiste dans la Communauté par la porte de derrière» (14). Cette charte fait les recommandations suivantes :

- La liberté de mouvement : chaque citoyen doit pouvoir avoir le droit de libre mouvement et de traitement égal (y inclus les salaires et les avantages sociaux) partout dans les pays du Marché Commun et pouvoir s'engager dans n'importe quel emploi ou profession sous les mêmes conditions que les nationaux du pays d'accueil.

- Emploi et rémunération : des salaires «décent» qui doivent être établis par la loi ou par des conventions collectives; la liberté de choisir n'importe quelle occupation; des services de placement gratuit.

- Conditions de vie et de travail : ces conditions doivent être améliorées et plus ou moins égales partout dans la Communauté Européenne, particulièrement par l'établissement d'un maximum d'heures de travail par semaine et le droit à un pécule de vacances annuelles et à une période de repos hebdomadaire, des améliorations pour ceux qui sont engagés par les liens d'un contrat à durée déterminée, de travail saisonnier, de travail à temps partiel, de travail temporaire, de travail de week-end, de travail de nuit, et de travail en équipe; l'organisation et la flexibilité du temps de travail doivent ainsi atteindre une moyenne et les procédures pour les licenciements collectifs et les faillites doivent être améliorées.

- Protection sociale : celle-ci doit être «adéquate» et un droit pour chaque citoyen, en rapport avec la durée de la carrière, le salaire et les cotisations, avec un minimum de revenus pour ceux qui sont exclus du marché du travail.

- Liberté d'association et de négociation collective : il doit exister un droit de s'affilier à un syndicat, d'être membre d'une organisation professionnelle, de négocier et de conclure des conventions collectives, de procéder à une action collective y inclus le droit de faire grève; la conciliation, la médiation, et les procédures d'arbitrage doivent être encouragées de même que le dialogue dans le but de réaliser des conventions collectives entre les partenaires sociaux au niveau européen.

- Formation professionnelle : des systèmes de formation permanente doivent être établis pour permettre à chaque travailleur d'apprendre, de ré-apprendre et de continuer à s'améliorer pendant toute sa vie professionnelle.

- Traitement égal : celui-ci doit être garanti, en particulier une égalité dans la rémunération, l'accès à l'emploi, la protection sociale, l'éducation et la formation professionnelle, ainsi que le développement de la carrière.

- Information, consultation, et participation des travailleurs : doivent être un droit, en particulier lorsque des changements technologiques, des restructurations ou des fusions sont opérés.

- Santé et sécurité : des mesures doivent être prises pour faire en sorte que chaque travailleur travaille en sécurité dans un environnement sain.

- Les jeunes : l'âge minimum d'emploi doit être fixé à seize ans; ceux qui ont plus de seize ans doivent recevoir une «rémunération équitable» et pendant au moins deux années supplémentaires recevoir une formation professionnelle pendant les heures de travail.

- Les vieux : ceux qui sont à la pension, y inclus les prépensionnés, doivent recevoir un revenu qui leur permette de vivre décemment, ainsi qu'une assistance sociale et médicale.

- Les handicapés : des mesures doivent être prises pour intégrer de la manière la plus complète possible les handicapés dans la vie du travail par l'amélioration de l'accès, la mobilité, les moyens de transport et le logement.

Ce n'est pas aussi radical que Madame Thatcher voudrait vous le faire croire ? Non vraiment, ceci constitue une proposition tout à fait modeste. Cela ne va certainement pas aussi loin que les conventions et les recommandations de l'O.I.T. Pour la plupart des pays européens, cela ne constituera qu'une très petite amélioration de leurs droits et libertés existants. Pour la Grande-Bretagne, bien sûr, après dix années de droit «social» Tory, les changements vont être beaucoup plus dramatiques. Par exemple, la Grande-Bretagne est le seul pays de la Communauté Européenne où les travailleurs n'ont aucun droit au pécule de vacances annuelles. Alors que le gouvernement britannique ne fait aucune tentative pour cacher les raisons pour lesquelles cette charte sera fortement combattue, les raisons pour lesquelles la C.E.E. tient tellement à transformer la charte en une loi directement applicable pour tous les Etats membres ne sont peut-être pas aussi évidentes. Après tout, la C.E.E. n'est pas la création d'un internationalisme socialiste, au contraire elle constitue largement le produit de firmes transnationales dont l'intention est de créer un centre économique pour rivaliser avec le Japon et les Etats-Unis, centre économique dans lequel chaque Etat démocratique participant sera dominé par ce nouvel Etat supranational.

L'information de presse qui accompagna l'annonce de la Charte Européenne des Travailleurs nous donne en partie la raison :

«Il ne peut y avoir une croissance économique stable dans la Communauté sans un consensus social... Nous devons nous rappeler qu'il y a un mécontentement de plus en plus grand en ce qui concerne le marché unique». Il ne peut y avoir de résistance contre le Marché Commun. Le Ministre des Affaires Sociales de l'Allemagne fédérale déclara:

«En augmentant les droits des travailleurs, nous créerons une Communauté Européenne plus stable, et une Communauté où il y a un intérêt commun à créer une économie couronnée de succès».

Ou comme Jacques Delors, Président de la Commission Européenne, le disait :

«Les syndicats européens ont depuis le début supporté sans désespérer la création d'un marché unique et nous ne voulons pas mettre en danger ce processus en étant sourds à leurs intérêts».(15)

Mais il y a encore une autre raison pour laquelle les autres nations européennes sont unies dans leur détermination d'imposer la Charte à la Grande-Bretagne. Et c'est précisément l'inverse des raisons qui amènent Madame Thatcher à s'y opposer.

Les Européens sont anxieux d'éviter la «concurrence déloyale» résultant du coût de ces droits supportés par eux et non par la Grande-Bretagne. Ceci rappelle l'introduction de la législation sur la sécurité dans les mines et les usines il y a 150 ans en Grande-Bretagne.(16) Les gros employeurs, ayant introduit sous pression des pratiques de travail et un équipement plus sûrs et donc supportant déjà leurs coûts, avaient conclu que le concurrent ne pouvait vendre meilleur marché. Alors qu'ils se battaient pour des mesures minimales, souvent ils ne s'opposèrent pas à l'introduction de la législation, (et par là se rassemblèrent sous la bannière de «philanthropie»).

Donc, alors que les Européens peuvent avoir une certaine sympathie pour la réduction introduite par Madame Thatcher des coûts de la main-d'oeuvre dans l'industrie britannique par sa législation sur les relations collectives, les Européens ne sont pas préparés à tolérer l' «undercutting» de leurs propres entreprises qui prennent en charge les coûts augmentés dus aux droits des travailleurs. Ces coûts, ils

les voient comme une partie du prix de l'établissement du cartel capitaliste dans le Marché Unique Européen. Le souci des Européens n'est pas seulement la concurrence à l'intérieur de l'Europe, mais partout dans le monde, parce que je crois que les coûts de la main-d'oeuvre britannique sont graduellement réduits à des niveaux qui permettent la concurrence avec le Tiers monde.

Lorsqu'on voit la Charte Européenne des Travailleurs sous cet angle, elle paraît loin d'être le premier pas sur le chemin de la justice sociale européenne. Au contraire, la Charte impliquera «la réduction» et «l'approximation» au dénominateur commun le plus bas avec lequel la C.E.E. pense pouvoir s'en tirer. C'est une stratégie du minimum. C'est simplement parce que les droits des travailleurs britanniques ont été tellement érodés qu'ils acceptent la Charte avec bienveillance. Dans les cercles européens des syndicats règne cependant un large degré de cynisme à son sujet.

Une analyse de l'Acte Unique Européen révèle que celui-ci (en ce qui concerne l'emploi) est principalement centré sur la dérégulation. Par exemple, il parle du besoin

- «d'assurer des arrangements de travail plus flexibles»;

- «d'éliminer les obstacles au développement de nouvelles formes de travail dans les secteurs périphériques ou classiques de l'emploi»;

- «d'éliminer les obstacles au développement du travail à temps partiel et temporaire, au contrat à durée déterminée, au partage du travail»;

- «de vérifier s'il est nécessaire de maintenir certains types de législations restrictives qui affectent le travail des femmes, comme par exemple les règlements sur le travail de nuit dans l'industrie».

La nature réelle de la C.E.E. et du Marché Unique est mise à nu à la lecture de l'Acte Unique Européen: «L'amélioration du revenu dérivant du capital par rapport à celui découlant du travail doit être maintenue pour un certain nombre d'années...»

«L'introduction de nouvelles méthodes de fixation de revenus, de primes ou de composants liés au profit ou au résultat, doivent être envisagées». «Un élément essentiel... est la disponibilité d'une population active qui a aussi bien les qualifications que la flexibilité nécessaires pour faire face aux besoins changeants de l'industrie et du commerce».

Bref l'Acte Unique Européen propose «une réduction des charges pesant sur les entreprises», un langage proche du coeur de Madame Thatcher.

L'effet du Marché Unique en 1992 sera dévastateur. Un rapport officiel à la Commission Européenne (17) suggère comme conséquence que deux millions d'emplois pourraient être perdus, la plupart la première année. (18) Sir John Harvey Jones, ancien président d'ICI, a estimé qu'au moins la moitié des usines en Europe disparaîtront dans les dix ou quinze années prochaines, principalement par fusion ou par rationalisation. Pour les travailleurs et le management, dit-il, le processus de restructuration sera «un enfer parfait».

Facteurs globaux

Permettez-moi de faire une incursion dans le domaine économique (terrain dangereux pour un juriste) pour aller un peu plus en avant dans ce domaine, avant que nous ne retournions vers les modifications apportées par les conservateurs au droit social. J'ai souligné la principale motivation de la réduction des coûts de la main d'oeuvre comme étant la force motrice de ces lois. Mais il y a d'autres influences, toutes liées entre elles, que nous devons garder à l'esprit dans notre réflexion sur les changements législatifs des Tory et leur signification dans le monde.

Transnationales

Tout d'abord, nous notons une dominance accrue du monde par les entreprises transnationales, économiquement, et de plus en plus politiquement. Elles ne doivent aucune obéissance à aucun Etat. Beaucoup de ces entreprises sont plus puissantes que beaucoup de pays dans le monde. Lorsqu'elles agissent ensemble, leur pouvoir est presque irrésistible. Elles manipulent la prise de décision économique des Etats.

Ce sont les entreprises transnationales qui ont promu et façonné la C.E.E. En particulier ce sont elles qui ont poussé à la privatisation, pas seulement en Grande-Bretagne mais partout ailleurs dans le monde où elles ont de l'influence. La privatisation, comme l'expérience britannique le montre, n'augmente pas seulement les biens des transnationales, elle augmente également leur pouvoir d'influencer la prise de décision économique et politique.

Les transnationales vont partout dans le monde, cherchant des coûts de production plus bas et des nouveaux marchés pour leurs produits. Elles transfèrent la production là où les coûts du travail, de l'énergie et du transport sont le meilleur marché. Pour elles, «l'intérêt national» est un concept vide de sens.

L'interdépendance accrue de l'économie mondiale a une signification énorme pour et au bénéfice des transnationales. L'Europe a dû supporter le chômage, le déficit de la balance de paiement, et est devenu dépendante de livraisons étrangères, par le transfert vers le Tiers monde de la production du fer, de l'acier, de charbon, de textile, de l'industrie lourde, de la construction des bateaux et du transport maritime, et ce, à cause de son coût moins élevé de main-d'oeuvre. Mais ce transfert a simplement augmenté le pouvoir des transnationales. Dans le cas de la Grande-Bretagne il est nécessaire de se demander: à qui profite le déficit massif de la balance de paiement, qui a émergé principalement à cause du transfert de la production hors de Grande-Bretagne ? (19)

Il n'est pas surprenant de constater la profonde influence des transnationales dans le contenu des changements du droit du travail par les conservateurs. Il me semble que c'est avant tout leur influence qui a amené les changements législatifs pour créer une économie de bas salaires. C'est leur influence qui a cherché à détruire le syndicalisme. C'est leur influence qui a cherché à promouvoir le travail flexible, le travail à temps partiel, le travail précaire, etc. C'est leur influence qui a cherché à minimiser les droits des travailleurs quand il s'agit d'agir contre leurs syndicats.

L'observation la plus importante à faire à propos des transnationales dans le contexte présent est que ce sont elles qui constitueront un des obstacles majeurs à l'imposition au Tiers monde des obligations du droit international du travail. A l'heure où le capital européen (et bien sûr beaucoup de transnationales basées en Europe) exige que les charges des droits fondamentaux des travailleurs soient étendues à tous les pays européens avant l'abolition des barrières commerciales en 1992, les transnationales considèrent la situation d'une manière très différente dans un contexte global. Pour elles, il est essentiel que le travail bon marché, l'absence d'une législation efficace de sécurité et d'hygiène, et un syndicalisme inefficace soient préservés dans le Tiers monde. La production à bon marché dans le Tiers monde est nécessaire non seulement pour faire du profit mais encore pour maintenir le pouvoir économique dans les pays développés qui sont devenus dépendants de l'importation de produits et de matériaux bon marché. Cela signifie que les transnationales et ceux qui en dépendent vont résister par tous les moyens à leur disposition aux tentatives pour obliger le Tiers monde à observer les standards de l'Organisation Internationale du Travail pour leurs travailleurs. Les travailleurs de Grande Bretagne et d'Europe vont donc continuer à subir le chantage par la concurrence de la production meilleur marché ailleurs dans le monde, à s'entendre dire que de meilleurs droits pour les travailleurs ici nous rendra moins compétitifs et donc fera perdre leur emploi à nos travailleurs.

Interdépendance économique

L'interdépendance économique toujours croissante du monde, est en partie le reflet de la croissance de l'influence mondiale des transnationales, et elle est due en partie à la nouvelle technologie de communication, qui par fax et satellite, par Concorde et par containerisation, ont fait le «village global». Le monde doit maintenant faire face à l'interdépendance économique. L'industrie en croissance rapide du «fast food» hamburger nécessite plus de prairies pour leurs troupeaux de boeufs et contribue ainsi à la destruction par le feu des forêts brésiliennes avec les conséquences dévastatrices pour l'écologie mondiale. Un accident nucléaire en Union Soviétique rend le mouton britannique non comestible. Les émissions des usines génératrices anglaises tuent les forêts allemandes avec de la pluie acide. La production chimique dangereuse pour les Etats-Unis est transportée à Bhopal en Inde avec des standards de sécurité moins élevés et un travail meilleur marché. Le travail des enfants dans les mines colombiennes provoque la mise en chômage des mineurs britanniques. Ceux qui font les voitures à Détroit et Tokyo n'éparpillent pas leurs usines partout dans le monde, mais des usines pour pièces détachées à un endroit, des usines d'assemblage ailleurs.

Les marchés de produits locaux, nationaux et continentaux, ont été supplantés par les marchés des produits mondiaux. Les marchés dans tous les domaines : la nourriture, les métaux, les textiles, les produits manufacturés, l'assurance, les déchets nucléaires et toxiques (la Grande-Bretagne étant un leader mondial en assurance et en produits dangereux).

Pourquoi ceci est-il significatif ? Parce que cela révèle que les travailleurs britanniques (et bien sûr les travailleurs du monde) se font concurrence maintenant entre eux globalement. Cela nous ramène au facteur déterminant essentiel du coût de la main-d'oeuvre. Dans le marché mondial du travail, les coûts des droits et des protections légales des travailleurs et de la liberté légale du fonctionnement de leurs syndicats deviennent de plus en plus importants.

Voyez comment la marine marchande britannique est passée sous des «pavillons de complaisance» enregistrés au Panama ou au Libéria. Cela arrangeait qui ? Seulement les armateurs. Et pourquoi ? Parce que les lois britanniques de sécurité sur les navires imposaient trop de coûts aux armateurs, et parce que les salaires des marins britanniques pouvaient être diminués en engageant des équipages du Tiers monde. Et lorsque le syndicat des marins essaya de combattre cette tendance, le droit du travail britannique fut changé pour rendre leur action collective illégale.(20)

Et de nouveau, regardez comment l'Administration de Sécurité et d'Hygiène propose maintenant des règlements nouveaux pour nos mines pour remplacer la loi de 1953 sur les mines et les carrières («Mines and Quarries Act»), qui, après la nationalisation, était le sommet d'un siècle et quart de législation protectrice. Les nouveaux règlements constituent un sérieux affaiblissement des lois sur la sécurité. Leur but est clairement de réduire les coûts, de telle manière à rendre la privatisation de l'industrie du charbon britannique plus attractive pour les investisseurs qui vont tenter de concurrencer, sur le marché mondial du charbon, le charbon produit par la main-d'oeuvre bon marché en Afrique du Sud et en Amérique du Sud, ou subsidiée par les gouvernements en Pologne ou en Chine. Les mineurs britanniques payeront le prix de la concurrence internationale en doigts perdus, membres écrasés, poumons sans air, et corps sans vie.

Donc l'interdépendance de l'économie mondiale influence notre droit du travail.

Technologie nouvelle

Parallèlement avec le pouvoir grandissant des transnationales et avec la croissance du marché mondial, le développement de la nouvelle technologie et de la nouvelle chimie se fait de plus en plus accéléré.

De nouveaux dangers sont créés, certains d'entre eux sont inconnus. Les employeurs se battent pour garder les dangers secrets. Ils résistent aux demandes d'information et s'opposent à l'introduction dans la loi nationale d'obligations internationales de divulguer l'information, de faire de la recherche, de procéder à des vérifications médicales sur leurs employés. Ils s'opposent à toute nouvelle législation

sur la sécurité et se battent pour faire reculer les lois actuelles sur la sécurité. Dans tout ceci, le gouvernement britannique a coopéré. Il a diminué le nombre d'inspecteurs de sécurité. Il refuse de donner aux représentants des travailleurs en matière de sécurité des pouvoirs ou une protection suffisante pour être efficaces. Il élude ses obligations internationales. Il est toujours le dernier pays à l'Ouest à interdire les produits chimiques dangereux et les procédés dangereux tels que l'amiante ou la lindane.

Et lorsque les employeurs se sentent par trop écrasés par la législation sur la sécurité ou sur l'organisation des syndicats, ils ferment leurs usines dans le monde occidental et exportent leurs dangers vers le Tiers monde.

L'introduction de technologies nouvelles et de nouveaux produits chimiques implique également de nouvelles méthodes de production, des qualifications différentes, moins de travailleurs. Les nouvelles machines sont souvent très chères. Elles exigent un usage plus intensif pour en faire profiter leurs investisseurs. Ceci constitue une profonde impulsion à l'introduction du travail flexible, aux qualifications interchangeables, au travail de six jours, aux heures annualisées, au travail par équipes, à un tronc de travailleurs permanents et des travailleurs périphériques de passage, des travailleurs temporaires, des contrats à durée déterminée et ainsi de suite. **(21)** Ces pratiques d'emploi requièrent une main-d'oeuvre mobile, flexible et soumise, ainsi que des syndicats inefficaces. Elles requièrent l'abolition des dispositions légales qui s'opposent aux modifications du contrat de travail, et elles requièrent des arrangements contractuels qui réalisent les nouvelles pratiques.

Ainsi nous voyons ici aussi une partie de la pression qui a influencé nos lois sociales.

Le droit social britannique convient fondamentalement aux besoins flexibles de l'employeur. Peut-être que l'aspect le plus évident est la notion de «liberté contractuelle» sur laquelle les cours et tribunaux insistent, notant qu'ils ne peuvent intervenir pour rectifier des contrats inéquitables et refusant de reconnaître le déséquilibre entre le pouvoir contractuel des employeurs et des employés. Il convient de noter ici que la loi sur les conditions inéquitables en matière contractuelle de 1977 («Unfair Contract Terms Act»), qui protège les consommateurs contre les contrats inéquitables et injustes, exclut expressément les contrats de travail de son application.

En contraste avec la facilité avec laquelle des ordonnances sont rendues pour arrêter des grèves, la doctrine de la liberté contractuelle et l'exigence de l'exécution rigoureuse des contrats sont ignorées lorsqu'il s'agit de demandes d'ordonnances pour prévenir le renvoi qui a lieu en cas de rupture de contrat. Un tel ordre n'est généralement pas donné. La réparation accordée au travailleur congédié pour rupture de contrat est un préavis ou une indemnité de remplacement. Cette manière de dépenser a infecté les Tribunaux du Travail qui ordonnent la réintégration du travailleur dans des cas de licenciements abusifs (qui de toute façon est inexécutable) dans moins d'un pour-cent des cas.

La structure fondamentale de la «common law» n'exige que peu de changements pour l'adapter aux besoins modernes des employeurs. Malgré tout, des changements jurisprudentiels et gouvernementaux ont rendu la loi encore plus favorable à la création d'une main-d'oeuvre et d'un travail plus flexibles.

Il y a eu un encouragement croissant à la fiction légale du travail indépendant (ainsi appelé le «independent contracting», le «lump») par la législation fiscale et par les juges. **(22)** Davantage de travailleurs à temps partiel sont exclus de la législation protectrice de l'emploi (et nous avons noté la résistance du gouvernement aux directives opposées de la C.E.E.). L'échelle graduelle pour les cotisations de la sécurité sociale a encouragé l'emploi de travailleurs à temps partiel mal payés pour échapper aux cotisations aussi bien de la part des employeurs que de la part des travailleurs. **(23)** L'ancienneté pour pouvoir réclamer des dommages en cas de renvoi abusif a été étendue, comme nous l'avons noté, de six mois à deux années d'emploi. On exige également deux années de service pour pouvoir réclamer un taux plus élevé de paiement en cas de maternité et en cas d'indemnité pour renvoi. Pourtant, la croissance des contrats à durée déterminée, du travail temporaire, du travail à temps partiel

(en dessous de 16 heures par semaine), et la restriction de la notion de contrat ininterrompu en cas de transfert entre employeurs associés ou de cession d'entreprises, ont rendu plus difficile pour le travailleur atypique de préserver une ancienneté suffisante pour maintenir ses droits en matière de protection de l'emploi. Les demandeurs en rupture abusive, qui ont démissionné plutôt que d'accepter des conditions d'emploi nouvelles, risquent de perdre si le tribunal du travail trouve que les nouvelles conditions sont raisonnables, même si le salaire est plus bas ou les heures plus nombreuses. Une réorganisation sur base économique peut procurer l'argument suffisant pour repousser une action pour licenciement abusif ou encore une demande d'indemnité de préavis. D'autres propositions gouvernementales proposent d'exiger le dépôt de 150 £ pour pouvoir introduire une action en rupture abusive qui serait «difficile» et qu'on ne devrait exiger un écrit motivé pour le renvoi que si le travailleur a au moins deux années de service. Les attaques légales contre les syndicats, l'action collective et le «closed shop», l'abolition de la protection du salaire minimum et des mesures pour étendre l'effet de négociations collectives, tous, bien sûr, sont des éléments significatifs utilisés dans la «machinerie» légale pour rendre le travail flexible.

La perestroïka de Madame Thatcher

La dernière influence sur laquelle je désirerais attirer votre attention comme étant une influence sur les changements de notre droit du travail, est le mouvement actuel dans la pensée mondiale. Dans certains pays communistes, il y a la perestroïka. Dans certains pays capitalistes, il y a la «nouvelle droite», qui se manifeste en Grande Bretagne par le rejet de l'économie mixte, l'Etat-providence et le consensus d'après guerre. Les notions du paternalisme du 19^{ème} siècle sont maintenant anathèmes pour les nouveaux conservateurs en Grande Bretagne. Madame Thatcher déclare son intention de se «débarrasser du socialisme comme seconde force». Des idées de collectivisme et de solidarité sont inacceptables. «Il n'y a pas une chose telle que la Société» déclare Madame Thatcher, «il y a des hommes en tant qu'individus et des femmes en tant qu'individus et il y a des familles... les gens doivent d'abord s'occuper d'eux-mêmes». (24)

Ce n'est pas ici le lieu pour examiner les liens et les parallèles entre la perestroïka et la nouvelle droite. Et je ne suggère pas que la perestroïka ait un quelconque effet perceptible sur la législation du travail en Grande Bretagne, mais il n'y a aucun doute que Madame Thatcher a sauté sur les profonds changements en Union Soviétique et spécialement en Pologne et Hongrie, comme forme d'endossement du capitalisme et en particulier de sa philosophie de la «nouvelle droite». Dans la mise en avant de cette philosophie, le droit est très important. Alors que Hayek signale les changements nécessaires pour que le droit du travail serve mieux les intérêts du capital, certains des changements eux-mêmes encouragent les changements dans la pensée de la population ouvrière. D'abord et principalement, il y a l'installation de la peur, une peur qui décourage l'action syndicale pour défendre ou faire avancer les droits et qui encourage l'acceptation du changement des conditions d'emploi ou des renvois. Cette peur est induite par la menace d'une action en justice contre les syndicats, ses responsables et ses piquets de grève, et l'abolition de toute riposte légale au renvoi de grévistes.

Mais on s'est servi des changements législatifs pour véhiculer des images de propagande que le gouvernement cherche à faire entrer dans les consciences d'une manière plus subtile que la simple peur. Par exemple, la restriction du droit de grève accompagnée par l'exploitation du mythe que les syndicats ont des «privilèges» légaux qui seraient injustifiés, abusifs et qu'il faut diminuer. Les syndicats sont présentés comme des dictatures tyranniques de gauche, non démocratiques et corrompues lors des élections, ce qui a nécessité l'intervention de la loi pour régulariser les élections, prévenir les sanctions appliquées aux briseurs de grèves, ouvrir les livres comptables, en bref pour «rendre les syndicats à leurs membres».

Prises dans leur ensemble, les quatre lois anti-syndicales peuvent être vues comme un exercice de propagande pour miner la confiance des travailleurs dans leurs syndicats et pour décourager les idées de collectivisme.(25)

En utilisant le droit comme un véhicule de propagande, le droit social constituait une petite partie dans un ensemble plus vaste. Ainsi, par exemple, la loi forçant les communes à vendre leurs biens immobiliers à leurs locataires à des prix subsidiés n'a pas seulement comblé les banques, les sociétés de prêts, les compagnies immobilières, les agents immobiliers et d'autres éléments, mais avait comme but également, et ceci fut réussi jusqu'à un certain point, de miner une conscience socialiste municipale et d'encourager une mentalité d'entrepreneurs parmi les locataires de la classe ouvrière.

Autres propositions

J'aurais souhaité que ceci fût la conclusion de l'analyse de dix années de droit Tory. Mais il y a plus. Un projet de loi sur l'emploi est sur le point de devenir une loi, et il y a un «Green Paper» qui deviendra bientôt un projet de loi. J'ai déjà mentionné certains des changements qu'ils vont provoquer. Il y a un projet de code de la pratique du piquet de grève («Code of Practice on Industrial Action Picketing») qui fait plus de cent pages de réglementation détaillée. En plus, comme réponse à l'action des travailleurs pendant l'été, le gouvernement a suggéré de rendre les syndicats légalement responsables pour les grèves non officielles et qui ne sont pas organisées par les syndicats, sauf si le syndicat lui-même discipline les grévistes, et aussi interdisant les grèves dans les services publics.

Conclusions

Du point de vue des travailleurs et des syndicats, l'objectif sera de remplacer le gouvernement conservateur par un gouvernement travailliste. Ils vont tout simplement chercher à abolir les lois «Tory» et les remplacer par des lois qui sont équitables justes et efficaces dans la protection de leurs intérêts. Mais il y a plus à extraire des données sur lesquelles nous nous sommes penchés.

Nous avons la preuve que les lois sociales des dix dernières années sont injustes et inéquitables. Nous pouvons prouver que le gouvernement continue à se moquer de ses obligations légales internationales. Nous pouvons tendre vers des standards plus élevés de droit et de justice que ceux des conservateurs. Nous pouvons montrer que le but des lois Tory est de miner nos salaires et nos conditions de vie. Nous pouvons soutenir la logique incontestable que les conditions de travail du Tiers monde devraient être élevées au niveau de celles des Européens plutôt que les nôtres ne soient diminuées vers le niveau du Tiers monde.

Nous pouvons répondre à l'internationalisme capitaliste de la C.E.E. par une fraternité internationale qui, tout en accueillant la Charte Européenne des Travailleurs avec un oeil sceptique, unit les travailleurs et les syndicats par l'existence d'une plate-forme universelle de droits adéquats pour les travailleurs, une plate-forme sur laquelle les syndicats peuvent construire et élargir leurs conventions collectives. Nous pouvons invoquer les règles de l'Organisation Internationale du Travail comme base irrécusable pour les lois futures que nous exigeons pour construire cette plate-forme de droits.

Et nous pouvons être optimistes. Non seulement il existe de grands changements dans l'activité syndicale en Grande Bretagne, mais les répercussions juridiques internationales de la condamnation de la Grande-Bretagne par l'Organisation Internationale du Travail et l'annonce de la Charte Européenne des Travailleurs ont brisé le monopole insulaire de Madame Thatcher sur l'agenda des droits des travailleurs et des libertés syndicales. Le célèbre avocat D.N. Pritt a dit, il y a quarante ans, que l'Etat de droit dans une société capitaliste est le reflet de la capacité de la classe ouvrière de s'organiser contre elle. Nous avons maintenant certains arguments puissants pour nous organiser dans le domaine du droit du travail.

Discours prononcé le 1er mai 1989 devant le Parti du Travail de Belgique. John Hendy est le Président de l'Institute of Employment Rights de Londres, mais il a pris la parole en son nom personnel.

Notes :

- (1) Wedderburn, «Freedom of Association and Philosophies of Labour Law», *Industrial Law Journal*, Vol. 18, no. 1, mars 89. Les citations de Hayek sont extraites de cet article, où l'on peut trouver les références.
- (2) En juin 1989, le chômage calculé sur la «vieille» base (maintenant il est chiffré sur base du nombre de demandeurs d'allocations de chômage) était de 2.393.000 ou environ 8% de la population active. Le nombre de chômeurs était de 1.300.500 en 1979 et monta jusqu'à 3.743.500 en 1986. (LRD Factservice Vol. 51, no. 29.) Depuis 1979, en dix ans 2.000.000 emplois ont été perdus dans l'industrie. (LRD).
- (3) Deux tiers du coût des entreprises sont les salaires. Ainsi s'explique de certaine manière l'obsession toujours présente de l'inflation (qui en moyenne s'élève à 8,3% et qui est presque la plus élevée d'Europe) et l'indifférence devant le déficit sans précédent de la balance des paiements. En moyenne, l'augmentation annuelle des salaires se situe à 9,25%, bien que le coût pour l'entreprise ne soit pas si élevé, la productivité s'améliorant de manière continue. Les revenus des administrateurs de sociétés semblent être sans signification pour l'inflation et l'augmentation moyenne annuelle des 100 administrateurs les mieux payés du Royaume est de 28% (sans tenir compte des dividendes provenant de leurs portefeuilles d'actions). (LRD Factservice).
- (4) Dans le livre blanc «Employment for the 1990's», publié en 1988.
- (5) Les effets des modifications à la sécurité sociale, du droit du travail, et sur les travailleurs et sur l'économie, sont brillamment analysés dans «Labour Law, Social Security and Economic Inequality» de Simon Deakin et Frank Wilkinson, Institute of Employment Rights, 1989.
- (6) Voir surtout : «Changing Tax», John Hills, CPAG, 1988.
- (7) Deakin et Wilkinson, op.cit. page 24.
- (8) Conforme aux principes admis dans l'affaire *American Cyanamid c/ Ethicon* (1975, AC 396), il doit aussi démontrer que des indemnités ne pourraient constituer une réparation adéquate et que l'équilibre des avantages et inconvénients demande une intervention du juge en référé. Ces conditions sont faciles à satisfaire.
- (9) Voir à ce sujet l'analyse excellente de Keith Ewing, Institute of Employment Rights, 1989.
- (10) Voir le très utile «The Additional Protocol to the European Social Charter - Employment Rights», Vivien Shruballs, ILJ, Vol. 18, no. 1.
- (11) Labour Research, Vol. 78, no. 6.
- (12) Guardian, le 16 décembre 1988.
- (13) Guardian du 19 mai 1989. Mme Thatcher se fit l'écho du Livre Blanc de 1988 «Employment in the 1990's» qui dit : «Le gouvernement britannique s'opposera à toute mesure qui impose une réglementation inutile, qui augmente le coût du travail, qui rend le marché du travail moins flexible ou qui érige des nouvelles barrières à l'emploi.»
- (14) Guardian du 12 juin 1989.
- (15) Guardian du 27 juillet 1989.
- (16) Il est intéressant de noter qu'en 1988 la Grande Bretagne était, à un pays près, le pays avec le coût salarial le plus bas dans l'industrie automobile européenne et le pays avec le nombre le plus élevé d'heures de travail par travailleur (Labour Research, 1989).
- (17) «Employment in Europe -1989», présenté par le Commissaire pour les Affaires Sociales, Mr. Vasso Papandreou, le 19 juillet 1989.
- (18) Actuellement le nombre des chômeurs dans la CEE s'élève à 17 millions (LRD).
- (19) 9,4 milliards de livres dans la première moitié de 1989, évalué à 16-17 milliards de livres pour toute l'année 1989, même plus que le record de 1988, qui était déjà de 14,9 milliards (LRD Factservice, Vol. 51, no. 31). Ces chiffres sont de loin les plus mauvais d'Europe (voir LRD Factservice, Vol. 51, no. 28, pour une comparaison). L'industrie métallurgique accuse un déficit de sa balance de paiements depuis 1982. Ce déficit augmente de manière dramatique : 1987 : 4,2 milliards de livres; 1988 : 8,9 milliards; 1989 : 11,6 milliards (Chiffres et extrapolations d'après la Fédération des Entreprises de la Métallurgie, Financial Times, le 12 juin 1989).
- (20) «Employment Act 1980», en réponse à ce qui était en réalité une invitation lancée par l'appareil judiciaire au gouvernement conservateur par le jugement dans l'affaire *NWL c/ Woods* (1979), ICR 867, suivi par une nouvelle attaque judiciaire dans l'affaire *Universe Tankships c/ Monrovia* (1983, AC 191.) (21) La population active en Grande Bretagne s'élève à environ 25 millions de travailleurs dont 6,2 millions à temps partiel et 967.000 emplois complémentaires (second jobs). (Employment Gazette, avril 1989).
- (22) Eg. Sched. 8, Finance Act 1980, *Trust House c/ O'Kelly* (1983), ICR 728.
- (23) Voir Deakin et Wilkinson, op.cit. page 16-18.
- (24) Financial Times, 19 novembre 1986, *Woman's Own*, 31 octobre 1987. La nouvelle droite est sans aucun doute une force dominante dans la pensée britannique. Le succès des «nouveaux réalistes» dans le parti travailliste et dans le mouvement ouvrier en témoigne. Leur philosophie se résume à reconnaître que la nouvelle droite a occupé le domaine du débat politique. Ainsi le Labour Party a décidé que l'opinion politique, formée par la propagande Tory, ne pouvait accepter un Labour Party qui prône des nationalisations. Mr. Kinnock déclara au congrès de son parti en 1988 : «C'est la tâche historique de Labour de faire mieux fonctionner le marché.»
Un autre critère du succès idéologique de Mme Thatcher consiste dans le fait qu'elle a pu convaincre assez de travailleurs de voter pour elle, assez pour obtenir trois victoires électorales consécutives, malgré tous les sacrifices imposés, bien que sa majorité de 100 sièges (sur 650) ne représente que 40% des votes et seulement 23% de l'électorat.
- (25) Malgré tout, il y avait 10.754.000 syndiqués en 1987, soit 48% de la population active (Annual Report, Certification Officer, 1988). En septembre 1987, un sondage d'opinion établi par Gallup révéla que 69% des personnes interrogées estiment que le syndicat est «une bonne chose» (Labour Research, Vol. 78, no. 6, page 16). Un sondage Mori arriva à la conclusion que 88% des syndiqués estimaient que le syndicat était essentiel pour la défense de leurs intérêts (Indépendant, 3-4 mai, 1989).